

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ÉTABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS

DANS LES
PYRÉNÉES MÉDITERRANÉENNES

AUX VIII^e ET IX^e SIÈCLES



THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

PAR

Georges MELCHIOR



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1919

LES
ÉTABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS

DANS LES
PYRÉNÉES MÉDITERRANÉENNES

AUX VIII^e ET IX^e SIÈCLES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555617_0045

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ÉTABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS

DANS LES
PYRÉNÉES MÉDITERRANÉENNES
AUX VIII^e ET IX^e SIÈCLES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

PAR

Georges MELCHIOR



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1919

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Brémont, Doyen, professeur de Droit administratif.
Charmont, professeur de Droit civil.
Chausse, professeur de Droit romain.
Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de
Droit international privé.
Moye, professeur de Droit international public.
Morin, professeur de Droit civil.
Bridrey, professeur de Droit romain.
Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel
(suppléé).
Vigié, Doyen honoraire.
Laborde, professeur honoraire.
Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Bridrey, *président*.

Morin.

Donnedieu de Vabres.

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
ÉTABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS
DANS LES
PYRÉNÉES MÉDITERRANÉENNES
AUX VIII^e ET IX^e SIÈCLES

INTRODUCTION

L'immigration espagnole, dans le Midi de la Gaule ou de la France, n'a jamais été aussi intense qu'aux VIII^e et IX^e siècles. Il nous est resté de cette époque des documents qui prouvent qu'elle a joué un rôle politique et économique considérable. Les Chrétiens de la péninsule ibérique ont été attirés et casés par les rois francs dans le pays qui s'étend depuis l'embouchure du Llobregat jusqu'à celle de l'Hérault. Ils ont d'abord été des soldats qui ont défendu la Marche d'Espagne; après les guerres, ils sont devenus surtout des colons, qui ont défriché

de vastes étendues, travailleurs obscurs qui ont transformé l'herme en terre arable, et qui, par leur travail obstiné, ont préparé la magnifique renaissance de nos pays au Moyen-Age, la merveilleuse prospérité du Golfe du Lion au temps des Croisades et du grand commerce avec les Echelles du Levant, commerce alimenté par les productions agricoles et industrielles de l'arrière pays, commerce fait par les vaillantes populations qui descendaient en partie des pionniers venus des provinces espagnoles opprimées par la domination musulmane. Il convient donc, avant d'entreprendre l'étude de l'établissement de ces réfugiés, de connaître quel était l'état du pays avant leur arrivée, quelle importance avait eue l'invasion arabe, et quel danger les Maures faisaient encore courir à la région au temps de Charlemagne.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

L'INVASION ARABE. — L'APPEL AUX ESPAGNOLS LEUR UTILISATION MILITAIRE

Les premiers Arabes ont débarqué, en Espagne, en 711. Le 19 juillet leur chef, Tarik, l'homme qui a laissé son nom à Gibraltar, faisait crouler la monarchie chancelante des Wisigoths à la bataille décisive de Xérès de la Frontera. Aussitôt sa fameuse cavalerie se lance à la poursuite des vaincus, elle vole d'un bout à l'autre de la péninsule, elle fait trembler les populations effrayées : Cordoue, Tolède, Mérida, Saragosse, Salamanque et les autres cités, où se plaisait l'indolence des Goths, sont terrorisées par la puissance et la rapidité des chevaux ennemis. Elles capitulent, l'ennemi exige la reddition des armes et surtout des chevaux qui vont encore augmenter les forces de sa redoutable armée (1).

(1) Voir De Marlès : « *Histoire de la domination des Arabes et des Maures en Espagne* ».

Les nobles du pays cherchent leur salut dans la fuite ou dans la soumission au vainqueur. Les terres vacantes des pays conquis sont distribuées par Ambiza à ses soldats.

Seul, un peuple de montagnards résiste victorieusement dans les Asturies : les rochers qui roulent des pics escarpés ont raison des offensives des Maures qui ne peuvent faire aucun usage de leurs montures. Pélage y fonde un royaume chrétien qui sera l'âme de la reconquête. Un de ses successeurs, qui a régné plus d'un demi siècle, Alphonse II le chaste (788 à 842), entretiendra des relations diplomatiques avec Charlemagne et Louis le Pieux ; son armée jouera le rôle d'aile droite du vaste front pyrénéen.

Dès le printemps 718, l'avant-garde maure se présente aux Pyrénées et envahit la Septimanie. Moussa occupe le diocèse d'Elne, assiège Narbonne, et s'en empare. La population y est nombreuse et comprend beaucoup de réfugiés espagnols qui fuyaient l'invasion. On a dit que Zama a fait tuer les défenseurs et a ramené captifs en Espagne les femmes et les enfants.

Poursuivant sa marche vers l'Est, il est repoussé au passage du Rhône, il porte alors son effort vers l'Ouest, prend Toulouse qu'il organise défensivement, mais il en est chassé par le duc Eudes et il est contraint de repasser en Espagne en 721. Il réorganise son armée, sonde l'ennemi par quelques coups de main sur les postes-frontière, enfin déclanche, en 725, l'offensive qui le porte à Nîmes où, dit-

on, les monastères de Psalmodi et de Saint-Bauzile sont détruits (1), puis il pousse en avant par la vallée du Rhône et porte la désolation jusqu'à Autun.

Eudes conclut la paix, se rapproche du général arabe et lui donne sa fille en mariage. Mais son nouvel allié, révolté contre les autorités musulmanes est battu. Son vainqueur, Abdérame, entre en Gaule, en 732, bat à son tour le duc Eudes, entre à Bordeaux et à Poitiers, où il brûle l'église de Saint-Hilaire. Il va brûler l'église de Saint-Martin de Tours, patron vénéré des Gaules, lorsque Eudes fait appel à Charles Martel. Celui-ci accourt avec une armée composée de Neustriens, d'Austrasiens et de Bourguignons et barre à l'invasion la route du Nord.

La bataille s'engage un samedi d'octobre 732, près de Poitiers, après sept jours d'hésitation. Si nous en croyons l'évêque espagnol, Isidore, l'action se déroule en un formidable choc de la cavalerie légère d'Afrique contre le mur inébranlable de la cavalerie lourde des gens du Nord.

Le coucher du soleil met fin au combat qui reste indécis. Mais les Arabes ont perdu leur chef, ils battent en retraite et se retirent en Septimanie; les Francs n'osent les poursuivre et repassent la Loire.

(1) V.: « *Histoire générale du Languedoc* », par Dom Cl. Devic et Dom J. Vaissète, t. I, p. 786. — Dans les notes suivantes, pour citer cet ouvrage, nous emploierons l'abréviation H. L.

De Narbonne, où ils ont regroupé leurs forces, les Maures tentent de nouveau une poussée vers le Nord-Est, ils ravagent pendant quatre ans la Provence et la Bourgogne, ruinent le monastère de l'île de Lérins. Enfin Charles Martel engage une contre-offensive qui doit rejeter à jamais la domination musulmane au-delà des Pyrénées. Il reprend Avignon qu'il brûle en partie, et fait le vide sur son passage pour empêcher un retour de l'ennemi. Il vient mettre le siège devant Narbonne, il bat sur les bords de la Berre une armée de secours débarquée à la Nouvelle et, pour prévenir d'autres débarquements, il détruit Béziers, Agde, Maguelonne et Nîmes, mais il lève le siège de Narbonne en 737.

Une révolte des Maures en Espagne permet aux Espagnols réfugiés dans les Asturies de se mettre en campagne et à Pépin le Bref, qui a succédé à son père, Charles Martel, de s'approcher de Narbonne, de dévaster sa banlieue et de l'assiéger. Le blocus dure sept ans; enfin les habitants livrent à Pépin la garnison arabe en 759.

Ainsi l'invasion en Gaule ne dure qu'une quarantaine d'années. Narbonne sert de place d'armes aux envahisseurs qui tentent deux fois des offensives alternatives à l'Est et à l'Ouest: par la vallée du Rhône et de la Saône, d'une part, pour les plaines d'Aquitaine, le seuil du Poitou et le bassin de Paris de l'autre. Les deux dernières tentatives sont plus obstinées et elles ne sont réduites que par des

destructions systématiques dans les pays reconquis (1).

Cette longue guerre de libération ne s'est pas

(1) Il ne faudrait pas cependant exagérer l'importance des dévastations accomplies par les belligérants. Dans la deuxième partie du VIII^e siècle, de grandes villes subsistent encore dans ces régions. Et d'abord on voit que la population de la ville de Narbonne est considérable, qu'elle joue un rôle politique et militaire de premier ordre : elle décide du sort de la ville malgré les troupes qui la défendent. Son territoire rural qu'un siège aussi long que celui de Troie aurait dû ruiner, ne nous apparaît pas sous l'aspect d'un désert, comme on le dit trop souvent. Il semble qu'une certaine vie lui est restée, ou que du moins les populations ont assez vite fait renaître cette contrée. Un acte de 782 (H. L., II, pr. 6, col. 47), mentionne l'existence d'une cinquantaine de villæ aux environs de la ville ; les terres sont cultivées et pourvoient aux besoins des habitants. Or, à cette époque, les colons espagnols commencent à peine à s'établir : ils n'ont pu encore défricher tant de terres ; il faut donc admettre que le pays n'était pas réduit en solitude et que les populations indigènes ont en partie reconstitué les cultures endommagées par les guerres.

D'ailleurs la ville d'Elne, elle aussi est debout ; Gérone, Barcelone, sont soumises par Pépin le Bref qui ne les bouleverse pas et se contente de les tenir en vassalité, en une sorte de protectorat.

Nous sommes donc en droit de dire que la population qui vit dans les Pyrénées méditerranéennes n'a pas été exterminée, et nous ne serons pas étonnés lorsque plus tard nous verrons les pagenses, c'est-à-dire les personnes nées dans le pagus, les gens du pays, jouer un grand rôle au milieu des émigrés espagnols. Ils revendiqueront leurs droits à la terre, non seulement leurs droits de premiers occupants, mais leurs droits de propriété, leurs droits héréditaires.

faite sans que de profondes modifications aient été apportées à l'organisation militaire. L'armée arabe devait ses succès sur le continent européen à sa redoutable cavalerie. L'armée adverse ne pouvait opposer que des troupes d'infanterie, qui résistaient bravement, mais étaient bientôt débordées aux ailes et enveloppées par les fougueux escadrons africains. La guerre en rase campagne était fatale aux chrétiens ; il fallait modifier la tactique : arrêter l'invasion dans les montagnes, faire la guérilla en utilisant tous les accidents de terrain qu'on ne céderait que pas à pas, pour permettre aux peuples de l'arrière d'organiser un instrument de combat capable de contre-battre la nouvelle arme introduite par les Maures.

La création de la cavalerie franque se fait peu à peu. D'après Isidore, les premiers éléments ont apparu en 732 à la journée de Poitiers. Ils sont encore lourds et grossiers, ils ont pu arrêter les Sarrasins parce que ceux-ci étaient embarrassés de l'immense butin pris au pillage de Poitiers, mais ce n'était là qu'un premier essai : car ce n'est pas en quelques années qu'un peuple se transforme. L'armée, à l'époque franque, se compose de la nation entière, chaque homme libre s'équipe à ses frais. Or, les transports se font alors par des charrettes à bœufs. Il faut remplacer les bœufs par des chevaux que les propriétaires monteront pour aller aux champs de mars. Il faut créer des écuries, faire de l'élevage, choisir les meilleurs étalons à la fois légers et résistants. Il faut contraindre tous les

hommes libres qui en ont les moyens à opérer ces transformations dans leurs domaines. Nous retrouverons dans le précepte de 815 (1) cette obligation faite aux réfugiés espagnols d'avoir des chevaux pour les besoins des services publics.

Peu à peu, le nombre des cavaliers venant aux assemblées générales devient plus important. L'herbe pour nourrir les animaux va manquer si on continue à les convoquer au mois de mars. Dès l'année 755, Pépin doit les convoquer pour le mois de mai (2). C'est le triomphe de la cavalerie. Désormais, dans l'immense royaume, l'armée pourra rapidement se transporter d'une frontière à l'autre, et elle aura acquis une mobilité qui lui permettra de lutter efficacement contre les Musulmans.

Ceux-ci sont toujours aux portes des Pyrénées. Charlemagne ne se sent pas à l'aise à l'intérieur du rempart formé par ces montagnes. Il veut avoir un glacis au-delà de cette frontière, comme il en a au-delà des autres. Il va créer une marche, poste d'observation permanent et poste de résistance éventuel.

En 778, il engage la fameuse expédition d'Espagne. L'armée est concentrée à Agen, il la divise en deux corps : l'un franchit les Pyrénées par Saint-

(1) H. L., II, pr. 33, c. 97, par. 1 : « *Ad subventionem eorum veredos donent* ».

(2) « *Venit Thassilo ad Martis campo et mutaverunt Martis Campum in mense Maio* » (Annal. Petav. ad a. 755, dans le « *Récueil des historiens de France*, t. V, p. 13.

Jean-Pied-de-Port, prend Pampelune et vient faire sa jonction à Saragosse avec l'autre corps qui est passé par le Roussillon. On se demande si la reconquête de la péninsule minée par les discordes des chefs arabes ne va pas être menée rapidement par le roi franc qui tient en mains une solide armée.

Mais bientôt la situation générale du royaume ne lui permet plus de s'engager à fond. La Bavière refuse les contingents; en Saxe, un soulèvement grave a éclaté, les Saxons se sont unis entre eux, ont expulsé les prêtres, dévasté la Hesse et la Thuringe, pénétré jusqu'à Coblentz.

Il faut abandonner la conquête de l'Espagne. On rase les murs de Pampelune, on emmène des otages, on passe les défilés des Pyrénées où, le 15 août, Roland trouve une mort légendaire. L'armée tout entière se dirige vers la Germanie. La frontière des Pyrénées est dégarnie et livrée à elle-même.

Cependant la menace musulmane n'est pas complètement écartée et l'on n'a plus d'armée pour y faire face. Charlemagne paraît être inquiet, il place dans le Midi des comtes francs, met des Francs à la tête des places fortes, fait élire des abbés francs. Trois années plus tard, il complète cette organisation en donnant à son fils Louis la couronne d'Aquitaine, de Septimanie et de la Marche d'Espagne (1). Gage précieux, donné aux populations, mais aussi moyen de domination effectif à une époque où les

(1) Astr. Pertz II, p. 608.

liens personnels sont étroits et constituent le fondement de la société. Par son fils, Charlemagne étend vers le Midi la Paix des Francs.

Mais les comtes préposés aux frontières manquent de soldats, les meilleurs sont partis sur le Rhin, il faut en trouver d'autres. Pour garnir ce pays abandonné par les armées régulières, Charlemagne fait appel à des volontaires espagnols. En effet, un diplôme de l'an 812 nous apprend que ces Espagnols possèdent des terres depuis trente ans et plus ; c'est à la période qui suit l'expédition d'Espagne de 778 qu'il faut rapporter leur établissement.

A cette époque, il était naturel de songer à ces vieilles populations wisigothes que le flot arabe avait submergées. Les personnages les plus puissants avaient peut-être eu les moyens de fuir et de se réfugier en Gaule ou dans les Asturies, mais la grande masse était restée. Les vainqueurs avaient laissé aux vaincus leurs usages, leurs lois, leur juridiction indépendante, le libre exercice de leur culte. Cependant ils ne leur laissaient la possession de leurs terres qu'à titre d'usufruitiers : l'Etat s'attribuait la propriété du pays conquis. Les chrétiens devaient lui payer, outre la capitation ou impôt personnel, le Kharadj, véritable redevance pour la tenure qui leur était laissée (1). Ces impôts servaient à donner des pensions à l'aristocratie reli-

(1) Voir Lavissee et Rambaud « *Histoire générale* », t. I, p. 480.

gieuse, des soldes aux chefs militaires et aux troupes. Aussi, pour y échapper, beaucoup de Goths se convertissaient à la religion musulmane. Déjà, en Egypte, ces conversions avaient donné des inquiétudes au trésor. On sait enfin que les Arabes ont enrôlé dans leurs armées des mercenaires étrangers et armé des esclaves.

Dans ces conditions, il est fort habile de la part de Charlemagne d'attirer à lui ces peuples mécontents en leur offrant plus de bienfaits et de sécurité que les Sarrasins. L'Espagne est une réserve de soldats où puisent tour à tour les Arabes, les Carolingiens et les rois des Asturies. Mais le pauvre roi de ce pays, Alphonse II le Chaste, n'a rien à leur offrir que quelques rochers escarpés où l'homme dispute sa nourriture à l'aigle. Il est vraisemblable que, seuls, se sont réfugiés là les chrétiens, les plus ardents et les plus dévoués, élite désintéressée et loyale. L'Empire franc, au contraire, leur promet des terres. Les monuments de ce temps ne nous ont pas laissé de traces de cette propagande franque en pays envahi, mais nous avons trouvé, dans les lettres d'Eginhard, un document tout à fait curieux.

C'est en 826, ou plus vraisemblablement en 828, à une époque où l'on favorise toujours l'immigration, puisque seize ans après, le précepte de 844 offre encore des privilèges à ceux qui s'établiront dans les Pyrénées. La ville de Mérida, dans l'Estramadoure, aux confins du Portugal et de l'Andalousie, se révolte contre le roi de Cordoue, Abdalrha-

man. Après deux sièges, la ville est ruinée. Louis le Pieux intervient auprès des habitants insurgés, comme s'il exerçait une sorte de protectorat sur les chrétiens d'Espagne. Il a charge d'âme, car le couronnement l'a investi d'un véritable sacerdoce. Il est le bras séculier de l'Eglise: augmenter sa puissance, c'est grandir l'Eglise, élargir ses possessions, c'est reculer les limites de la chrétienté, protéger les chrétiens où qu'ils soient, c'est remplir son premier devoir de fidèle de la sainte Eglise de Dieu. Il fait donc rédiger une véritable proclamation par Eginhard qui vit depuis longtemps retiré du monde et s'est voué à Dieu: « Entendons-nous pour combattre ensemble », fait-il dire aux rebelles, et il leur promet, pour l'été suivant, le secours d'une armée pour dégager l'étreinte autour de la ville. Enfin, il termine ainsi: « Nous vous donnons l'assurance que, si vous voulez abandonner Abdalrhaman pour vous réunir à nous, nous vous laisserons jouir de votre antique liberté, pleinement et sans aucune restriction; que nous vous exempterons de toute espèce de cens et de tribut, que nous ne vous imposerons d'autre loi que celle sous laquelle vous voudrez vivre; en un mot que nous voulons agir en tout envers vous de manière à vous avoir pour d'honorables amis et alliés dans la défense de notre royaume » (1).

(1) V. Bouquet « *Recueil des historiens des Gaules* », 1870, t. VI, p. 379, et A. Teulet « *Œuvres complètes d'Eginhard* », Paris, 1843, t. II, p. 66 sq.

Quelle est cette promesse? Il n'est certainement pas question d'unir à l'Empire la ville de Mérida qui en est éloignée de plusieurs centaines de kilomètres. N'est-ce pas un appel à chaque habitant pour l'inciter à abandonner le joug insupportable des Sarrasins, et à profiter du désarroi causé à l'ennemi par l'avance d'une armée de secours qui va tendre la main aux fugitifs? Ces fugitifs seront casés dans certaines régions, on leur conservera la liberté entière, ils ne paieront pas de cens, ni de tribut, ils choisiront leur loi. Il ne manque à ce document que la promesse de concessions de terres incultes. Mais le précepte de 815 et les suivants ainsi que toutes les chartes ne nous laissent aucun doute à cet égard: on leur distribue des terres à cultiver. C'est là un avantage que ne leur offrait certes pas le fisc arabe.

C'est de cette façon sans doute que procède Charlemagne dès l'an 778: il envoie en territoire maure ses agents racoleurs pleins de promesses de liberté, d'exemptions d'impôts, de bienfaits et ne demandant en retour que « la défense du royaume », défense qui, nous le verrons plus loin, coûtera bien des fatigues et du sang aux nouveaux sujets qui auront suivi la foi de l'Empereur.

Les défenseurs durent arriver nombreux si l'on en juge par le grand nombre d'actes qui parlent d'eux à cette époque, par le rôle prépondérant qu'ils jouèrent dans le midi de la Gaule et le nord de l'Espagne, par leurs plaintes et par leurs exigences. Il vint non seulement des Espagnols et des Goths,

mais aussi des Arabes nouvellement convertis au christianisme et qui n'avaient pas encore changé leurs noms primitifs (1).

Puisqu'on a sollicité leur concours avec tant d'empressement, il faut d'abord connaître quel rôle ils ont joué et quel service ils ont rendu. On les avait appelés et ils étaient venus pour renforcer la puissance militaire franque, pour relever à la frontière du Sud l'armée qui était appelée en Saxe, en un mot pour parer à la crise des effectifs. Les terres dont ils étaient gratifiés leur permettaient de pourvoir à leurs besoins et ainsi était en même temps résolue la crise de l'armement, de l'équipement et de la fourniture de chevaux. Ils ont donc pleinement assuré la garde aux Pyrénées.

Dès l'année 785, ils entrent en campagne : Abdérame s'empare des comtés au sud de ces montagnes. Les marquis sont obligés d'assiéger et de reprendre la ville de Gérone et peut-être celles d'Urgel et d'Ausone. On y installe des garnisons et des comtes francs, on multiplie les comtés et les commandements militaires.

De 788 à 790, l'Aquitaine est troublée par des révoltes ; puis, en 791, Charlemagne fait une grande expédition contre les Avars. La grande armée comprend les Francs, les Saxons, les Frisons, l'armée d'Italie avec son fils Pépin ; l'armée de Louis est

(1) V. Cauvet « *Etude historique sur l'établissement des Espagnols dans la Septimanie aux VIII^e et IX^e siècles* », p. 98.

obligée de prendre part à cette expédition et nos Espagnols vont sans doute jusqu'au Danube où une famine et une épidémie les décime.

L'année suivante, encore une mobilisation prématurée pour une expédition lointaine : Louis reçoit l'ordre de passer les Alpes et de se porter au secours de son frère pour réprimer une révolte des Bénéventins.

Mais pendant que les meilleures troupes ont quitté la marche d'Espagne, les Arabes se sont infiltrés dans les vallées. Un rebelle arabe, Issem, fils du roi défunt, a attaqué et vaincu le gouverneur de Barcelone, Zade, qui avait fait appel aux Francs ; puis, continuant sa marche, il franchit les cols, atteint Narbonne dont il brûle les faubourgs, bat à Villedaigne le futur Saint Guillaume, duc de Toulouse et marche sur cette ville. Les ducs et les comtes de la frontière les avaient contenus en battant en retraite avec les quelques troupes qu'ils avaient sous la main, sans doute avec leurs contingents espagnols, puisque à un combat livré au lieu appelé Ad Pontes, près de Barcelone, un Espagnol, nommé Jean, s'était battu vaillamment, avait même vaincu les Maures et fait du butin, exploit pour lequel il reçut plus tard des terres aux environs de Narbonne à Fontjoncouse.

Cette année 793 est la plus critique du règne de Charlemagne : les Arabes sont à Narbonne, ils ont vaincu un des plus grands capitaines de l'époque, une armée a été décimée sur le Danube, une révolte a éclaté en Saxe, les Saxons refusent le service mili-

taire qui les astreint à des expéditions lointaines contre les Arabes ou les Avars. Ils brûlent les églises et chassent les prêtres, Charlemagne est obligé de transiger avec eux. Les relations avec l'Empire d'Orient sont tendues à cause de la querelle des Iconoclastes. En Septimanie même, une grave querelle religieuse a divisé le clergé et les populations; l'évêque d'Urgel Félix a prêché une hérésie renouvelée de Nestorius: l'adoptianisme. Le concile de Narbonne de 791 n'avait pas définitivement mis fin aux passions surexcitées, il faudra faire comparaître Félix devant le concile de Francfort en 794 pour apaiser les consciences. Enfin, la présence de Charlemagne, qui aurait été nécessaire partout à la fois est indispensable en Bavière où la révolte gronde et où l'aîné de ses enfants, son fils naturel, Pépin le Bossu, conspire son assassinat.

Dans ce péril, le roi des Francs trouve une aide dans son allié naturel le roi Alphonse II des Asturies qui attaque les Arabes de flanc et décongestionne par contre-coup la Narbonnaise. Les Sarrazins se retirent emmenant du butin et des prisonniers qui sont employés à des travaux forcés à Cordoue. On peut dire qu'en ce grave danger, par leur résistance, les nouveaux fidèles ont bien mérité de leur nouvelle patrie. Mais ceux qui avaient survécu à ces combats n'étaient pas à la fin de leurs campagnes.

En 796, on les envoie en Germanie, puis en Espagne pour exercer des représailles contre des coups de main ennemis.

En 798, l'armée de Louis attaque par ordre de son père la ville d'Huesca, dont le gouverneur demande la paix. On en profite pour relever quelques villes, comme Ausone et Cardonne, et quelques châteaux que l'on garnit de troupes.

L'année suivante trouve les troupes du roi d'Aquitaine guerroyant en Germanie jusqu'à la saint Martin. Cependant les comtes préposés aux frontières engagent des opérations de détail contre les Arabes. Ils s'emparent des îles Baléares et bloquent Barcelone. L'an 800 voit tomber sous leurs coups la place de Lérida. Mais toutes ces opérations ne sont que les préliminaires de l'investissement de Barcelone. Cette ville manque comme capitale à la Marche d'Espagne. De grands préparatifs de siège sont faits au printemps suivant. Trois corps d'armée sont concentrés, composés d'Aquitains, de Goths, de Gascons, de Bourguignons, de Provençaux et de Bretons. Un matériel de toute sorte est amené à pied d'œuvre. Une armée de secours, venue de Cordoue, est battue par le roi Alphonse des Asturies. Enfin la ville tombe et on y installe une garnison de Goths.

Après ce gros effort, les troupes du Midi paraissent avoir joui de deux années entières de repos. En 804, elles sont alertées pour apporter leur concours contre les Saxons, elles traversent la Gaule et apprennent la fin de la guerre en atteignant le Rhin. Dès lors commence une nouvelle période de repos rompu en 809, par une offensive contre les Arabes: on prend Tarragone, on pousse une flanc

garde dans la haute vallée de l'Ebre, on assiège Tortose pendant un mois, mais il faut lâcher prise devant l'arrivée d'une armée de secours. Pendant ces opérations, d'autres corps opèrent dans les régions de Saragosse et d'Huesca.

Les hostilités sont ralenties en 810 par le péril normand. Louis reçoit de l'Empereur l'ordre de construire dans l'année même des flottes locales pour défendre les embouchures des fleuves. De plus il faut construire tout le matériel du génie qui viendra à bout des places fortes. Le siège de Tortose est de nouveau tenté mais doit être de nouveau abandonné. Ce n'est qu'avec le renfort d'une armée franque que Louis emporte la place en l'an 811.

Un an après l'armée est employée à réprimer des troubles en Gascogne, et elle fait des opérations de police jusqu'à Pampelune. On tente encore d'enlever, comme en 798, la place d'Huesca, mais toujours sans succès.

Si nous arrêtons ici notre enquête, nous constatons que depuis 791 jusqu'en 812, c'est-à-dire en vingt et un ans, l'armée des hommes libres qui résident dans les Pyrénées méditerranéennes, a fourni au moins quatorze campagnes. Les plus brèves de ces campagnes ont duré toute la belle saison, quelques-unes, plus rudes ou plus lointaines, ont retenu les soldats même pendant l'hiver : on sait que Charlemagne n'a pas hésité à garder souvent les hommes au-delà du temps accoutumé.

Sous ce règne de conquêtes et d'impérialisme la charge de l'homme libre qui doit le service mili-

taire a été écrasante. Cette classe d'hommes a diminué en nombre par la mort sur les champs de bataille, par les maladies et par les fatigues; elle s'est appauvrie par les dépenses exagérées de l'équipement et du ravitaillement, par la dépréciation des terres que les paysans soldats n'ont pas eu le temps de cultiver et dont ils ont tiré des revenus insuffisants. Il fallait donc augmenter les sources où s'alimentait l'armée, appeler à la liberté un plus grand nombre de personnes. Nous comprenons maintenant pourquoi on a appelé les Espagnols et pourquoi on leur a donné la liberté. Cette liberté était un mirage présenté aux yeux des étrangers, plus grosse de charges que de bénéfices; elle était un bienfait surtout pour l'Empire; elle lui a donné les soldats qui lui manquaient parce qu'il en avait fait une trop grande consommation. Elle lui a fourni aussi des fidèles enthousiastes, que l'expérience n'avait pas aigris; elle a infusé un sang nouveau et vivifiant à la monarchie franque.

Nous verrons que tant que de grandes guerres continueront à se déchaîner dans l'Europe occidentale, le recrutement en Espagne se poursuivra, on en verra encore des effets au traité de 864 qui y fait allusion; mais peu à peu le désir de paix s'emparera du monde tout entier, monde chrétien et monde musulman, les ambitions des chefs s'inclineront devant le dégoût des soldats qui refuseront de participer aux guerres offensives, de combattre dans des contrées éloignées, qui se cantonneront dans leurs pays sous l'autorité de patrons locaux et qui

ne reconnaîtront comme patrie que la seigneurie et comme chef que la personne de leur seigneur. Il n'y aura plus de guerres, il n'y aura que des brigandages. On n'aura plus besoin de soldats venus de pays lointains. Le x^e siècle verra tarie la source de l'immigration. Quant aux nombreux émigrés déjà casés, comme le reste des populations indigènes auxquelles ils s'assimileront, ils se grouperont autour des plus puissants et vivront de la vie féodale qui, dans le cours du Moyen-Age, fera disparaître le souvenir de leur origine.

CHAPITRE II

LE SERVICE MILITAIRE EST LA PRINCIPALE OBLIGATION DES ESPAGNOLS QUI SONT DES HOMMES LIBRES.

Nous avons vu comment l'Empire franc avait essayé d'attirer les chrétiens d'Espagne et quelles promesses il leur avait faites ; la proclamation aux habitants de Mérida est un monument de cette action dans le Sud de la Péninsule ; les préceptes de 815 et de 844 s'adressent encore à ceux qui émigreront à l'avenir.

Il serait donc naturel d'étudier de suite quelles sont les offres faites aux Espagnols et quelles ont été, en fait, les obligations du fisc à l'égard de ceux qui les ont acceptées. Charlemagne s'engage à considérer les émigrants comme des hommes libres, à leur accorder l'autonomie de législation et de juridiction, des exemptions d'impôt, la protection royale et des privilèges spéciaux. Mais les Goths qu'il sollicite peuvent refuser d'accepter, ils sont indépendants de l'Empire, ils peuvent rester chez

eux, ils sont libres de discuter les termes du contrat s'ils sont en présence de plénipotentiaires francs, car c'est bien d'un contrat dont il est question : on traite de puissance à puissance et nul des deux contractants ne peut user de contrainte envers l'autre.

Si les Espagnols donnent leur consentement, ils ont d'abord à courir les risques d'un voyage dange-reux et, dès leur arrivée, ils se trouvent liés par des obligations dont la plus lourde, la première qui est inscrite dans les préceptes, c'est le service militaire. Ceci ne nous étonne pas puisque c'est pour en faire des soldats qu'on les a appelés : nous avons insisté spécialement sur ce point et nous avons démontré qu'ils ont passé la plus grande partie de leur temps en campagne ; c'est pourquoi, avant tout autre chose, nous étudierons leur obligation principale, celle qui a motivé le contrat, nous dirons quelles sont les conditions de leur service militaire.

Ce service, ils le doivent parce qu'ils sont hommes libres, et c'est pour l'exiger d'eux qu'on leur a donné la liberté. En résumé, la convention qui est intervenue à cette époque entre eux et Charlemagne peut être présentée de la façon suivante :

1° Charlemagne promet la liberté, ce qui entraîne l'obligation de combattre ;

2° En compensation d'une liberté dont peu de personnes auraient voulu à cette condition, il promet des terres, qui, d'une façon générale, sont données sous le régime de l'Aprision. Ce mode de te-

nure entraîne de part et d'autre des obligations spéciales dont l'étude sera faite dans les chapitres suivants.

*
* * *

Les personnes qui ont quitté leurs foyers pour se réfugier en Septimanie étaient pour la plupart de condition libre, car il est question dans les préceptes de les conserver en liberté. Mais celles qui étaient en servitude ne pouvaient-elles pas s'affranchir en adhérant au pacte proposé?

Il faut distinguer : si ces personnes se trouvent sous la dépendance d'un maître qui émigre et si elles le suivent, elles conservent toujours leur état de subordination : en 793 Jean amène ses hommes à Fontjoncouse, il était et il reste leur senior ; s'il y a parmi eux des serfs, ils conservent cette qualité à l'égard de leur maître.

Mais si le maître reste en Espagne, fidèle aux autorités musulmanes, il peut se faire que le colon, le serf ou l'esclave chrétien tentent la fuite à leurs risques et périls, et viennent aux Pyrénées se présenter aux comtes francs. Ce fait les rendra-t-il libres de plein droit ? Opérera-t-il une sorte d'affranchissement ? Aucun texte ne nous apporte une preuve formelle, mais nous pensons que ces personnes changent de condition, deviennent libres et qu'on leur donne des terres. En effet, on ne peut guère vérifier le statut personnel d'un homme venant d'Andalousie ; cet homme arrive souvent isolé

pour ne pas attirer l'attention des Sarrasins, aucun témoin ne peut confirmer ses déclarations ; dans le doute on doit admettre que c'est un homme libre.

Nous pouvons aussi tirer argument d'une institution analogue mise en pratique dès les Carolingiens, c'est l'institution de l'hostise (1). Le paysan, l'hôte, est attiré par un grand propriétaire qui lui fait des offres d'établissement avantageux sur sa terre. Les hôtes, quelle que soit leur condition originaire, peuvent difficilement être traités comme serfs par le nouveau maître. Ils ont conclu avec lui une sorte de contrat dans lequel les charges qui doivent peser sur leur tenure sont nettement déterminées ; on n'a pu leur imposer la condition servile, il a fallu les caser comme tenanciers libres. N'est-ce pas là une situation analogue à celle des Espagnols vis-à-vis de la monarchie franque ? Ils ont eux aussi fait un contrat, et ils ont imposé la condition de liberté. Les agents royaux avaient trop besoin de soldats pour refuser des serfs qui auraient d'ailleurs pu les tromper facilement en dissimulant leur état. De son côté, l'ennemi avait incorporé des esclaves, et on avait intérêt à attirer, même cette partie de la population chrétienne pour qu'elle ne serve pas dans les rangs des Infidèles.

En conclusion, nous admettrons volontiers que toutes les personnes de toutes conditions sont admi-

(1) V. Henri Sée « *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen-Age* », Paris, 1901, livre II, ch. IV, p. 224 à 238.

ses à bénéficier des avantages faits aux émigrants. Ceci ne veut pas dire que les comtes francs soient obligés d'accepter tous ceux qui se présentent; mais s'il y a une enquête sur leurs mœurs et leur travail, faite pendant un stage de mise en observation, elle doit porter, nous semble-t-il, sur tous, qu'ils soient ou non d'origine libre.

Selon la tradition germanique cet état de liberté les obligeait à suivre les comtes à l'armée: c'est le régime de la nation armée et comme dans Grégoire de Tours les termes *populus* et *exercitus* sont encore synonymes.

Tout homme libre doit le service militaire et doit s'équiper à ses frais; les esclaves sont exclus, il en est de même des colons qui sont attachés au sol et aliénés avec lui. Ils tiennent la terre, mais ils sont tenus par elle: leur servitude est réelle et ils ne peuvent faire campagne. Les lites qui sont dans un état voisin de la liberté sont peut-être susceptibles de porter les armes, mais la question est fort douteuse.

L'ordre de mobilisation émane du roi. Il s'appelle *bannitio*, *summonitio* ou plus souvent *hériban*, le ban de guerre. La concentration est l'œuvre des agents locaux; le centenier, le comte l'immuniste amènent leurs contingents. On convoque tous ceux qui sont en âge de porter les armes; d'après quelques lois barbares la limite de cet âge est 60 ans, mais un capitulaire, en 803, ordonne aux vieillards de monter sur la flotte quand l'ordre en serait

donné. En somme la loi permet au roi de faire une levée en masse, si les circonstances l'imposent.

Après son couronnement, Charlemagne réglemente d'une façon étroite les obligations militaires de ses sujets. Les capitulaires de 803, 806 et 807 nous montrent un système ingénieux de recrutement. Une réforme est rendue nécessaire par la transformation de la tactique et par les perfectionnements apportés au matériel de guerre, qui augmentent les frais d'équipement du combattant. Les pauvres ne peuvent y faire face. Comme on n'a pas intérêt à mobiliser une multitude d'hommes mal habillés et mal nourris, source de désordres et de séditions, on prend l'habitude de ne convoquer que les personnes aisées.

Pour le capitulaire de 803 le minimum de fortune qu'il faut posséder pour être mobilisable est de 4 manses. Celui qui n'a que 3 manses est aussi tenu de partir, mais on fait contribuer aux frais de son armement et de son équipement un voisin ne possédant qu'un manse. Deux propriétaires de 2 manses chacun, s'associent entre eux, celui qui paraît le plus riche paie de sa personne, l'autre l'aide de sa fortune.

Les comtes et les évêques envoyés en mission, les *missi dominici*, font le recensement des personnes susceptibles de servir ou de contribuer à l'entretien d'un combattant, revisent les listes, en remettent une au comte et un double à la chancellerie impériale.

L'Empereur se réserve le droit de lever un plus

grand nombre d'hommes que celui porté sur ces listes. Ce droit lui est reconnu par les lois populaires des différentes nations de l'Empire.

Dès l'année 806, il éprouve le besoin d'élargir les bases de la conscription. Pour la première fois, on fait appel à la fortune mobilière pour contribuer à grossir le nombre des combattants. On mobilise tout homme libre qui possède en meubles une valeur égale à son *wergeld*, c'est-à-dire à l'amende qui frapperait son meurtrier, amende qui varie selon la condition des personnes. Ceux qui n'ont en meubles que la moitié de leur *wergeld* se groupent par deux, mais on n'inquiète pas ceux qui possèdent moins de 10 sous d'or.

Le capitulaire de 807 trouve encore de nouveaux hommes en mobilisant les petits propriétaires ; la crise des effectifs oblige le commandement à négliger l'armement des hommes pour maintenir leur nombre. On prend pour unité de mobilisation la valeur de 3 manses ; 3 manses doivent fournir un homme, soit qu'ils appartiennent au même propriétaire, soit qu'on les combine par deux ou par trois pour faire face à cette obligation. Le besoin d'hommes est si pressant qu'on ne néglige même pas les possesseurs d'un demi-manse, ceux-ci sont réunis par six ; les cinq qui restent assurent la vie matérielle et l'armement de celui qui rejoint l'armée.

Ceux qui n'ont pas un demi-manse, mais qui ont des meubles d'une valeur de 5 sous se groupent : l'un d'eux part et les cinq autres lui donnent un sou

chacun, c'est-à-dire 5 sous (1). Malgré tout, cette somme est insuffisante pour subvenir aux besoins de la nourriture, du vêtement et de l'armement : aussi ces hommes sont classés parmi les non-combattants, la *minor manus* et suivent les bagages, les voitures de ravitaillement ou de matériel.

En 864 un capitulaire ordonne à tous ceux qui ont des chevaux de se rendre à l'armée. Jusque-là, il n'y avait que les propriétaires de 12 manses qui étaient tenus de servir à cheval (2).

Ainsi sont déterminées par les règlements du pouvoir exécutif les différentes catégories de per-

(1) Nous devons faire remarquer l'importance de cette somme qui représente un impôt de 20 p. 100 sur le capital. Elle frappe une classe pauvre pour laquelle une petite épargne n'est pas un luxe, mais un besoin. Remarquons encore qu'en cinq ans, ou du moins en cinq campagnes, cet humble capital s'est évanoui. Une source de recrutement se tarit par l'imprévoyance des chefs, ou plutôt par la nécessité inéluctable à laquelle on se trouve contraint de trouver des soldats à n'importe quel prix. Tant la guerre dévore d'existences humaines !

(2) Si nous comparons ces institutions à celles de Rome, nous pouvons observer que sous Charlemagne, ce sont les plus riches qui sont le plus étroitement tenus. Ils doivent servir en personne. Le système romain permettant d'éviter le service personnel en payant un impôt, eut pour conséquence d'aggraver le relâchement de l'esprit militaire des grands et l'envahissement progressif des étrangers ; le système carolingien eut une conséquence d'un autre genre : la création d'une aristocratie armée qui, dans ses territoires se substitua à l'autorité impériale dès que celle-ci n'eût plus la force ou la volonté de se faire respecter.

sonnes qui doivent être portées sur les listes de recrutement. Chaque année, au champ de mai, il y a un rassemblement et les guerriers sont passés en revue. Au milieu de ces concentrations tumultueuses qui, au printemps, emplissent du bruit des armes les abords des palais des comtes, quelle est l'attitude de l'Eglise qui, à cette époque, peuple l'Europe d'abbayes et enserme le pays du réseau étroit de ses colonies agricoles ? Ces grands propriétaires fonciers peuvent-ils soustraire leur personne et leurs biens à la contribution de défense nationale ?

L'Eglise tente d'échapper à l'obligation commune : sa loi défend à ses prêtres de porter les armes. L'Etat connaît cette loi et il répugne à son caractère mi-religieux de porter atteinte à la tranquillité des moines ou aux canons de l'Eglise. Cependant exempter les monastères du service militaire, c'est se priver d'une puissance formidable. Charles Martel n'a pas hésité, dans l'intérêt supérieur du pays, à exproprier les biens d'abbayes.

D'ailleurs un compromis n'est pas impossible avec l'autorité ecclésiastique. Les clercs doivent rendre à César ce qui appartient à César, et ils peuvent combattre pour la propagation de la foi. Les rois ont toujours réservé leur droit de les appeler aux armées, et l'archevêque de Reims, Hincmar, les approuve, mais comme il est plus délicat de contraindre un clerc qu'un laïc, Charlemagne défend aux hommes libres d'entrer dans l'Eglise sans son consentement. Pépin le Bref avait bien exempté les abbés, pour se réconcilier avec eux, mais Charlema-

gne les oblige à faire la guerre. Ils marchent et entraînent leurs hommes, ils servent au même titre que les autres propriétaires; ce n'est que par faveur individuelle qu'ils en sont quelquefois dispensés.

En 803, ils font rédiger une supplique à l'Empereur par le peuple qui demande à garder ses ministres du culte pendant les guerres. Charlemagne fait accepter cette requête par une assemblée générale, mais à condition qu'ils équiperont leurs hommes et les enverront au roi. Il leur rappelle encore que c'est toujours la coutume des Lombards et des Espagnols que les évêques aillent à la guerre, comme c'était jusqu'alors celle des Francs.

En 817, Louis le Pieux fait le relevé des monastères royaux. Sur 75, il y en a 45, dont 19 en Languedoc qui ne doivent que des prières et par conséquent sont dispensés du service militaire.

Quoique les exemptions et les immunités se multiplient, le principe est le même et un concile de Vernon, en 845, le reconnaît toujours. D'ailleurs, on peut citer de nombreux exemples d'évêques et d'abbés prenant part à des expéditions, et pour ne citer qu'un exemple local: celui d'Ermold le Noir, abbé d'Aniane, qui est lui-même monté à cheval en tenue de campagne. Dans son poème il glorifie un religieux nommé Date qui, au siège de Barcelone, préfère voir égorger sa mère sous ses yeux plutôt que de livrer son cheval à l'ennemi.

Parmi les réfugiés espagnols, il y avait des ecclésiastiques: le diplôme de 812 nous apprend qu'au

nombre de ceux qui sont allés au Palais de l'Empereur porter plainte, il y avait deux prêtres. Ces clercs devaient, eux aussi, le service militaire, comme leurs compatriotes et comme tous les hommes libres.

Au sujet des Espagnols, appelés pour combattre, une question se pose : sont-ils tenus de servir aux armées, même s'ils ne possèdent pas la quantité de terre prévue par les capitulaires ? Sont-ils tenus plus étroitement que les autres sujets ? Il faut observer que les préceptes disent qu'ils sont tenus comme les autres hommes libres (1). De plus comment les obliger à faire un service que leurs moyens ne leur permettent pas de faire ? En un temps où l'on manquait d'hommes, on a estimé qu'il fallait une fortune d'au moins 3 manses pour subvenir aux besoins d'un combattant, et de 5 sous pour entretenir un auxiliaire. Appeler à suivre l'armée des hommes qui ne pourraient se nourrir qu'en pillant, serait introduire un élément de trouble qui serait un danger pour la discipline. Ainsi il n'est pas possible que les Espagnols soient plus durement traités que les autres hommes.

Mais ceux qui étaient dispensés du service devaient être rares, car on leur donnait des terres ; on en mesurait probablement l'étendue de telle sorte qu'elle suffise non seulement à leur famille, mais encore qu'elle leur permette de faire face à la dépense partielle ou totale d'un combattant.

(1) Cap. 815, par. 1.

Quel est le sort de ceux qui ne répondent pas à l'appel aux armes ? Les insoumis sont frappés de la même peine que ceux qui enfreignent l'ordre du roi appelé ban, c'est-à-dire de l'amende de 60 sous appelée dans ce cas *hériban*. L'agent du roi ou du comte appelé *heribannitor* ne doit confisquer que l'argent comptant, les bestiaux et les meubles ; il doit respecter les terres et les esclaves. Si les meubles ne suffisent pas à payer, l'insoumis doit servir le roi jusqu'à complet paiement de la dette : il devient le serf temporaire d'une terre du fisc. Ces agents doivent encore laisser à l'insoumis la somme de 15 sous afin qu'il puisse s'équiper et servir à la première réquisition. Un capitulaire de 805 proportionne l'hériban à la fortune mobilière de l'insoumis. Charlemagne ordonne qu'il soit levé strictement, que nul comte ne soit assez présomptueux pour en exempter qui que ce soit pour raison de parenté ou en reconnaissance d'un cadeau reçu.

Quant au déserteur devant l'ennemi, *herisliz*, il est puni de la peine de mort, comme dans toutes les législations.

Le service militaire paraît entraîner une dépense d'environ 15 sous pour une campagne. Il est intéressant de connaître en détail les charges qui pèsent sur les soldats et en particulier sur ceux qui viennent d'Espagne. La première est celle de l'équipement. Nous ne nous attarderons pas à décrire le costume traditionnel des Francs d'après le moine de Saint-Gall. Quant à l'armement, les Francs avaient l'habitude de se présenter armés d'un bâton

de pommier ou de cognassier, à nœuds symétriques, que les riches ornaient d'une belle pomme d'or ou d'argent enrichie de ciselures. Si terribles que fussent les coups de cette canne, Charlemagne estima qu'elle ne répondait plus aux besoins d'une grande armée et il interdit même aux pauvres de se présenter avec cette seule arme.

Dès lors, chaque guerrier est tenu d'apporter au champ de mai un arc et 12 flèches. Cet arc est quelquefois en corne, si nous en croyons Ermold le Noir. En outre, on s'arme d'une lance et d'un bouclier. Ce bouclier est en cuir, plaqué de lames de fer pour ceux qui peuvent se payer ce luxe. Quelques-uns se servent habilement de la fronde. Enfin, ils portent tous un baudrier qui soutient une énorme épée frappant d'estoc et de taille. Elle est soigneusement enveloppée dans une triple gaine; d'abord un fourreau, puis une courroie enroulée, enfin une toile cirée très blanche. Cette épée est renforcée vers le milieu par de petites croix saillantes. Cette arme devait être d'un prix élevé, vu la rareté du fer et la difficulté qu'on avait pour le travailler: aussi prend-on de grandes précautions pour son entretien.

Les comtes, les abbés et les propriétaires de 12 manses doivent se présenter avec un cheval. Ils doivent être coiffés d'un casque et revêtus d'une cotte de mailles à capuchon. Avec les premiers progrès de l'industrie renaissante, le casque romain réparait, mais il n'est plus fabriqué d'une seule pièce de métal, il est constitué par une armature métalli-

que qui soutient des plaques de cuir et des lamelles de fer. Selon M. Quicherat (1) leur brogne est une cuirasse qui se porte entre les deux tuniques, une sorte de corselet garni d'écailles de métal ou de gilet renforcé par des lames métalliques. Leur ha-lsberg ou haubert est une chemisette de mailles garnie d'épaulettes de fer qui protège le cou. Leurs bambergues sont des jambières de cuir ou de métal. Les possesseurs de chevaux sont tenus de servir à cheval. Ils doivent être nombreux, car à cette époque l'armée est surtout composée de cavaliers. Nous avons vu que les Espagnols sont de ce nombre, car ils doivent fournir des chevaux pour le service des missi allant en Espagne.

En plus de l'équipement, les guerriers doivent emporter des vivres et des vêtements pour la durée probable de la campagne, ordinairement pour trois mois ; cette période ne compte que du jour où on passe la frontière.

Les cavaliers peuvent utiliser pour leurs chevaux les prairies qu'ils rencontrent. Cependant, les comtes mettent chaque année les deux tiers du fourrage en réserve pour les besoins de l'armée (2). En outre, les soldats peuvent exiger un impôt appelé *foderum* qu'ils lèvent sur les habitants chez lesquels ils cantonnent. Il consiste probablement en grains et en fourrage. Louis, roi d'Aquitaine, le supprime

(1) J. Quicherat « *Histoire du costume en France* », Paris, 1875, p. 114 sq.

(2) Astr. d. Bouquet, t. VI, 1870, p. 90.

et fournit lui-même ces provisions qu'il tire de ses propres domaines (1). Son père, Charlemagne, imite son exemple.

Cependant l'équipement et le ravitaillement de l'armée ne sont pas les seules préoccupations d'un chef. Il faut la pourvoir d'un immense matériel de génie et d'artillerie de siège, car, nous l'avons vu, la deuxième phase de la reconquête de l'Espagne du Nord a été surtout une guerre de sièges. Quelques-uns ont abouti à la prise de la place, mais beaucoup, malgré des tentatives répétées ont démontré la supériorité de la défense.

A cette époque, il n'y a pas d'arsenaux de l'Etat et le fisc ne possède pas assez de fortune en numéraire pour payer les fournisseurs de l'armée. On doit recourir à une spécialisation dans l'impôt. Certains manses sont spécialisés dans certaines fournitures. Comme il s'agit d'une production délicate qu'il faut confier à des ouvriers consciencieux, on préfère en donner la fabrication aux villae royales ou ecclésiastiques, mais ceci n'exclut pas les commandes aux grands propriétaires fonciers.

Observons que c'est une guerre de positions qui se fait aux confins de la Marche d'Espagne qu'il faut construire une flotte, non seulement pour prendre les Baléares, bloquer Barcelone et ravitailler le corps expéditionnaire, mais encore pour attaquer la flotte sarrasine et plus tard pour défendre les

(1) Astr. d. Bouquet, t. VI, 1870, p. 90.

fleuves contre les entreprises des pirates normands : dès l'an 810, il a fallu se défendre contre eux. Observons d'autre part que ces pays sont couverts de forêts, qu'il y a des mines de fer connues de tout temps dans le Conflent et dans le Vallespir, d'un fer facile à extraire puisqu'il suffit de brûler le minerai pour avoir la fonte. Or, les transports sont coûteux et les routes sont rares. Pourquoi transporterait-on de pays lointains les matériaux que l'on trouve sur place. On sait que Narbonne a servi d'arsenal aux Arabes et que plus tard les Francs s'en servent de place d'armes.

Ne pouvons-nous pas affirmer, même en l'absence de textes précis, que les grandes propriétés rurales du Midi ont été désignées pour fournir du matériel, de même que les œuvres du savant Guérard nous montrent les manses des grands domaines du Nord chargés de certains travaux d'art pour l'armée? Ajoutons que, dans les pays du Sud, nouvellement reconquis, les domaines du fisc sont la plupart en friche. Il n'y a pas de belles villae royales comme dans le Nord. On doit donc s'adresser aux abbayes et aux grands propriétaires fonciers pour leur demander la construction des machines de guerre.

On objectera sans doute qu'un des grands domaines concédés à des Espagnols est celui de Fontjoncouse aux environs de Narbonne, d'une superficie de 5.000 hectares, près de deux fois plus grand

que la commune actuelle (1) et que dans les quelques diplômes le concernant, il n'est nullement question de ces redevances en nature. De plus, les cartulaires des abbayes du Midi sont également muets sur ce genre de contributions. Mais tous ces actes ne contiennent que des réglementations générales et ne nous font pas connaître dans le détail les obligations des grands propriétaires et de leurs tenanciers. Nous en sommes réduits à des hypothèses. Nous n'avons pour ce pays aucun monument de l'époque comparable au polyptique de l'abbé Irminon. Est-ce à dire que nous serons impuissants à ressusciter la vie de ces Espagnols au VIII^e siècle?

Sous Charlemagne, le commandement unique est réalisé et les règlements qu'il édicte tendent à devenir universels. Il est difficile d'admettre qu'il ait organisé militairement les pays les plus éloignés des frontières comme l'Ile de France et qu'il n'ait pas appliqué la même méthode dans les marches qui ont été uniquement créées en vue des opérations de guerre. Parmi le matériel employé à cette époque, on trouve souvent les lourds chars à quatre roues traînés par des bœufs. Le capitulaire de Villis parle de chars appelés basternes qui sont imperméables et permettent de traverser les rivières. L'Astronome décrit un bac du génie tout à fait original construit pour le siège de Tortose :

(1) V. E. Cauvet « *Etude historique sur les établissements des Espagnols dans la Septimanie aux VIII^e et IX^e siècles* », p. 148.

« Il fut convenu qu'on fabriquerait à Barcelone des bâtiments de transport, qu'ils seraient construits de telle façon qu'on pourrait diviser chacun d'eux en quatre compartiments capables d'être traînés chacun par deux mules ou deux chevaux, aisés à réunir à l'aide de clous ou de marteaux, dont on se pourvoirait à l'avance; qu'on emporterait aussi de la poix, de l'étoupe, de la cire, afin de pouvoir sitôt qu'on arriverait au fleuve, boucher exactement les jointures des différentes pièces des navires. Ainsi préparés, la plus grande partie des nôtres marche sur Tortose (1). »

Le soin avec lequel est décrit ce bateau démontable prouve qu'il constituait une nouveauté pour l'époque et qu'il dût faire l'admiration des contemporains. Puisqu'on fabriquait dans la Marche d'Espagne des constructions aussi ingénieuses, pourquoi n'y aurait-on pas fait aussi le pierrier, les mardiers, les béliers et les autres instruments de siège? Nous avons déjà vu qu'en 810 on avait construit une flotte contre les Normands. Puisqu'il est vrai que les chantiers y existaient, qui donc fournissait les matières premières, sinon les propriétaires fonciers, par conséquent les Espagnols réfugiés, comme c'est le mode de fourniture général dans l'Empire.

Les plaques de blindage, les clous, les marteaux, tous les instruments de fer, lances, javelots, co-

(1) Astr. Bouquet, 1870, t. VI, p. 93.

gnées, haches, etc., sont sûrement fournis par des manses déterminés de même que dans l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés 22 manses ingénues ont pour fonction spéciale de servir d'ateliers et de produire les outils. A cette époque de circulation monétaire peu intense et d'échanges restreints, la production est réglée par l'Etat qui l'adapte aux besoins généraux, puis par les propriétaires qui la répartissent entre leurs manses et l'ordre de produire arrive aux tenanciers sous forme d'impositions diverses. L'ordre social veut que ceux-ci soient casés et immuables, car un changement dans l'organisme risque d'apporter le trouble dans l'économie nationale. L'heure n'est pas encore venue où les machines qui produisent au-delà des besoins, libéreront les serfs et où la loi de l'offre et de la demande se substituera au travail réglementé.

Nous pourrions traiter ici du service de garde et de guet, de *paratæ*, de *veredi*, qui peuvent avoir un certain lien avec le service militaire; mais les Espagnols ne doivent pas ces services en tant qu'hommes libres, mais en tant que propriétaires fonciers. En effet, ces services sont dus le plus souvent par des tenanciers et quelquefois même ils pèsent sur des manses serviles. Le caractère réel de ces redevances ne fait donc pas de doute. Nous les étudierons lorsque nous traiterons des obligations des apriionnaires.

CHAPITRE III

L'APRISION

LE RÔLE DU COMTE DANS LA RÉPARTITION DES LOTS DE
TERRE AUX ESPAGNOLS. — LES PERSONNES GRATI-
FIÉES ET LES TERRES CONCÉDÉES.

En compensation des charges que l'on imposait aux Espagnols en leur donnant la liberté, on leur concédait des terres qu'ils avaient le droit de prendre par aprision. La première charte qui parle d'aprision date de 793. Le terme est assez souvent employé dans la suite. Il désigne d'abord le droit que le possesseur exerce sur la terre, puis, par extension, la portion de terre elle-même. C'est ainsi d'ailleurs que le mot propriété a d'abord désigné le droit du sujet portant sur un objet, puis il a désigné l'objet lui-même.

L'origine du mot *aprisio* a donné lieu à beaucoup de discussions (1). Pourtant elle ne paraît guère douteuse : on rencontre souvent ce mot dans

(1) V. Cauvet, *op. cit.*, p. 112.

les différents textes avec la même racine *prendere*, sous la forme : *apprisio*, *adprisio*, *proprisio*, *porprisio*, *perprisio*, *prehensio*, *apprehensio*. C'est une prise de possession, une emprise, une occupation de la terre, on dirait aujourd'hui une entreprise de mise en valeur d'une exploitation rurale. Le texte cité par Caseneuve et par Cauvet paraît tout à fait probant : « *Quidquid ille occupatum habebat, aut aprisione fecerat, vel deinceps occupare aut prendere poterat* » (1).

Ces mots sont fréquemment employés aux VIII^e et IX^e siècles pour désigner les terres concédées aux Espagnols ; ils deviennent plus rares au X^e siècle et disparaissent enfin, ou tout au moins, changent de sens.

Il ne faut pas cependant croire que les réfugiés d'Espagne n'aient reçu que des aprisions : on trouve toujours des terres données en pleine propriété, des terres concédées en bénéfice, en précaire et selon tous les autres modes de tenure usités à cette époque, mais les terres concédées en aprision sont en si grand nombre qu'elles ont provoqué une réglementation générale. Les deux préceptes fondamentaux en la matière sont : celui de Louis le Pieux de 815 et celui de Charles le Chauve du 11 juin 844 (2).

(1) *Histoire du Languedoc* par Dom Claude Devic et Dom Vaissète, t. II, pr. 34, col. 100.

(2) H. L., II, pr. 33, col. 97 (*anno* 815) ; pr. 119, col. 243 (*anno* 844).

Ces édits impériaux ne nous apprennent pas par quelles formalités les Espagnols obtenaient la mise en possession des terres. On sait que les émigrants franchissent la frontière et se présentent aux autorités franques pour leur demander de tenir leurs promesses. Ils ont suivi la foi de l'Empereur, comme le disent les diplômes (1), ils ont commencé à donner des preuves de leur soumission et de leur fidélité; ils doivent d'abord couronner ce premier mouvement par une consécration solennelle: ils prêtent par devant le comte le serment de fidélité: c'est probablement le premier acte qu'on exige d'eux.

Aussitôt après, il faut les caser. Où vont-ils habiter? On leur reconnaît le droit de prendre des terres du fisc, mais peuvent-ils les choisir, ou doivent-ils attendre que le comte les leur désigne? La question n'est pas tranchée d'une façon nette par les règlements de l'époque. Il n'est pas étonnant que des opinions différentes se soient produites.

M. Cauvet (2) pense que les Espagnols se sont mis à défricher librement les terres qu'ils ont voulu, que ce fait d'occupation leur a tenu lieu de titre et a créé un droit: « Le fait précéda l'institution civile » (3).

(1) H. L., II, pr. 40, col. 109, an. 816: « *Ad nostram seu genitoris nostri fidem se contulerunt* ».

(2) Cauvet, *op. cit.*, p. 129.

(3) Cauvet, *op. cit.*, p. 121.

Assurément, l'explication est simple: les règlements généraux ne disent pas que la terre doit être mesurée et répartie, c'est donc que chacun prenait sa part dans l'ensemble des terres selon son bon plaisir, sans souci des droits du voisin. Pour rendre plus vraisemblable cette thèse, M. Cauvet s'est étendu longuement sur les ravages causés par les invasions et il paraît croire que ce pays qui avait connu une des plus brillantes civilisations de la Gaule, s'était tout à coup transformé en un vaste désert. Dans l'immensité des étendues incultes, on aurait pu sans inconvénient s'établir n'importe où.

Ce principe anarchique nous paraît être en contradiction avec la réalité. Comment les nouveaux arrivés distingueraient-ils les hermes qui appartiennent au fisc de ceux qui sont des propriétés privées? Car, nous l'avons vu au chapitre premier (1) tout n'a pas été détruit en Septimanie, il est resté des villes importantes debout et leur population y est toujours nombreuse et active. Ces anciens propriétaires vont s'opposer à l'établissement des nouveaux dans leurs propriétés, ils les trouveront indésirables s'ils tentent de se fixer dans leur voisinage. On donne aux émigrants la terre du fisc, mais encore faut-il qu'un fonctionnaire leur indique quelles sont les terres appartenant au domaine royal. C'est ce qu'a bien vu M. Imbart de la Tour lorsqu'il

(1) P. 11, note 1.

dit: « L'établissement même des émigrants sur la terre royale suppose l'intervention du roi » (1).

Il faut que le comte ou ses agents les mettent en possession d'une terre déterminée dont l'Etat leur garantira la possession, sinon comment se défendront-ils plus tard contre les actions des tiers qui se prétendront propriétaires? Ceux-ci leur laisseraient défricher leurs garrigues, puis au moment où elles seraient en plein rapport, ils produiraient leurs titres. C'est ce qui paraît avoir eu lieu, car, en 812, les apisonnaires se plaignent de ces manœuvres.

Le fisc intervient et les protège: « Les pagenses ont brisé notre vestitura dont nous les avons investi depuis trente ans et plus », dit le diplôme de 812. Il y a donc eu une formalité accomplie, une mise en possession d'un terrain déterminé, une vestitura. Ce terrain a été mesuré, fixé, délimité, c'est une partie du domaine royal: le roi garantit le donataire contre toute éviction. Dès que celui-ci fait appel à lui contre les troubles des tiers, il intervient et il apporte la preuve officielle que ces terres appartiennent vraiment au fisc.

Si les Espagnols avaient eu la faculté de s'installer n'importe où, quelle preuve aurait-on eu qu'ils n'avaient pas empiété sur des propriétés privées? L'autorité publique ne se serait pas interpo-

(1) Imbart de la Tour: *Les colonies agricoles et l'occupation des terres désertes à l'époque carolingienne*, dans *Mélanges*, Paul Fabre, 1902, p. 155.

sée, elle n'aurait pas confisqué sans motif les biens des vrais propriétaires pour les donner à des étrangers qui les auraient usurpés. L'Empereur protège les apriionnaires avec autant de force, et sans porter atteinte aux lois locales qui sont au-dessus des capitulaires au point de vue du droit privé, parce qu'il peut prouver par des actes solennels et par des témoignages de personnes dignes de foi, qu'on a procédé solennellement à une remise sur le terrain de la terre royale à un Espagnol.

Il est logique qu'il en ait été ainsi : comment comprendre qu'un gouvernement fort comme celui de Charlemagne ait laissé s'introduire sur une frontière délicate à garder, des éléments étrangers sans exercer sur eux aucune sorte de contrôle, qu'il leur ait même permis de s'établir où ils voudraient et d'occuper autant de terrains qu'ils désireraient.

Si l'on en juge par les documents qui nous sont restés, ces étrangers vinrent nombreux. Libres de choisir leur résidence, ils se seraient tous fixés autour des grandes villes pour avoir les meilleurs terrains et les plus grandes facilités de communications. Les environs de Narbonne, d'Elne, de Barcelone et des autres grandes villes auraient été surpeuplés et des conflits auraient éclaté bientôt tandis que les hauts cantons auraient continué à souffrir de la pénurie de main-d'œuvre. On aurait obtenu le résultat inverse de celui qu'on cherchait : on aurait attiré des cultivateurs là où la culture reprenait vie d'elle-même, on aurait déboisé les environs des villes, tandis que les montagnes et les vallées reculées

seraient toujours restées désertes, nul ne désirant s'exiler de son plein gré.

Les faits semblent indiquer qu'il y a eu une intervention de l'autorité. Nous trouvons quelques aprisions autour des grandes villes, en général elles sont vastes, Fontjoncouse, Villeneuve-la-Raho, etc., mais la grande majorité des terres nouvellement occupées est dans des vallées assez éloignées à Sorède, à Arles, à Lagrasse, etc. Il a fallu un acte d'autorité pour imposer cette culture forcée dans des lieux fertiles sans doute, mais situés hors des routes fréquentées, ou tout au moins, loin des chemins que les émigrants avaient suivi.

D'ailleurs, nous voyons dans plus d'un acte apparaître le rôle joué par le comte dans la répartition des lots aux nouveaux venus. Analysons les actes de 876, 973, 834, 844, 852, 858, 832 et 850. L'un des plus clairs est celui de 876 (1). C'est une déposition écrite de témoins. Ils ont vu la cérémonie de la tradition d'une portion par le comte. Eux, les témoins, ils ont fait le partage, ils ont fait les lots : « *Fecimus concisionem* » ils ont fait à pied le tour du terrain, ils l'ont remis dans les mains du sajon Isselme. De plus ils ont vu les premiers hommes qui défrichaient, car c'est là un autre des éléments qui prouvent qu'il y a aprision.

Une centaine d'années plus tard, la procédure n'a pas changé. Dans une donation qu'il fait, en

(1) *Marca hispanica*, col. 798 (Appendix).

973, au monastère de Saint-Saturnin, dans le diocèse d'Urgel, le comte et marquis Borrel fixe les limites dans lesquelles les abbés et les moines présents et futurs pourront faire des acquisitions. Dans ces limites, ils pourront en faire où ils voudront. Ces vastes territoires ne passent pas en entier dans les mains des abbés, ceux-ci n'acquerront la possession que des terres effectivement défrichées (1).

Le marquis restreint avec soin le droit des défricheurs. Cet acte, il est vrai, est fait à une époque où l'acquisition est une institution vieillie, il émane d'une autorité locale, car à cette époque les fonc-

(1) Marca, col. 902: « *Ponimus terminos ad ipsas ecclesias jamdictas quæ inchoamus a parte orientis in summitate de ipsa roca quam vocant Drob, et sic vadit per summitatem de ipsa roca usque in Petrafita, et ascendit per ipsum rivum de Abilia usque in collum de Abilia et usque in collum de Spina. Quantum istæ affinitates includunt sic concedimus ad monasterium sancti Saturnini pralibato vel ad abbates ac monachos præsentis et futuros, ut faciant perprisiones ubicumque voluerint vel potuerint longe lateque, per universa loca eremis solitudinis ædificent et ecclesias faciant munificentis in congruis locis et adducant laboratores qui ipsas eremitas reducant ad culturam et in ipsis munificentibus habitent, et adquirant ibi et emanent de ipsis possessionibus quantum illis Deus dederit et possibile eis fuerit, et de ipsis perprisionibus quæ jam ibidem factas sunt vel futuræ facturi sunt seu de acquisitionibus, eorum ipsas decimas quæ inde exierint...*

...Iterum damus monachis jamdictis ut faciant acquisitiones ad ipsam ripam de Nogra in locum quem vocant Calcina, in ipso plano ante podium de Purgeercoso de Petra et juxta aqua qui descendit de ipsis montibus decem pariatas ad uno anno et decem ad alio...

tionnaires se sont déjà appropriés les fonctions publiques et les derniers Carolingiens sont près de céder les quelques prérogatives qui leur restent à une race qui usurpera le pouvoir en 987.

Cependant on peut tirer argument de ce texte qui nous apporte des précisions que nous ne trouvons pas antérieurement. Le marquis a voulu employer un mode de gratification tombé en désuétude et afin qu'il n'y ait aucun doute sur ses intentions, il a bien spécifié la part qu'il entendait aliéner; peut-être dans ses formules a-t-il copié de vieux actes qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Il est plus probable cependant que les délimitations faites par les comtes aux VIII^e et IX^e siècles n'étaient, en règle générale, pas mentionnées sur les actes. Les terres destinées aux émigrants étaient désignées et alloties d'avance; lorsque l'un d'eux arrivait on le mettait en possession réelle, on lui donnait l'investiture, mais la mention de cette formalité ne figurait que rarement dans les actes, où on n'insérait que l'essentiel. Cette vestitio était très connue et d'usage courant, on ne jugeait pas nécessaire d'insister.

On n'y faisait allusion que dans les cas douteux, lorsqu'un procès mettait aux prises deux voisins et qu'il fallait déterminer d'une façon précise la part qui avait été dévolue à chacun d'eux. Voilà pourquoi on découvre la trace des opérations de bornage en 876.

On la trouve encore à une date antérieure, en 834, à propos d'un plaid concernant la possession

de Fontjoncouse. Les témoins ont vu le comte Sturmion venir dans les territoires incultes avec ses subordonnés, ses judices de Narbonne, ses géomètres. Là Jean lui a montré, pour le relire, le diplôme du roi Louis ordonnant au comte de le mettre en possession du territoire de Fontes. Sturmion a reconnu les vieilles bornes, les vieilles croix sculptées dans le roc (1). Il a posé de nouvelles marques entre le vilar de Fontes et celui de Gorgos, prenant pour point de repère le vieux chêne qui subsiste encore en 834 et qui se trouve sur un chemin; il a ordonné de le marquer d'un *caracter*, c'est-à-dire d'une entaille profonde que l'on pourra plus tard retrouver agrandie par la croissance de l'arbre. Il a séparé ensuite le vilar de Fontes de celui de Custodia en prenant pour limite un chemin public allant de Petramala à Vadello. Un troisième terme a été placé au croisement des routes de Fontes et de Petramala (2).

On retrouve enfin une allusion au rôle du comte même dans le précepte de 844, où il est parlé des « Espagnols qui se sont fixés sur les terres incultes, soit par notre licence, soit par celle de notre comte » (3).

Si les Espagnols avaient la faculté de s'établir

(1) Quelquefois on prend pour ligne de démarcation les rives des torrents, comme le montre un acte de 807, pour Saint-Guillem-du-Désert (H. L., II, pr. 18, col. 70).

(2) H. L., II, pr. 85, col. 185.

(3) H. L., II, pr. 119, col. 243.

à leur gré et sans contrôle, le rôle du comte ne se comprendrait pas, il n'aurait à intervenir en aucun cas, jamais il ne serait question de la *licentia comitis* : le simple fait d'occupation créerait le droit ; les contestations se résoudraient entre particuliers qui témoigneraient simplement sur la question de savoir si le terrain a été ou non, occupé et défriché.

Si le comte intervient aux procès, ou y délègue ses judices, c'est parce qu'il a présidé à l'opération de l'*investitio*, qu'il a distribué des lots distincts et nettement fixés. C'est lui qui portera le témoignage le plus grave. A son défaut, les témoins n'auront pas de preuve meilleure que d'évoquer les opérations qu'ils ont vu faire au comte : le partage et la tradition. Les procès se convertissent ainsi le plus souvent en une question de bornage.

C'est encore un terrain délimité qu'on trouve en 852. Odillon prétend avoir fait une aprision dans la forêt appelée Spinassaria où il a cultivé quelques lots. Mais il s'est trompé et il a pris le lot du voisin, l'abbé Gondesalve. Cet abbé avait-il sur ce lot un droit de propriété ou simplement une autorisation de défricher ? Le texte ne le dit pas, mais il n'est pas invraisemblable de penser que cette forêt a été désignée pour la mise en culture. Les agents du comte l'ont divisée en parcelles, les unes ont été attribuées à des particuliers, d'autres au monastère de Caunes dont Gondesalve est abbé. Là encore le comte a envoyé ses agents pour rétablir les faits par une enquête. Ceux-ci sont allés sur le ter-

rain et ont reconnu les marques posées au moment du partage (1).

Les terres contestées sont dans les parts de l'abbé et non dans celles d'Odillon. Le même terme « *partibus* » est employé pour désigner les possessions des deux parties, ce qui laisse supposer qu'il s'agit du même genre de tenure, d'un lot d'aprisions autrefois distribuées.

Nous connaissons encore des dépositions écrites de témoins de l'an 858 qui rappellent la formalité de la délivrance d'une apriasion : ces témoins ont pénétré dans le terrain, ils en ont fait le tour à pied et ont rendu compte de leur travail au sajón Goddefort. Ils ont délimité l'étendue de sept champs ; puis sont arrivés les acquéreurs, les Espagnols Wadamirus et Witigisus qui, en leur présence, ont pris lesdites terres en apriasion, comme le font les autres Espagnols (2).

Dans cette charte, nous voyons bien la succession des opérations : les agents du comte, agrimensores, judices ou sajones procèdent à la mise en

(1) H. L., II, pr. 139, col. 287 : « *Nos vidimus et invenimus quod ipsas res infra signa proxoria (lisez fixoria) vel termines ipsas res sunt vel subjacent a partibus monasterii Gondosalvio* ».

(2) H. L., II, pr. 150, col. 306 : « *Ubi nos testes accessiorem fecimus et pedibus circumdavigimus et manibus insinuavimus ad sajonem Goddeforte... quando venit avius istius Recemiri condam nomine. Wadamirus et pater ipsius idipsi Recemiri nomine Wuitigisus et prendiderunt jamdictas terras prius per illorum adprisionem sicut ceteri Spani...* »

lots du terrain à concéder, on fait les parts, on les borne; puis lorsqu'un réfugié se présente on le case dans un des lots disponibles. Cette *vestitio* est solennelle et elle a lieu devant le comte ou ses représentants et devant des témoins.

Plus près de l'époque où est née l'aprision, en 832 (1), nous pouvons étudier la question dans une *notitia revestitoria* d'un plaid présidé par le comte d'Elne. Elle est d'autant plus précieuse que c'est un des premiers plaids que l'on connaisse sur le droit d'aprision.

L'abbé Castellanus qui édifia le monastère des Bains (Bagniles) était allé autrefois au Palais de l'Empereur pour demander confirmation par diplôme des biens qu'il avait d'avance retenus, pour en faire une cella, ce qui lui fut accordé. Mais pendant que son successeur, Babilanus, retenait ces lots, vinrent des pagenses pour faire aprision dans ces terres.

L'abbé fait appel au comte qui ordonne qu'une enquête soit faite par une commission composée d'un évêque, de quelques judices et autres gens de bien, dont un vicaire, un vicomte et deux prêtres. La bonne foi de l'abbé étant établie, probablement par la production du diplôme émanant de la chancellerie impériale, l'affaire se résout en une opération de bornage et on envoie dix conspectores pour y procéder. Ils mettent des bornes à la Cella con-

(1) H. L., II, pr. 80, col. 170.

cédée, placent des *fixoriæ* et des *caracteres* conformément à la loi des Goths. Ces opérations terminées, le comte Béranger en personne met l'abbé en possession de ces biens en présence des dix personnes mentionnées plus haut (1).

Quelles conclusions tirer de ce texte. De quel droit l'abbé avait-il retenu la cella? On peut supposer que l'étendue ainsi retenue dépassait la quantité de terre dont pouvait disposer le comte en faveur d'une seule personne, et que dans ce cas, il fallait un diplôme impérial, les terres en excédent

(1) H. L., II, pr. 80, col. 177: « *Ipse Castellanus abba fuerat in presentia gloriosissimi imperatoris et pecierat ejus clementiam, ut quidquid, in prædicto monasterio vel in ejus cellulis retinebat ejus præceptum inde habuisset; quod ita et impetravit et sic per ejus advocationem dictus Babila abba ejus sedem post ipsum obtinuit; et dum ipsa cellula cum omnes fines vel adjacentia retineret, sic veniebant pagenses loci illius et volebant aprisione facere in ipsa ejus terminia. Et dum se proclamasset dictus Babila abba ante prefato comite Berengario, sic misit exinde, exquisitionem inter pagenses illius territorii qui veritate exinde dicerent...* »

Et dum eos requireret quid exinde certius scirent, sic dixerunt quod ipse predictus abba veritatem requirebat, et dum tanta rei veritate reperisset, dedit suos missos qui diligenter hec scrutassent. Et abierunt (10 noms) et dederunt ad ipsa cella terminia et fuerunt fixorias et fecerunt caractera, sicut lex Gothorum continet (suivent les limites).

Et sic ipse Berengarius comes revestivit ipso abbate his superius scriptis presentibus, secundum quod suus preceptus resonat de ipsa cella et de quantum quod infra ejus terminia concluderant ipsi conspectores... »

étant simplement réservées provisoirement en attendant la décision de l'Empereur. Les paysans de ce lieu voulurent faire aprision dans cette cella. Remarquons qu'ils ne firent pas aprision, le texte ne dit même pas qu'il y eût une occupation quelconque du terrain ni un fait matériel sur la chose revendiquée (1). C'est une simple prétention, probablement une demande de mise en possession adressée au comte, qui, de ce fait, mettait opposition à la mise en possession de l'abbé.

Si vraiment il eut été permis à cette époque, bien avant 832, de s'installer n'importe où pour défricher, il eût suffi aux pagenses de commencer les travaux d'exploitation, pour opposer à tous un droit irrévocable de possession antérieure. Ils ne font pas cette chose si simple, ils vont au contraire jusqu'à Elne exposer leur requête, c'est donc qu'ils n'ont le droit d'occuper que les terrains désignés par le comte.

Au milieu du x^e siècle à l'époque où l'aprision est une institution morte, nous constatons, dans un acte

(1) On peut aussi penser que les gens du pays vinrent réellement sur les lieux pour marquer par leur présence leur volonté de s'opposer à la concession, qu'ils se livrèrent à une manifestation hostile pour provoquer un débat; que l'abbé prévoyant que sa possession serait troublée fit appel au comte pour trancher le différend. Mais, en aucun cas, il n'est question de travaux de défrichement entrepris par les pagenses. Il faut donc en conclure que les premiers travaux sont subordonnés à l'autorisation du comte.

de 950, qu'on se souvient encore que les apriionnaires ne peuvent agir que dans une zone limitée.

Louis d'Outremer accorde l'immunité au monastère de Cuxa et encourage les défrichements. Il permet aux moines de mettre en culture autant de terres qu'ils voudront dans les pagi de Cerdagne, Fenouillet, Berga, Roussillon, Vallespir et sans doute aussi dans le pagus de Conflent où se trouvait l'abbaye (1). Jamais on n'avait vu des concessions d'apriion offrir une telle étendue.

Malgré l'extension inusitée et abusive qu'on a voulu donner à cette institution, on n'a pas accordé le droit de faire des apriions n'importe où. Le principe de l'exploitation conditionnée à une mise en possession et à une tradition par le comte est toujours en vigueur, même en 950, comme une survivance des anciennes coutumes.

En résumé, nous considérons comme un fait certain que les Espagnols ne peuvent pas s'établir librement sans contrôle. Ils ne peuvent faire d'entreprises ni dans les propriétés abandonnées par leurs propriétaires, comme cela s'est produit quelquefois dans le Bas Empire romain, ni même dans les terres du fisc qui ne leur ont pas été affectées expressément. Ils doivent se présenter au comte et après avoir prêté le serment de fidélité qui consacre leurs assujettissement à l'Empire, qui confirme leur état d'hommes libres et les astreint au service

(1) Marca, col. 863: « *Eremum quoque in pagis prænomina-
tis, in quantum voluerint, extirpare concedimus* ».

militaire, ils sont casés sur des terres préalablement désignées.

Le comte avant leur arrivée a déjà recensé les cantons qui manquent de bras et qu'il importe de mettre en culture; il les a divisés en portions, en petites exploitations individuelles et lorsque les émigrants arrivent, ils les dirige sur le terrain qu'il leur affecte. Ce terrain ne devient pas la propriété des nouveaux arrivés, ni même leur possession. Ils ne font que le retenir, comme le dit l'acte de 832; une fois affecté à une personne, il ne peut plus être concédé à d'autres; c'est une zone d'influence dans laquelle l'exploitant peut ouvrir la terre, la transformer et la rendre fertile; il a dans ce champ d'action le droit de faire des aprisions. Mais il n'y a véritablement aprision que dans la terre effectivement occupée, habitée, travaillée, mise en culture, et où la main de l'homme a mis la marque réelle de son droit acquis à la sueur de son front.

Ceci n'exclut pas l'existence dans le domaine rural de portions qui aient l'apparence de terres en friche: nous trouvons dans les actes des aprisions de forêts (1). Les forêts sont nécessaires au paysan, mais l'aprisionnaire devra y marquer nettement sa prise de possession par son travail personnel, par des incisions dans les arbres pour délimiter le lieu extrême de l'étendue exploitée, par l'ouverture de

(1) H. L., II, pr. 139, col. 287 (*anno* 852) : la forêt de l'Espinassière.

chemins à travers les fourrés et par ses travaux périodiques.

Après avoir reçu la terre des mains du comte, les aprisionnaires doivent-ils la posséder pendant trente ans pour avoir un droit acquis sur elle? On l'a cru quelquefois en tirant argument du diplôme de 812, dans lequel les Espagnols invoquent la possession trentenaire.

Ils ont été évincés de leurs possessions par les pagenses qui prétendent que ces terres sont leur propriété et ne sont pas des biens du fisc. Les paysans en apportent la preuve par témoins et les premiers jugements leur sont favorables. Les aprisionnaires chassés de leurs domaines s'adressent à l'Empereur qui les leur avait donnés comme étant des biens de la couronne. Ils ne sont pas sûrs d'une réponse favorable: il se peut que les comtes se soient trompés et aient ainsi disposé du bien d'autrui. Si l'Empereur reconnaît qu'il y a erreur de leur part et s'il confirme les jugements du pagus et du comté, les malheureux colons auront perdu le fruit du travail de trente ans, du travail le plus ingrat car il leur a fallu tirer les terres du désert.

Heureusement, ils ont une nouvelle raison d'espérer. Cette possession de trente ans leur donne des droits plus efficaces. Ils ont possédé sans trouble, sans interruption, de bonne foi, de façon non équivoque et à titre d'aprisionnaires. L'Empereur lui-même s'est cru tout d'abord propriétaire, et, même s'il admet en 812 qu'il y a eu alors usurpation, il doit s'incliner devant la prescription trentenaire

et laisser leurs biens aux détenteurs. Le fait d'invoquer la prescription dispense les Espagnols de produire des témoins de l'investitio qu'ils ont reçue du comte. Il ne faut donc pas conclure qu'il faut posséder une terre pendant trente ans pour avoir un droit d'aprision sur elle. L'affaire de 812 est un cas particulier où la longue possession n'intervient que pour simplifier la procédure.

Il en est de même dans un plaid de 858 (1) et dans le procès du monastère d'Arles au sujet du territoire de Pallal en 876 (2). L'abbé était troublé dans sa possession par Dominique. Il aurait pu lui aussi faire appel à l'Empereur, mais celui-ci est loin et, en 876, il a beaucoup perdu de son autorité. Il préfère s'adresser aux tribunaux locaux et prouver qu'il possède en paix depuis plus de trente ans et même depuis plus de cinquante. Les témoins confirment le fait et attestent en outre qu'il a un droit d'aprision puisque le terrain à cultiver a été partagé et remis au sajón du comte qui en a fait la délivrance à l'abbé Castellanús.

L'argument a une grande valeur puisque Dominique est obligé de reconnaître les droits de l'abbé et d'évacuer les lieux.

Dans ces actes le délai de trente ans n'intervient que d'une façon subsidiaire. S'il était une condition essentielle du droit d'aprision, nous le trouverions dans les textes étroitement associé à l'expression de

(1) H. L., II, pr. 150, col. 306 « *hos annos legitimos* ».

(2) Marca hispanica, col. 798.

ce droit, comme nous y trouvons liée l'idée de défrichement. La longue possession ne crée pas le droit, elle est seulement un moyen de défense contre les actions réelles des tiers. Elle nous apparaît dans les procès non comme une action, mais surtout comme une exception.

L'acquisition du droit d'aprision n'est donc pas subordonnée à une possession de trente ans (1). La délivrance par le comte suffit à donner naissance au droit de défricher, mais faut-il qu'elle soit constatée par écrit? Nous avons quelques diplômes de concessions individuelles à des particuliers ou à des monastères, nous avons des confirmations, mais ceci ne prouve pas que l'acte écrit soit obligatoire.

Au contraire, le diplôme de 816 (2) répondant aux plaintes des réfugiés, dit que les plus puissants sont allés au Palais et se sont fait délivrer des titres au moyen desquels ils ont expulsé les pauvres gens des terres qu'ils avaient défrichées par aprision. Louis le Pieux fait restituer à ces malheureux les terres qui leur ont été ravies par dol et par violence. Si le titre avait été nécessaire, le capitulaire de 816 n'aurait pas fait droit à la plainte des mineurs qui ne pouvaient prouver leur aprision que par témoins. La préférence serait allée aux *potentiores* qui avaient la preuve par écrit.

(1) En Germanie, il faut quelquefois une occupation faite en trois jour pour acquérir la propriété par défrichement. Cf. Beseler: *Der Neubruch nach den Altdeusch*, 1868 (dans les *Symbolæ Bethm. Hollweg. obl.*) p. 10 sq.

(2) H. L., pr. 40, col. 109.

Le comte délivre donc sans titre la terre aux émigrants, mais quelles sont les personnes qui peuvent bénéficier de ces bienfaits? L'aprision, dans les Pyrénées méditerranéennes tout au moins, paraît avoir été instituée en faveur des Espagnols. Les deux diplômes de 815 et de 844 qui régissent la matière, sont écrits pour eux et en fait, on trouve beaucoup de terre occupées par eux.

Ils n'étaient pas les seuls à bénéficier de ces avantages. Les textes parlent quelquefois de Goths: ce terme doit être considéré comme synonyme de celui d'Espagnols (1).

Un diplôme de 866 parle du vilar Revidager autrefois défriché par des Goths et des Gascons (2). Ce diplôme est postérieur de près d'un siècle à l'origine de l'institution, mais il n'est pas invraisemblable qu'on ait étendu aux Gascons les faveurs faites aux Espagnols. Il suffit de rappeler que la Gascogne était troublée au début du règne de Charlemagne: un fait entre autres, le guet-apens de Roncevaux, qu'on ne put venger, montre à quel point les populations de ce pays étaient hostiles. Il était de bonne politique d'attirer les hommes indécis ou indifférents et de leur offrir des récompenses. On détournait ainsi leur humeur belliqueuse

(1) H. L., II, pr. 119, col. 243 « *Gothi sive Hispani* ».

(2) H. L., II, pr. 166, col. 342: « ...*Quoddam villare nomine Revidager in eodem pago a quibusdam Gothis et Guasconibus exartum et de eremi solitudine ad culturam perductum atque constructum* ».

et aventurière, soit vers l'espoir de butin à faire dans les campagnes d'Espagne, soit vers le goût de l'agriculture.

Il ne serait donc pas étonnant que les Gascons aient, à un certain moment, fait des aprisions à l'extrémité orientale de la chaîne des Pyrénées. Si les préceptes de 812, de 815 et de 844 ne leur renouvellent pas l'offre, c'est probablement parce qu'elle est sans objet et que la Gascogne est considérée comme pacifiée.

En dehors des Espagnols et des Gascons, les habitants du pays, les pagenses, pouvaient-ils faire des aprisions? M. Cauvet le pense et donne un argument qui a sa valeur :

« Les pagenses, voisins des aprisionnaires (*pagenses illius territorii, illius loci*), comme dit un acte de 832 (1) si rudement malmenés par les comtes, les juges ou les centeniers, jusqu'à ce qu'ils eussent vendu ou livré leur alleu, cherchaient eux aussi, à faire des aprisions (*sic veniebant pagenses loci illius et volebant aprisione facere in ejus terminia*). On leur conteste ce droit dans le plaid de 832, parce qu'on prétend qu'ils usurpent sur une propriété privée dont les limites sont incontestables, mais on n'ajoute pas, ce qui aurait été sûrement opposé que, n'étant point Espagnols, ils ne peuvent faire une aprision » (2).

(1) H. L., II, pr. 80, col. 178.

(2) E. Cauvet, *op. cit.*, p. 125.

Les pagenses paraissent donc avoir été quelquefois admis à bénéficier de ces concessions, mais du fait que quelques-uns ont profité d'une mesure de faveur, cela ne prouve pas que tous aient le droit de réclamer une terre. Les concessions aux pagenses ne sont qu'une exception.

On peut expliquer ces faveurs individuelles par le désir de réparer les erreurs commises à leur détriment par les administrateurs du fisc. Ceux-ci ont trouvé des terres abandonnées par leurs propriétaires qui avaient fui devant les invasions, ils les ont prises pour des biens sans maître et les ont attribuées aux réfugiés espagnols. Les anciens propriétaires revenus quand l'ordre a été rétabli, ont réclamé leurs terrains, les nouveaux colons ont fait appel en garantie à l'Empereur qui a confirmé leur concession par mesure d'ordre public. En compensation du dommage causé à quelques-uns de ces pagenses, il doit leur avoir accordé le droit de faire aprision dans certaines régions.

Il est une quatrième classe de personnes qui a largement exploité le droit de défricher : c'est le clergé. Les monastères n'étaient pas uniquement peuplés d'Espagnols, cependant ils profitaient des institutions créées pour ces derniers : c'est ce que nous allons démontrer par l'étude des textes.

Laissons de côté toutes les chartes qui font allusion aux défrichements de terres nouvelles par des abbayes. Pour la plupart, elles ne parlent que de travaux nouveaux faits dans le désert, dans les solitudes, dans les forêts. Or ces travaux peuvent avoir

été faits sur des terres appartenant aux monastères en toute propriété ou sur des terres qui leur ont été concédées en bénéfice. Rien ne nous indique la nature du droit de l'abbé sur les terres tirées du désert. Nous devons donc éliminer ces textes trop vagues.

Il reste encore sept chartes qui nous mettent, d'une façon indubitable, en présence d'aprisions faites par des monastères (1). Elles ne se rapportent qu'à trois établissements ecclésiastiques : le monastère d'Arles, celui de Sorède et l'Eglise de Gérone. Ce dernier acte lui-même pourrait être discuté car il est de 922 et n'est guère précis.

Quoi qu'il en soit, il demeure certain que les monastères d'Arles et de Sorède ont fait de véritables aprisions. On a vu l'abbé Castellan et ses moines défonçant les terres et transformant les hermes en terres labourées. En 876, il y avait plus de cinquante ans que les témoins les avaient vus faire aprision, c'est donc avant l'année 826 qu'elles ont

(1) Marca, col. 784, *anno* 850, Précepte de Charles le Chauve pour le monastère de Sorède. H. L., II, pr. 171, col. 350, *anno* 869 : Précepte de Charles le Chauve pour le monastère de Sorède. H. L., II, pr. 170, col. 348, *anno* 869 : Précepte de Charles le Chauve pour le monastère d'Arles. H. L., II, pr. 187, col. 378, *anno* 875 : Délaissement du territoire de Pallal fait par Dominique à Castellan, abbé d'Arles. Marca, col. 798, *anno* 876 : *Notitia judicati* pour le monastère d'Arles. Marca, col. 799, *anno* 878 : Précepte de Louis II pour le monastère d'Arles. Marca, col. 842, *anno* 922 : Précepte de Charles le Simple pour l'Eglise de Gérone.

été faites. Objecterait-on encore que cet abbé a un nom étrange, qu'il est peut-être Espagnol et qu'à ce titre il pouvait se prévaloir des avantages faits à ses compatriotes? Mais le diplôme de 850 nous apprend que le monastère de Sorède a bénéficié aussi du droit de faire des ap^risions et on lui concède celui d'en faire pour l'avenir.

Il est donc certain que les abbayes ont bénéficié des privilèges accordés aux Espagnols. Dans quelles conditions?

Aucun règlement général ne donne le droit à tous les établissements monastiques du royaume de le faire. On procède par privilèges individuels: tel monastère, telle abbaye, telle église obtiennent le précepte demandé.

Pour quelles raisons a-t-on accordé à des moines des récompenses qu'on avait créées pour des soldats? Il ne faut pas oublier que ces moines devaient le service militaire, que les abbayes du Midi comptaient de grands capitaines et de grands hommes politiques: à Gellone, Saint-Guillaume, dont la légende a fait le héros Guillaume au Court-Nez, plus tard, à Cuxa l'ancien doge de Venise Pierre Orsèolo. Avec eux ils entraînaient leurs compagnons d'armes, vétérans des guerres d'Espagne, de Hongrie, de Bavière ou de Saxe. Ces hommes n'auraient pas hésité à reprendre les armes contre les infidèles qui auraient menacé leurs cloîtres. La valeur militaire de religieux recrutés en partie parmi les anciens combattants ne peut guère être contestée. On ne peut douter de leur utilité au point de

vue économique. Ils donnaient à l'agriculture un essor admirable; ils ouvraient des terres nouvelles, groupaient les exploitations, construisaient des celles sur leurs différents domaines et devenaient la plus grande puissance foncière du pays.

Le roi n'hésitait pas à leur faire des donations; il exerçait lui-même une fonction ecclésiastique, il avait reçu l'onction du Seigneur; l'Empire et l'Eglise se confondaient dans l'unité de la foi; les biens des abbayes étaient presque des biens du fisc et ils étaient mieux administrés. Dans un besoin pressant le roi croyait pouvoir puiser dans cette fortune confiée à l'Eglise, comme l'avait fait Charles Martel. Elle constituait une réserve une sorte de dépôt à l'abri des convoitises des grands. De plus, comme nous le verrons plus loin, le droit d'aprision n'étant pas un droit de propriété, le roi n'aliénait pas tous ses droits sur les terres concédées. Il faut dire aussi que, par leur puissance sociale, les abbayes ont pu détourner en leur faveur des institutions qui n'avaient pas été créées pour elles.

En somme, leur aptitude militaire, qui n'est pas négligeable, leur utilité dans le domaine économique et leur influence politique, telles ont été les causes qui ont fait concéder des aprisions à quelques établissements religieux. Créée en faveur des Espagnols, l'aprision a quelquefois servi à gratifier des Gascons, à dédommager des paysans et souvent à augmenter la richesse des monastères.

On n'a pas permis aux Espagnols de s'établir dans tout le royaume. Le précepte de 815 indique

les régions où ils furent cantonnés à l'origine. Ce sont les sept comtés de Béziers, Narbonne, Carcassonne, Roussillon, Ampurias, Gérone, Barcelone. Au milieu du ix^e siècle, d'autres colons semblent avoir été établis dans les comtés de Vich et d'Urgel (1).

Comme nous l'avons dit, les comtes avaient préparé les terres à concéder et les avaient morcelées en parcelles. Ces terres devaient être nécessairement des terres du fisc. Elles devaient être désertes et incultes, car partout on voit que le défrichement est une condition essentielle du droit d'aprision. Le colon est casé dans sa portion et il n'a pas le droit d'en dépasser les limites sans avoir obtenu une nouvelle concession. Cependant quelques actes parlent de défrichements autorisés ailleurs que dans les parcelles concédées (2).

Les aprisionnaires auraient-ils donc l'autorisa-

(1) Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 152 *in fine*.

(2) H. L., pr. 12, col. 59: « *Concedimus... quantum ille cum homines suos in villa Fontejoncosa occupavit vel occupaverit, vel de heremo traxerit, vel infra suo termino, sive in aliis locis, vel vilis, seu villares occupaverit, vel aprisione fecerit cum homines suos...* »

H. L., II, pr. 135, col. 280: « *Concedimus... quicquid ille deinceps aut filii sui tam in Narbonense vel in aliis locis regni nostri de aprisione parentum illorum conqui-sive in aliis locis, vel villis seu villares occupaverit, vel commutatum habent aut commutaverint sive in Narbonense sive in aliis locis regni nostri, ubique in Septimania de aprisione justissime conquirere potuerint vel fecerint* ».

tion générale de mettre en culture n'importe quelle terre du fisc, située en quelque lieu du royaume que ce soit? Ce droit exorbitant nous ne pourrions l'admettre qu'en présence de textes formels : or, nous pouvons expliquer autrement les termes de ces actes.

Nous savons que dans l'ancienne marche germanique, où le droit d'occupation était reconnu sous certaines conditions, il y avait en dehors des exploitations individuelles, des terres communes (1), des *communia*, des *adjacentia*. Ces terres vierges étaient restées incultes, mais un cultivateur quelconque, pourvu qu'il fasse partie de l'association de la Marche pouvait les mettre en culture et les posséder par droit individuel.

N'y aurait-il pas eu dans les vastes territoires, dans les saltus affectés aux émigrants, des étendues de terres trop arides, trop éloignées ou inaccessibles, dont personne n'eût voulu au début et qui n'étant pas partagées restaient communes à tous, ou plutôt réservées au plus entreprenant qui, le premier, oserait rompre ce sol ingrat? Ainsi pourrait-on expliquer que les diplômes autorisent les apriionnaires à faire aprision dans d'autres lieux que ceux qui leur ont été formellement concédés.

En 849 (2) un diplôme concède à Théodfred et à ses fils tout ce qu'ils pourront acquérir dans le

(1) Marcel Thévenin : *Les Communia*, dans *Mélanges*, Renier.

(2) H. L., II, pr. 135, col. 280.

royaume ! Mais il s'explique aisément : on leur concède toutes les aprisions qu'ils pourront acquérir soit par donation, par achat, par échange, par succession, en n'importe quel lieu qu'elles se trouvent, ce qui est différent de la faculté de prendre tous les lieux incultes. Depuis 844, les aprisionnaires, comme nous le verrons plus loin, ont le droit d'aliéner entre eux leurs concessions. En 849, Charles le Chauve ne fait que confirmer ce droit en approuvant d'avance les transactions qu'ils feront, mais il ne leur donne nullement le droit de faire des aprisions nouvelles ailleurs que dans les terrains déjà concédés.

CHAPITRE IV

LES RELATIONS JURIDIQUES ENTRE LE FISC ET LES APRISIONNAIRES

§ 1. — *Les obligations du fisc*

Le fisc est tenu de délivrer une portion de terre inculte, mais cependant cultivable. Cette terre doit appartenir au domaine de la couronne. Il n'a pas le droit de concéder des terres appartenant à des abbayes comme le fit Charles Martel à une époque où le fisc appauvri ne possédait plus assez de biens pour rétribuer les services publics. Si le roi cédait des terres sur lesquelles ses droits sont contestables, la possession des aprisionnaires deviendrait précaire et ils pourraient hésiter à commencer les travaux.

La quantité de terre qu'on leur attribue est souvent appelée *portio* et la fréquence de ce terme a tellement frappé certains auteurs (1) qu'ils ont pensé que le mot *aprisio* dérive de *adportio* et qu'il désigne la part attribuée à l'aprisionnaire. M. Im-

(1) V. Pithou, Ducange v° Aprisiones.

bart de la Tour est porté à croire que la *portio* est « l'espace de terre qu'un seul homme peut cultiver » (1). Quoi qu'il en soit, ce terme évoque l'opération de bornage du comte qui précède la délivrance de la terre, c'est-à-dire la tradition faite sur les lieux au concessionnaire, dans un canton déterminé.

Le fisc ne fournit pas d'aide aux nouveaux pionniers pour la mise en exploitation. Ce fait montre que l'intérêt économique de cette institution est rélégué au second plan et que l'intérêt militaire prime tous les autres (2).

En revanche, comme il n'est pas possible de prélever un impôt sur une terre qui ne produit encore rien, on stipule que le fisc ne percevra pas de cens sur les apensions. C'est ce que dit le précepte de 815 après avoir parlé du droit de gîte dû par les réfugiés espagnols : « *alius vero census ab eis neque a comite, neque a junioribus et ministerialibus ejus exigatur* » (3). Cette exemption d'impôt offre cette particularité, qu'elle n'est pas temporaire,

(1) Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 154.

(2) Si le pays avait été, comme on l'a dit, réduit à l'état de solitude, comment des étrangers auraient-ils pu y subsister sans secours, vu le dénuement dans lequel ils arrivaient après avoir passé les lignes ennemies.

Sur les bords du Rhin, que personne ne considérait comme déserts, l'Empire romain avait placé ses vieux soldats, ses vétérans et leur avait fourni des instruments de travail, une certaine somme d'argent, du bétail et des semences.

(3) H. L., II, pr. 33, col. 97.

mais perpétuelle, c'est une véritable prime au défrichement.

Il est une autre obligation du fisc qu'il faut appeler de son nom juridique : la garantie d'éviction.

L'Empereur concède des terres, mais il est tenu de garantir la jouissance au concessionnaire, il ne doit donner que ce qui lui appartient et non des biens revendiqués par des abbayes ou des propriétaires absents. Dans le cas où les travaux de culture seraient commencés et où les tiers feraient opposition, les possesseurs troublés auraient le droit d'appeler le concédant en garantie et de lui demander réparation du dommage. La garantie d'éviction se trouve inscrite dans les diplômes d'une façon non équivoque.

En 793, lorsque Charlemagne concède Fontjoncouse à Jean, il lui promet la possession sans inquiétude « *absque inquietudine* ». Son fils lui renouvelle cette assurance en 815 « *absque alicujus inquietudine* ».

En 816, en réponse à la plainte des Espagnols, Louis le Pieux ordonne qu'ils possèdent sans trouble des tiers « *quicquid de inculto excoluerunt absque ullius inquietudine possideant tam ipsi quam illorum posteritas* ».

En 833, peut-être à cause des plaintes nombreuses la formule prend plus d'ampleur : « *Precipientes ergo jubemus ut nullus fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ nostrorum de prefata villa infra terminia cum omnibus adjacentiis suis eis ullam inferre contrarietatem* ». Et en 844 : « *Jubemus, ut ab ho-*

dierna die et tempore nullum hominum liceat eisdem Hispanis posteritatisque eorum... aliquam inferre calumniā aut ullam facere contradictione... cum omni securitati ipsas res teneant atque possideant » (1).

Les diplômes faits pour les établissements ecclésiastiques ne portent pas en général ces termes, ils sont remplacés par les formules de protection spéciale, *mundebour* ou *tuitio* et par celle de l'immunité. La violation de l'immunité et l'amende énorme qui la sanctionnait était une garantie suffisante.

Il ne faut pas croire que ces phrases soient vides de sens et qu'elles sont ajoutées aux actes pour élargir la période ou leur communiquer la forme grandiloquente que l'on a trop reprochée à la législation de cette époque. La garantie d'éviction inscrite dans les diplômes n'est pas un vain mot.

Les apriionnaires ont été en butte, non seulement aux exactions des comtes et des puissants, mais encore et d'abord aux revendications des paysans. Ces paysans de retour avec la paix avaient trouvé des réfugiés espagnols, des soldats, établis sur leurs domaines, reconstruisant les exploitations. Ils les citèrent en justice et, comme témoins, ils prirent leurs anciens voisins, qui, seuls, pouvaient prouver leur droit de propriété. Il était difficile de concevoir l'appel d'autres témoins, cepen-

(1) Pour ces textes, v. H. L., II, pr. 12, col. 59 (793, par erreur portée à l'année 795 sur H. L.) ; pr. 40, col. 109 (816) ; pr. 84, col. 183 (833) ; pr. 119, col. 243 (844).

dant les Espagnols paraissent s'en indigner: « *Et dixerunt quod aliqui pagenses fiscum nostrum sibi alter alterius testificant ad eorum proprietatem* » (1). Le tribunal du centenier ou du Comte, appliquant la loi, était obligé de reconnaître le droit de propriété aux paysans, et les aprisionnaires étaient expulsés des terrains qu'ils avaient mis en valeur à la sueur de leur front. Expulsion conforme au droit et à la loi, mais profondément injuste « *contra justiciam* » disent les plaignants. Ils en appellent au roi qui juge en équité. Ils n'admettent pas que le jugement du comte soit définitif, car les pagenses ont brisé l'investiture royale « *tollant nostram vestituram* ».

Au nombre de quarante-trois, dont deux prêtres, les Espagnols vont à Aix-la-Chapelle (2) exposer leurs griefs. Quelle est la nature de cette démarche auprès de l'Empereur? Il est certain qu'ils se sont adressés à Charlemagne comme chef de l'Etat, en tant que Puissance Publique chargé de faire régner l'ordre dans le pays. En effet, ils se plaignent en même temps d'exactions commises par les comtes: les comtes eux-mêmes qui président à la justice, s'emparent de leurs terres, ou bien leur imposent des redevances qu'ils font percevoir de force par leurs agents de police (3). De plus, les Espa-

(1) H. L., II, pr. 20, col. 73.

(2) Cauvet (*op. cit.*, p. 98) remarque que deux ou trois seraient des Arabes convertis au christianisme.

(3) H. L., II, pr. 20, col. 73: « *Dicunt etiam quod aliquas villas quas ipsi laboraverunt, laboratas illis eis abstractas*

gnols portent plainte en faux témoignage contre les pagenses qui ont juré que ces propriétés leur appartiennent, alors qu'elles font toujours partie du fisc impérial. On peut donc distinguer, au point de vue du droit public, deux raisons de la plainte : un recours de droit administratif contre les agents du pouvoir central qui abusent de leur pouvoir ; un recours en révision contre le procès qui a été mal jugé en première instance puisqu'il a été fondé sur de faux témoignages ; le premier s'adresse aux attributions politiques de l'Empereur, le deuxième à ses attributions judiciaires. Charlemagne fait procéder à une enquête par l'archevêque d'Aix, nommé Jean.

Quelques apriionnaires, peut-être tous, ont d'autres motifs de faire appel à l'Empereur. Beaucoup se sont recommandés à lui, ils sont ses hommes ; ils demandent à leur senior, la protection qu'il leur doit, protection puissante puisque c'est celle de l'Empereur.

Charlemagne intervient donc comme chef d'Etat et comme senior, mais c'est surtout en sa qualité de propriétaire éminent des terres données en apriion, qu'il intervient au procès. Les concessionnaires font appel en garantie au propriétaire concédant. Le recours au chef de l'Etat et au patron sont des moyens plus éloignés et plus subtils. L'appel en garantie est le moyen le plus naturel, le plus ju-

habeatis, et beboranias illis superponitis et saiones qui per fortia super eos exactas ».

ridique et le plus efficace. C'est le premier que font valoir les aprisionnaires. Le fisc est propriétaire des terrains dont il a cédé la jouissance aux réfugiés espagnols : il doit leur assurer une possession paisible et exempte de troubles, il est tenu de les garantir contre l'éviction venant d'un tiers. Cette éviction étant réalisée, ils se sont adressés au nu-propriétaire pour se faire remettre en possession. Cet appel a été entendu et l'Empereur les a réintégrés dans leurs domaines par une sentence singulière où il était à la fois juge et partie, et que la confusion des pouvoirs rendait sans recours.

En 816, nous avons un autre exemple d'appel en garantie : les petits aprisionnaires menacés par les grands se sont adressés à l'Empereur qui leur a rendu leurs droits et leurs terres. Les monastères n'ont pas eu besoin de cette protection, car ils ont de bonne heure obtenu le maximum de sécurité en obtenant l'immunité. Ils ont eu quelques procès, mais ils n'ont pas eu à faire intervenir le fisc, comme ont dû le faire les autres aprisionnaires en 812 et en 816.

§ 2. — *Droits de l'aprisionnaire*

Les réfugiés espagnols avaient probablement droit à la liberté, s'ils n'étaient déjà hommes libres (1). Ils avaient en outre le droit d'occuper la

(1) V. p. 29.

portion de terre déserte qu'on leur désignait. Pouvaient-ils aliéner ce lot qu'on leur attribuait?

Le précepte de 815 (1) n'en parle pas, mais celui de 844 (2) qui élargit les droits des aprisionnaires, s'exprime ainsi dans son § 5: « *Omnes eorum possessiones sive aprisiones inter se vendere, concambiare seu donare posterisque relinquere omnino liceat* ».

Comme le deuxième précepte reproduit le premier et que sa rédaction ne diffère que pour les nouveaux changements apportés à l'état de droit, nous devons en conclure que les aliénations leur étaient interdites en 815 (3). Même si nous n'avions pas le deuxième règlement, nous devrions aboutir à la même conclusion, car les concessions faites aux Espagnols sont considérées dans tous les documents comme étant un bienfait, une donation du pouvoir royal, donation d'une terre « pour l'habiter et la cultiver ». Or, dans toutes les législations, le donateur ne donne que ce qu'il énumère expressément. En cette matière, les textes doivent s'interpréter restrictivement: on ne doit pas supposer au donateur un esprit plus libéral que celui qu'il a manifesté réellement. Ici l'intention du fisc est de fixer sur le sol des colons qui sont avant tout des soldats, qui doivent habiter personnellement le do-

(1) H. L., II, pr. 33, col. 97.

(2) H. L., II, pr. 119, col. 243.

(3) Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 158.

maine. Il a le plus grand intérêt à ce que sa pensée directrice ne soit pas altérée et détournée de son but. Si l'aprisionnaire cède son droit à la terre, s'il la vend ou s'il la donne, il s'appauvrira et ne pourra plus supporter la charge du service militaire. Au lieu d'être un combattant, il ne pourra plus servir que comme auxiliaire, au lieu d'être engagé en première ligne, il restera à l'arrière: c'est peut-être son intérêt personnel de se mettre à l'abri en abandonnant ses biens; mais l'intérêt de la défense nationale, c'est que la terre qui a été affectée à un service d'utilité publique ne serve pas à la désorganisation sociale. Donnée à un homme pour lui permettre de s'équiper et de combattre, elle doit lui rester (1).

Des bénéficiers ou des tenanciers peuvent avoir le droit d'aliéner leurs biens, mais les apsisionnaires forment une classe à part: ils ont des privilèges spéciaux, mais aussi des obligations spéciales.

M. Imbart de la Tour, le premier, a mis en lumière l'interdiction d'aliéner qui leur est faite et il a distingué le droit originaire du capitulaire de 815 du droit postérieur et plus libéral contenu dans le précepte de 844.

Cependant, il est permis aux Espagnols de con-

(1) Ce n'est pas à dire que le service militaire soit devenu territorial, il est toujours personnel; nous ne sommes pas encore au temps de la féodalité, mais ce temps est proche. Déjà la fortune mobilière et surtout la richesse foncière sont appelées à contribuer aux charges militaires.

céder une partie de leurs terres en bénéfice à des tenanciers (1).

En 834 par exemple les témoins affirment avoir vu Jean défricher le vilair de Fontes puis le donner en bénéfice à ses hommes qui alors se recommandent à lui et le prennent pour patron (2).

Un diplôme de 854 rapporte que les pères des Goths, Sumnolde et Riculfe ont cédé en bénéfice l'aprision de La Roque de Frusinde (3). Dans ces deux cas, ces tenures concédées en deuxième main n'empêchent pas les premiers tenanciers de les transmettre à leurs fils.

La législation, en 844, marque un progrès considérable en faveur des Espagnols: le précepte du 11 juin leur permet d'aliéner « entre eux » leurs aprisions. Mais à partir de ce moment, il n'y a plus de règlements généraux sur cette institution, et ce n'est que par des mesures individuelles qu'on peut en retrouver la trace. Dès l'année 849 une charte donne à un apripionnaire le droit de vendre à tous.

(1) H. L., II, pr. 119, col. 243, précepte du 11 juin § III et IV.

(2) H. L., II, pr. 85, col. 185: « *Et vidimus quando Johannes misit in ipsum villare suos homines ad habitandumet beneficiavit illis ipsum villare cum domos et curtes et ortos constructos et terras aratas et cultatas que ipse cultivit; et ipsi homines ad tunc sui commenditi erant et illum habebant patronem* ».

(3) H. L., II, pr. 144, col. 294: « *Avus eorum et genitor Sunvildus et Hadebonsus quibusdam hominibus beneficiario jure habere permisisse sciuntur* ».

Mais le même acte transforme le droit d'aprision en droit de propriété, ce n'est donc plus à proprement parler une aprision; cependant le rédacteur de l'acte paraît insister et faire valoir les avantages du nouveau droit en ajoutant: « *Liberam in omnibus habeant potestatem faciendi, donandi, vendendi sen commutandi...* »

Nous trouvons des ventes d'aprision en 861, en 869, en 881, et en 889.

En 861, c'est un nommé Oliberbius qui vend pour 30 deniers à l'évêque d'Elne, Audesinde, les jardins qu'il tient de l'aprision de ses parents (1). En 869, c'est le même évêque, Audesinde, qui élargit encore son domaine en achetant la terre que Sigmunde et Fluridia ont eu par l'aprision de leurs parents. Il achète leur portion toute entière qui représente la sixième partie de toute cette terre (2). On lui cède tous les droits qu'on a sur cette portion, droit de vendre et d'échanger (sous-entendu entre aprisionnaires) (3).

(1) H. L., II, pr. 156, col. 319: « *Vendo vobis in vico Helna, ortos meos quod habeo per aprisionem parentum meorum* ».

(2) On pourrait encore voir là une allusion au rôle du comte, qui a partagé les terres destinées aux émigrants, v. p. 45 sq.

(3) H. L., II, pr. 172, col. 352: « *Vendimus vobis terram nostram quam habemus per adprisionem parentum nostrorum... In hac terram vindimus vobis portionem nostram ab integre, quam ibidem habemus, id est sextam partem de omnem ipsam terram... de jure nostro in vestro tradimus dominio ab integre, cum omni voce oppositionis nos-*

En 889, c'est l'évêque de Béziers qui achète pour 25 sous à Ansemunde à sa femme Colomba et à Gisclarfred le cinquième de la villa de Cuminiano qui leur vient de l'aprision de leurs parents par un précepte du roi Charles (1).

Ces ventes sont-elles conformes à la législation de 844? Il faudrait pour cela que le vendeur et l'acheteur soient tous deux aprisionnaires. Les actes eux-mêmes nous apprennent que les vendeurs ont cette qualité. En est-il de même des acheteurs? Pour l'évêque d'Elne, les présomptions lui sont favorables. En effet, en 836 et en 840 son église a obtenu un diplôme d'immunité pour ses propriétés, ses dépendances et pour les terres que ses moines « ont tirées du désert ». Le mot aprision n'y est pas, mais il est vraisemblable qu'on lui a concédé des terres sous ce régime, de même qu'au monastère de Sorède et à celui d'Arles ses voisins.

Il n'en est pas de même de l'évêque de Béziers dont rien ne nous indique la qualité. Cependant rien ne s'oppose à ce qu'il soit lui-même un apri-

tri vel repetitionis abendi, vendendi, commutendi vel quidquid de jam de istam sextam partem quam in predictam terram habemus facere volueritis, abeatis potestatem ex presente die et tempore ».

(1) H. L., V, pr. 10, col. 81 : « Ausemundus et uxor sua Columba et Gisclarfredus, vendunt Agilberto, episcopo Biterrensi quintam partem villae de Cuminiano in territorii Biterrensi, tam in ecclesia sancti Genesii quam in aliis, quod advenit illis ex aprisione parentum suorum, et illis advenit per preceptum Karoli regis... ».

sionnaire et nous ne pouvons pas dire que la vente qui lui a été faite soit illégale.

Autrement délicat est le problème posé par un acte de 837 fait en faveur de l'abbaye de Lagrasse. A cette date, les aprisionnaires n'ont pas le droit d'aliéner leurs biens. Or, nous voyons cette année là le roi d'Aquitaine, Pépin, faire donation à l'abbaye des parts d'aprisions que des Espagnols lui ont déjà données : « *Concedimus... quicquid Spani prædicto monasterio dederunt de hoc quod ex eremo traxerunt, quem adprisionem vocant et per preceptum genitoris nostri et nostro tenere videntur* » (1).

Les aprisionnaires auraient-ils donc le droit d'aliéner en faveur des monastères ? Nous ne le pensons pas.

Les Espagnols ont cédé leur droit de jouissance à l'abbaye quoiqu'ils n'en aient pas le droit, mais le propriétaire éminent, le roi, pourrait ratifier cette convention. Ils n'ont pu faire à l'abbaye qu'une aliénation conditionnée à l'autorisation royale. Le monastère de Lagrasse n'avait donc qu'un vain titre tant qu'il n'était pas sanctionné par le roi Pépin. Cette confirmation est accordée par la charte de 837. Ainsi l'abbaye de Lagrasse est devenue aprisionnaire à la place des Espagnols. Ceux-ci n'ayant le droit d'aliéner qu'avec l'autorisation du concessionnaire, c'est-à-dire du roi, l'acte de 837 n'est pas contraire au principe qui interdit les aliénations.

(1) H. L., II, pr. 95, col. 206.

Si l'aprisionnaire ne peut aliéner entre vifs, peut-il du moins transmettre ses biens par succession?

Le précepte de 812 dit « *quieti possideant et illi et posteritas eorum* »; celui de 816: « *possideant tam ipsi quam illorum posteritas... ipsi possideant et suæ posteritati derelinquant* ».

Les diplômes rédigés pour des particuliers portent des formules semblables (1).

Le droit d'aprision est donc un droit héréditaire, mais seulement en faveur des descendants. L'aprisionnaire ne peut pas faire de testament. Le bien qu'on lui a concédé constitue une réserve qu'il doit conserver pour ses fils. Ni son père, ni sa mère, ni ses frères et sœurs, peut-être même pas sa fille, ne peuvent lui succéder. Cette terre que peut-être ils ont habitée et travaillée leur est enlevée s'il n'y a pas de fils et le droit de jouissance qu'ils avaient retombe dans le domaine du fisc par déshérence.

Cette exclusion de la succession qui frappe les proches parents est rapportée par le précepte plus

(1) H. L., pr. 12. col. 59, Concession de Fontjoncouse à Jean en 793: « *Ut habeat ille et posteritas sua* ».

H. L., II, pr. 34, col. 100, Confirmation de l'aprision de Jean en 815: « *Omnia per nostrum donitum ille et filii sui et posteritas illorum* ».

H. L., II, pr. 84, col. 183, Diplôme en faveur de Wimar en 833: « *Liceat eis nostra auctoritate eamque tenere et possidere suisque heredibus hereditario jure conferre* ».

Même formule l'année suivante dans un acte pour le même vassal.

libéral de 844: « S'ils n'ont pas de fils ou de petits-fils leurs proches leur succéderont conformément à la loi » (1). C'est donc le droit commun des successions qui leur sera appliqué, c'est-à-dire la loi barbare des Wisigoths.

Puisque tant de restrictions sont apportées aux droits de l'aprisionnaire, quels droits lui reste-t-il sur sa terre? Il a un droit de jouissance, le droit d'en retirer les fruits. Nous verrons plus loin en étudiant la nature du *jus aprisionis* que ce n'est pas un droit de propriété; déjà nous pouvons nous rendre compte que ce droit est limité puisque le concessionnaire n'a pas le droit d'aliéner sa terre, qu'il ne peut pas en disposer à cause de mort et qu'il doit nécessairement la transmettre à ses fils.

§ 3. — Obligations de l'aprisionnaire

Le précepte de 815, dès le premier paragraphe ordonne aux aprisionnaires de suivre leur comte à l'armée, comme les autres hommes libres. Ce n'est là qu'une obligation générale et non une obligation spéciale à leur qualité de détenteurs d'une aprision. C'est pour cette raison que nous avons traité ailleurs de la servitude militaire des Espagnols réfugiés (2).

(1) H. L., II, pr. 119, col. 243: « *Si filios aut nepotes non habuerint, juxta legem eorum alii ipsorum propinqui illis hereditando succedant...* »

(2) V. ch. II, p. 26.

Il est une autre obligation très importante qui tient à l'essence même de l'aprision, c'est celle de défricher et d'habiter la terre concédée. Nous la trouvons partout liée d'une façon indissoluble à cette institution. Il n'y a pas d'aprision sans défrichement d'un lieu inculte et désert. Les préceptes ne prennent pas la peine de la prescrire, mais ils en parlent comme d'une chose connue et naturelle; celui de 815 rappelle qu'ils sont venus habiter les terres dévastées par les Sarrasins, qu'ils ont fait des édifices et cultivé des terres désertes (1).

Les diplômes délivrés aux particuliers sont plus explicites. En 793 on case Jean à Fontjoncouse et on lui concède dans cette villa tout ce qu'il pourra arracher au désert et occuper effectivement. Lorsque les apriionnaires vont porter plainte à l'Empereur en 812, il est rappelé que ces Espagnols ont pris des terres pour les défricher (2). En 816 au sujet de la deuxième plainte, il est question du lieu désert que chacun d'eux a reçu pour l'habiter. En 833 et 834 ce sont des déserts que le père de Wimar a, par apriion, transformés en villae. En 837, 850, 852, 866, 869, 875, 878 (3) le terme apriion est lié à l'idée de mise en culture des terres incultes. De même dans les plaids, on considère le fait d'a-

(1) H. L., II, pr. 33, col. 97, préambule et § V.

(2) H. L., II, pr. 20, col. 73.

(3) H. L., II, pr. 95, col. 206 (837); pr. 139, col. 287 (852); pr. 166, col. 342 (866); pr. 170, col. 348 (869); pr. 171, col. 350 (869).

Marca, col. 784 (850), col. 799 (878).

voir cultivé comme un élément essentiel qu'il faut prouver avant toutes choses. Nous citerons les plaids de 834, 852, 876 (1).

L'aprisionnaire peut confier à d'autres hommes sous ses ordres les travaux de défrichement puisque dès 793 nous voyons les subordonnés de Jean élargir par leur labeur les domaines de leur patron, dans le territoire de Fontes. Le précepte de 815 § 3 (2) prévoit formellement le cas. Celui de 844 ne change guère de rédaction et ne fait qu'accentuer l'importance du travail personnel dans l'acquisition de l'aprision.

Dans quels délais le nouveau colon doit-il commencer les premiers travaux? C'est un point qu'il ne nous est pas possible d'éclaircir dans l'état actuel des documents que nous avons. Ceci dépendait sans doute de la mansuétude du comte. S'il trouvait que le concessionnaire apportait trop de lenteur et de mauvaise grâce à exécuter ses obligations, il pouvait en référer au roi et lui signaler la mauvaise foi de son fidèle. Le roi pouvait confisquer les terres, soit pour infidélité, soit pour inexécution du contrat. Nous ne connaissons cependant aucun exemple d'une semblable mesure.

(1) H. L., II, pr. 85, col. 185 (834) ; pr. 139, col. (852). Marca, col. 798 (876).

(2) H. L., II, pr. 33, col. 98: « *Et si quispiam eorum in partem quam ille ad habitandum sibi occupaverat, alios homines undecunque venientes adtraxerit, et secum in portione sua, quam aprisionem vocant, habitare fecerit, utatur illorum servitio absque alicujus contradictione vel impedimento...* ».

Mais il est des terres que les Espagnols pouvaient conserver à l'état naturel à condition d'y marquer par des signes évidents leur prise de possession : ce sont les terrains qui ont par eux-mêmes une utilité propre et dont la transformation amoindrirait la valeur : certaines forêts, les mines, les carrières par exemple. Dans le plaid de 852 (1), tenu sous la présidence du marquis de Gothie, il est question d'une forêt contestée qu'un certain Odillon prétend avoir tenue en aprision. Personne n'objecte que cette forêt aurait dû être transformée en terre cultivée, c'est donc la preuve que la forêt peut être exploitée par aprision. D'ailleurs il semble que dans ces terres, pour en bien marquer la prise de possession, on ait fait des maisons et des constructions.

En plus de la mise en culture, les aprisionnaires sont obligés d'habiter la terre qu'on leur a donnée. Ils ne doivent pas se contenter d'occuper le terrain d'une façon impersonnelle en y faisant entretenir des cultures ou en y faisant exécuter des travaux saisonniers. Le précepte de 815 dans son préambule et dans son § 3 marque nettement la volonté de l'Empereur de fixer sur le sol même les Espagnols réfugiés. Ils sont venus pour habiter les terres qu'on leur a données, ils les ont occupées pour y fixer leur domicile. Il y a certainement avant tout une idée de libéralité, de récompense dans cette attribution de terrains, mais elle est aussi accom-

(1) H. L., II, pr. 139, col. 287.

pagnée de l'idée de contribution aux charges publiques. On veut fixer à la frontière ces gens qui ont été appelés pour la défendre; il faut tenir le soldat à demeure aux Pyrénées pour qu'il puisse y monter la garde.

Il est tenu de faire des patrouilles, de veiller, d'observer si l'ennemi n'est pas en mouvement, il doit faire des explorations, des excubias que le langage vulgaire appelle *wachtas* dit le § 1 du précepte de 815, mais ces manœuvres militaires, de jour et de nuit, doivent se faire sur un terrain déterminé pour porter leur fruit, c'est aux portes de l'Espagne musulmane qu'ils doivent opérer, chacun doit rester à son poste dans le comté. S'il est vrai que les nombreuses tours qui s'échelonnent sur les crête des Pyrénées ont été construites sous les Carolingiens, après l'invasion arabe, on peut se rendre compte que le service de guet qui se faisait là-haut, au sommet de ces pics escarpés, était réellement un service pénible. Avec cette garde, le commandant du secteur, le comte peut répondre de sa mission et repousser les incursions arabes ou normandes.

Lorsqu'on l'envisage d'après le but à atteindre: la protection militaire de l'Empire, on comprend l'importance de l'obligation d'habiter la terre.

A cette obligation, nous avons rattaché le service de garde et de guet: nous devons en effet faire remarquer que le terme *wachta* appliqué à des hommes libres désigne le service de garde fait aux frontières contre l'ennemi extérieur. Le service de guet

autour des propriétés contre les malfaiteurs du dedans était en effet assuré par les serfs et portait seulement sur les manses serviles (1).

Les aprisionnaires ont une autre obligation : celle d'assurer le transport et le ravitaillement des commissaires impériaux et des personnages députés d'Espagne à la Cour. Les tenanciers qui se trouvaient sur les grandes routes devaient supporter lourdement cette charge, car les communications avec l'Espagne ne sont faciles que par le col du Perthus : tout le trafic devait se faire sur cette voie.

Ils devaient fournir des *veredi* et des *parataë*, c'est-à-dire des chevaux et des provisions. (2). Les textes portent le mot *veredi*, qui est mis ici pour *paraveredi*. En effet, les *veredi* étaient sous l'Empire romain les chevaux entretenus aux frais du fisc sur les grandes routes de l'Empire pour le service des courriers et le transport des fonctionnaires. Les *paraveredi* étaient au contraire les chevaux réquisitionnés chez les particuliers sur les chemins où le *cursus publicus* ne fonctionnait pas. Or le *lecur-*

(1) V. Guérard : «Polyptyque de l'abbé Irminon», 1844, Prolégomènes, p. 776. — Tous les hommes libres doivent le service militaire, mais tous ne doivent pas faire un service de guet continu à la frontière, c'est donc une condition spéciale faite aux Espagnols. Ils sont tenus de faire ce service parce qu'ils sont possesseurs d'une aprision et c'est pour cela que nous avons renvoyé cette question au présent chapitre, lorsque nous avons traité du service militaire.

(2) V. Préceptes de 815 et 844, § 1. H. L., II, pr. 33, col. 97 (815), et pr. 119, col. 243.

sus publicus cessa d'exister après les invasions barbares. Sous Charlemagne, il ne peut pas être question de chevaux appartenant à l'Etat, il n'y a que des *paraveredi* appelés plus tard *palefredi* ou palefrois (1).

Ce sont des chevaux de réquisition d'un prix assez médiocre, qui servent de chevaux de voyage, qui vont aussi à la guerre, mais plutôt pour porter des bagages. Le beau cheval de bataille s'appelle *equus* et les comptes du moyen âge l'estiment à peu près au double prix du palefroi; les mauvaises bêtes de trait le *roncinus* et le *summarius* sont au contraire, à peine inférieurs à ce dernier (1).

Guérard donne la définition suivante du *paraveredus*: « C'est un cheval de voyage servant à transporter soit les hommes, soit les bagages à des distances presque toujours indéterminées et souvent assez considérable ».

Dans le polyptyque d'Irminon il n'y a que les manses ingénuiles qui sont obligés à cette prestation, c'est même le seul service vraiment ingénuile que l'on connaisse à Saint-Germain-des-Prés. C'étaient en général des hommes libres qui étaient tenus de fournir les *paraveredi*, comme ils étaient tenus de porter les armes. Comme eux les Espagnols ne devaient fournir que les chevaux et non les conducteurs et convoyeurs, car ce dernier service constituait ce qu'on appelait une *scarra* dans

(1) V. Guérard, *op. cit.*, p. 818.

(2) V. Guérard, *op. cit.*, p. 816.

laquelle c'était surtout l'homme le voiturier, qui était requis. En 865 un capitulaire ordonne le recensement de tous les *paraveredi* dus par les hommes libres et l'exécution forcée de tous ceux qui négligent de les donner.

Le diplôme du 11 juin 844 *Pro Hispanis* défend les intérêts des personnes imposées. Il prévoit le cas où on ne leur rendrait pas les chevaux qu'ils ont prêtés et celui où on les aurait laissé perdre ou mourir. Ceux qui en seraient la cause par leur faute seraient obligés de les restituer sans retard ou d'en donner d'autres à la place, suivant la loi des Francs (1). Ces abus devaient être fréquents puisqu'on a senti le besoin de commenter ainsi le diplôme de 815.

En 864, Charles le Chauve revient de nouveau sur la question et défend d'enlever leurs chevaux et leurs biens aux hommes libres, de les mettre ainsi dans l'impossibilité de servir à la guerre et de lui fournir les *paraveredi* suivant l'ancienne coutume.

Le temps pour lequel le cheval était prêté et la distance qu'on pouvait lui faire parcourir étaient variables et fixés par les coutumes locales. Nous ne connaissons aucun texte qui les fixe pour les Espagnols. Dans le nord de l'Empire certains *parave-*

(1) Il faut remarquer que la loi des Francs est ici imposée à des Goths. C'est donc une ordonnance qui modifie la loi des Goths et qui doit être approuvée par les assemblées générales de ce peuple.

redi étaient fournis pour aller d'une *curtis* à une autre, formant relais ; d'autres pouvaient être emmenés partout à l'intérieur du royaume. Enfin ceux qui étaient envoyés à l'armée ne revenaient qu'à la fin de la campagne. Les Espagnols, eux, ne les doivent que pour le transport des *missi* ou des députés, mais nous ne savons pas à quelle distance, ni pour combien de jours.

Ces fonctionnaires recevaient du roi des lettres appelées comme sous l'Empire romain, *evectiones* et *tractoriae* sur lesquelles étaient inscrits le nombre de chevaux à fournir ainsi que tous les objets nécessaires en cours de route. On les présentait aux agents des comtes qui prélevaient les fournitures de route sur les hommes libres et les transmettaient à ceux qui y avaient droit ou à leurs officiers. Les propriétaires qui refusaient les prestations ou faisaient violence aux agents chargés de les percevoir, étaient sévèrement punis et les fonctionnaires qui ne sévissaient pas contre eux avec rigueur étaient relevés de leur emploi (1). D'autre part, les fonctionnaires qui n'avaient pas de mission et de *tractoria* ne pouvaient rien exiger, ni logement, ni chevaux, ni provisions. Le diplôme de 844 prescrit aux comtes de ne lever chez les Espagnols ni droits de gîte, ni *veredi*, ni cens, ni tribut, tant qu'ils ne sont pas envoyés en mission.

La *tractoria* contenait la liste des provisions de bouche du *missi* et de sa suite, de tout ce qui est né-

(1) Cap., an. 825, c. 18, Pertz, L. L. I, 245.

cessaire à la subsistance des animaux et à l'entretien du convoi. Les formules de Marculfe (1) font une longue énumération des choses qui doivent être données : tout est prévu jusqu'aux moindres détails, ce qui prouve que les exactions étaient faciles à découvrir : le propriétaire peut refuser les objets qui n'y sont pas inscrits.

Cette organisation minutieuse des transports qui se fait sentir jusqu'à la frontière d'Espagne, peut être considérée comme un essai de restauration du *cursus publicus* romain, mais comme les autres tentatives analogues, il se heurta au désir d'autonomie de tous les peuples qui les entraînait fatalement vers l'émiettement féodal.

(1) Marculfe, livre I ; IX, dans Bouquet, t. IV, p. 472.

CHAPITRE V

EXTINCTION ET NATURE DU DROIT D'APRISION

§ 1. — *Extinction du droit d'aprision*

Nous avons vu qu'une des conditions essentielles de la concession était de défricher le sol, de l'habiter et de fournir certains services. Si l'aprisionnaire se refuse à exécuter les travaux, nous devons croire qu'à défaut de textes, son droit de possession qui n'est que conditionnel va tomber. L'Etat ne peut tolérer la négligence de ces obligations ; à défaut du droit privé, le droit public de cette époque considérerait ce fait comme un acte d'infidélité et la peine de la confiscation serait encourue.

Le droit d'aprision peut aussi s'éteindre par la perte totale du bien concédé : un cataclysme pouvait faire disparaître les terres arables. C'est ce qui s'est produit vers 878 : le monastère d'Exalada (1) en Conflent fut emporté par une violente

(1) V. Alart. « Géographie historique du Conflent », dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, t. X, année 1856, et Marca, anno 878, Charte de restauration du monastère d'Exalada, col. 801, col. 804, col. 806 et 810.

crue de la Têt. Le même fait pouvait se produire pour des aprisions, si le roc, mis à nu, ne permettait plus aucune culture.

En dehors de la destruction matérielle de la chose on peut envisager sa destruction juridique (1) quand la chose subsiste dans sa nature, mais cesse d'appartenir au propriétaire, c'est-à-dire au fisc. Si le concédant est évincé, le concessionnaire lui-même doit déguerpir. Le fait s'est produit vers 812 lorsque les tribunaux des comtes ont jugé que les biens cédés aux Espagnols n'appartenaient pas au fisc, mais aux pagenses. Ceux-ci ont expulsé les intrus. Si l'appel à l'Empereur n'était venu réformer le premier jugement, la perte de l'aprision aurait été définitive. Bien entendu dans ce cas spécial où il y aurait eu faute de l'Etat, ils auraient pu se faire compenser par l'attribution de nouveaux terrains (2).

La destruction juridique pouvait encore se produire du fait de l'ennemi. Supposons une invasion des Arabes, ou seulement un retour offensif comme celui de 793; les domaines royaux tombent au pouvoir de l'ennemi et les biens du fisc sont confisqués au profit des conquérants. Si ces terres étaient occupées par des tenanciers quelconques, les vainqueurs n'auraient aucun intérêt à les expulser, ils

(1) V. Girard. Manuel élémentaire de droit romain, 5^e éd., 1911, p. 334.

(2) C'est ce qui est arrivé pour les pagenses expulsés à leur tour. On leur a probablement donné des aprisions en compensation.

conserveraient leur tenure, leur contrat, leurs lois et leurs coutumes. Mais ce sont des colons qui ont un caractère à la fois économique, politique et militaire. Ils ont déserté le pays soumis à la domination musulmane pour s'engager à faire la guerre aux Infidèles. Par représailles, lorsqu'ils tomberont entre les mains de l'ennemi, leurs biens leur seront confisqués.

Une troisième cause d'extinction de l'aprision est la mort de l'aprisionnaire sans enfants. En effet, nous savons que les fils seuls héritaient. A défaut de postérité, le bien retournait au domaine royal par déshérence. Ce n'est qu'après le diplôme de 844 que les proches sont admis à la succession de l'aprisionnaire et que les cas de déshérence se font par conséquent plus rares.

La confiscation pour infidélité qui est de droit commun à cette époque s'applique naturellement à l'aprision. D'ailleurs les diplômes le répètent souvent : il n'y a de concession que tant que le concessionnaire et ses fils resteront fidèles (1).

L'aprision s'éteint encore par consolidation, c'est-à-dire par le cumul sur la même tête de la nue propriété et de l'usufruit ou plutôt de l'aprision. Tous les éléments du droit de propriété se trouvent confondus, on aura désormais la propriété intégrale. Le fait s'est souvent produit après 844 lorsque les Empereurs ont concédé assez largement aux aprisionnaires les droits qui leur restaient encore,

(1) H. L., II, pr. 12, col. 59 ; pr. 34, col. 100.

par exemple en 847, en 849, en 854 (1). Il y a disparition du *jus aprisionis* par consolidation.

Il faut observer que le transfert du droit de propriété éminente à un tiers ne change pas les droits et les obligations de l'aprisionnaire. Ainsi, à la fin du x^e siècle, les Empereurs semblent avoir souvent cédé leurs droits aux monastères; la première aliénation que l'on connaisse remonte à l'an 837, mais elle n'était alors qu'un fait isolé.

Il faut faire exception pour le cas où le transfert de la propriété éminente a lieu au profit de l'ennemi. Dans ce cas, nous l'avons vu, l'aprisionnaire est expulsé en raison du caractère politique de sa tenure: par rapport à l'Etat musulman, il a commis une infidélité et ses biens sont confisqués.

Nous savons que la mort de l'aprisionnaire n'éteint pas l'aprision, puisque celle-ci est héréditaire, mais en est-il de même de la mort du concédant? La mort du comte n'entraîne aucune modification dans les relations juridiques, il n'a joué de rôle que dans la formalité de la délivrance des terrains. Seule la mort de l'Empereur pourrait affecter le fond du droit. Le grand nombre de confirmations qui sont faites à chaque avènement pourrait nous laisser croire que la concession a besoin d'être renouvelée. Un fait bien connu, c'est que les capitulaires ne sont que des règlements personnels à l'Empereur et ne s'imposent pas à ses successeurs.

(1) H. L., II, pr. 132, col. 276; pr. 135, col. 280; pr. 144, col. 294.

Les diplômes en faveur des Espagnols sont-ils dans ce cas? Nous n'hésitons pas à le croire. Louis le Pieux n'est pas tenu de renouveler pour l'avenir les promesses faites par Charlemagne aux Espagnols il doit seulement respecter les droits acquis; mais, comme il a intérêt à continuer la même politique, il promulgue le précepte de 815 *pro Hispanis*. Il en est de même pour Charles le Chauve en 844.

Donc, les diplômes contenant des offres aux émigrants futurs doivent être renouvelés. En est-il de même pour les diplômes concernant des concessions individuelles? Les aprisionnaires devaient-ils obtenir une confirmation nouvelle de chaque nouvel Empereur? Nous ne le pensons pas. En effet, l'Empereur en donnant des terres aux Espagnols agit dans un but politique, mais il fait un contrat de droit civil, si l'on peut s'exprimer ainsi à une époque où règne une grande confusion. Il donne un bien de la couronne et il n'est jamais dit qu'il le donne pour la durée de sa vie. Bien mieux, un titre écrit n'était pas nécessaire pour acquérir l'aprision, pourquoi une confirmation écrite aurait-elle été obligatoire? S'il nous reste des confirmations d'autant des avénements d'Empereurs, c'est que les grands aprisionnaires, qui par un surcroît de précaution se sont fait donner à l'origine un diplôme ont tenu par prudence à le faire renouveler.

L'aliénation de l'aprision est une opération illécite jusqu'en 844, par conséquent, elle ne peut pas mettre un terme aux obligations de l'aprisionnaire qui doit toujours demeurer dans ses terres. La

vente, l'échange, la donation, sont des contrats nuls de plein droit et qu'il ne peut opposer aux agents du roi. Après 844, ces opérations sont autorisées entre aprisionnaires. Si celui qui aliène cède toutes ses aprisions, il perd sa qualité d'aprisionnaire et son statut social se trouve modifié au point de vue des tribunaux appelés à le juger et de la protection spéciale dont il jouissait auprès de l'Empereur et de ses agents. Cependant l'aprision en elle-même n'est pas éteinte, elle a changé seulement de mains.

En résumé, l'aprision s'éteint par non défrichement, ou par inexécution des obligations du concessionnaire, par la perte totale de la chose, soit qu'elle résulte d'un accident matériel, soit qu'elle dérive d'une cause juridique. Elle s'éteint encore par déshérence, par infidélité du concessionnaire ou par consolidation, c'est-à-dire par le cumul en une même personne de tous les éléments du droit de propriété. Le transfert du droit de propriété éminente à un tiers, la mort des contractants ou les aliénations lorsqu'elles sont permises n'ont aucun effet sur l'existence de l'aprision.

§ 2. — *Nature du droit d'aprision*

Quelle est la nature du droit d'aprision? Est-ce un droit de propriété? M. Cauvet n'en doute pas, M. Imbart de la Tour (1) pense le contraire et nous

(1) V. Cauvet, *op cit.*, p. 112 sq. et Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 150.

paraît plus près de la vérité. Au lieu d'analyser leurs arguments portons directement nos recherches dans les textes de cette époque.

Jusqu'en l'année 844 on ne voit aucun terme qui puisse faire supposer que les aprisionnaires aient sur leurs terres un droit de propriété pleine et entière. Ils prennent le sol, ils le tiennent, ils le possèdent, telles sont les expressions que l'on rencontre souvent. Mais ce ne sont là que des droits tout à fait limités. Le précepte de 815 § 3 ne parle que d'un droit d'occupation pour s'établir dans le pays, pour l'habiter « *in partem quam ille ad habitandum sibi occupaverat* ». Le précepte de 812 n'accorde aux Espagnols que la possession (1); dans celui de 816, il n'est question que du droit d'habiter et de posséder la terre en friche qu'on leur a concédée (2). Nous constatons que dans les diplômes individuels faits en leur faveur et sur leur demande, on ne leur donne tout au plus qu'une possession. S'ils avaient eu des droits plus étendus, c'était une occasion pour eux de les faire insérer dans l'acte. En effet, vers le milieu du ix^e siècle, l'Empereur, pour favoriser certains vassaux, a transformé leur droit d'aprision en droit de pro-

(1) H. L., II, pr. 20, col. 73 : « *Erema loca sibi ad laborandum propriserant... quieti possideant* ».

(2) H. L., II, pr. 40, col. 109 : « *Ad possidendum adepti sunt... ad habitandum atque excolendum deserta loca acceperunt... quidquid de inculto excoluerunt... possideant... eas possideant* ».

priété. C'est la preuve que jusqu'à ce moment là ils ne l'avaient pas.

En 847 (1), Charles le Chauve concède en propriété à un de ses fidèles Alphonse et à ses descendants Gomesinde et Durand quelques biens de ses propriétés « *ad proprium quasdam res nostræ proprietatis quas ipsi et patres ipsorum per aprisionem habuerunt* ». Voilà donc des biens du *pagus* de Narbonne les lieux dits Licinianus, Cabimont et Sainte-Candida qu'ils avaient en aprision, et cependant le roi avait un droit de propriété sur eux. Aurait-il pu donner des choses s'il n'avait sur elles aucun droit? Ce texte montre bien que lorsque l'Empereur concède un droit d'aprision sur une terre inculte, il ne l'abandonne pas entièrement au concessionnaire, il se réserve certains droits.

L'acte de 847 insiste encore « *ad proprium concedimus et de nostro jure in eorum jus ad proprietatem illorum solemni donatione transferimus* ». Par cette donation, le droit d'aprision n'existe plus, il est changé en droit de propriété. Il y a extinction d'un mode de possession qui ne comprenait que l'*usus* et le *fructus*, il y a création d'un droit nouveau comprenant tous les éléments: *usus*, *fructus* et *abusus*.

A partir de 847, les donations de ce genre ne sont pas rares: deux ans plus tard Charles le Chauve favorise du même bienfait son vassal Théodfred, fils de Jean, l'aprisionnaire de Fontjoncouse. Cette

(1) H. L., II, pr. 132, col. 276.

villa appartient encore au fisc, puisque l'Empereur veut honorer le fils de Jean en lui donnant quelque chose de sa propriété, et en lui transférant tous ses pouvoirs (1).

En 854 une donation analogue est faite à deux Goths, nommés Sumnolde et Riculfe, qui avaient des droits d'aprision dans le pagus d'Elne et dans le comté de Roussillon, dans les villæ de Moniane, Villeneuve et des Cabanes et sur le lieu appelé Frusinde. Ces biens appartenaient jusque là au fisc. L'Empereur abandonne désormais l'intégralité de ses droits (2).

De plus en plus, les diplômes insistent, n'hésitent pas à revenir plusieurs fois sur la même question, définissent le plus possible les droits de chacun et montrent d'une façon évidente que le fisc n'avait jamais abandonné ses droits et que s'il fait maintenant une donation entière, c'est que auparavant il n'avait concédé qu'un usufruit héréditaire

(1) H. L., II, pr. 135, col. 280. Il lui concède ses droits de pleine propriété sur Fontjoncouse que son père avait eu en aprision: « *Concedimus... ad proprium quasdam res juris nostri... et quicquid in Fontejoncosa pater suus per aprisione visus est juste habere* ». Nous voyons reparaître plus loin la même formule mentionnée plus haut: « *De nostro jure in jus et potestatem illius solemnî donatione transferimus* ».

(2) H. L., II, pr. 144, col. 294: « *Ipsi hactenus per aprisionis jus habuisse cognoscuntur... in jus proprietarium habendos concedimus* »; le diplôme reproduit les formules citées dans les autres actes et il ajoute: « *Jure proprietario liberam ac firmissimam habeant potestatem* ».

et restreint. Si dès le début, il s'était dépouillé complètement, nous aurions trouvé dans les premiers actes de Charlemagne et de Louis le Pieux, les formules de 847, de 849 et de 854, et cette profusion de termes qui donnent la mesure exacte des libéralités impériales. Au contraire, nous avons trouvé alors des termes exprimant une restriction dans la donation.

Une charte de 837, émanant de Pépin I^{er}, roi d'Aquitaine, en faveur de l'abbaye de Lagrasse, confirme ce que nous disons. Après diverses concessions à cette abbaye, le roi lui donne les ap^risions que les Espagnols ont tirées du désert en vertu d'un précepte impérial et dont ils ont déjà fait donation à ce monastère (1). Si le roi donne ces ap^risions, c'est qu'il a encore des droits sur elles, c'est donc que les Espagnols ne sont pas pleinement propriétaires: ils ont l'*usus* et le *fructus*, le roi a l'*abusus*.

Quelques actes cependant sont plus difficiles à interpréter. En 833, Louis le Pieux fait une donation à un de ses vassaux nommé Wimar. Wimar est allé au Palais de l'Empereur et a sollicité pour lui et son frère un privilège sur le *vicus sirisidium* que leur père avait défriché et transformé en villa. Il demande que l'Empereur lui donne le droit de propriété (2). Louis le Pieux lui répond en lui don-

(1) V. p. 86.

(2) H. L., II, pr. 84, col. 183: « *Ab eremo in Septimania trahens ad villam construxit...; proprietario jure concede-*

nant la possession. De droit de propriété, il n'en est nullement question dans la réponse de l'Empereur. Le mot *aprision* n'est pas dans le texte, il est cependant probable que la concession faite à Wimar est une *aprision*, car elle en présente tous les caractères: c'est une terre tirée du désert et concédée en usufruit héréditaire. Le vassal demande un privilège, puis un droit de propriété, le diplôme prend acte de ses prétentions, c'est tout ce qu'on lui accorde; on n'insère pas même la formule de la protection royale, du *mundebour*, mais il y a celle de la garantie d'éviction. En somme le droit d'*aprision* se réduit toujours à un droit de jouissance.

Un diplôme dans la même forme, pour d'autres terres est fait en 834 en faveur du même vassal Wimar (1), on peut l'expliquer de la même façon.

Une difficulté du même ordre apparaît dans un précepte de Charles le Chauve, daté du 19 mai 844, et fait au monastère de Saint-Saturnin pendant le siège de Toulouse (2). Certains Espagnols du comté de Béziers, Racemire, Aurifeuille, Elias, Cicila, les prêtres Hausemunde et Mirabilis vont au quartier général de l'Empereur, devant Toulouse. Ces Espagnols habitent des terres du fisc et y sont casés,

remus ad habendum suisque posteris in hereditate ». L'Empereur répond: « *...ipsi et posteritas eorum possidere valeant* » et plus loin, il insiste: « *liceat eis nostræ auctoritate eamque tenere et possidere suisque heredibus hereditario jure conferre* ».

(1) H. L., II, pr. 86, col. 188.

(2) H. L., II, pr. 110, col. 228.

le diplôme dit: « *Consistentes ac in nostræ proprietatis prædiis commanentes* ». Ils exposent leur cas à l'Empereur. Ils lui disent qu'Ildéric Pierre ou Emesilus et quelques-uns de leurs parents et de leurs descendants s'étaient réfugiés dans les villæ d'Aspiran et d'Albinian; ils les tenaient à juste titre et du droit de propriétaires « *et eas juste tenerent et proprietario jure* ». Ces aprisions ils les avaient tirées du désert et les avaient cultivées. Ils veulent faire établir leur statut par un diplôme impérial. Mais Charles le Chauve, comme c'est de règle en bonne administration, fait procéder à une enquête sérieuse par quatre *missi* ; l'archevêque Noton, le comte palatin Elmerad, le marquis Suniefred et le comte Suniaire.

Enquête faite, l'Empereur rend son édit dans lequel il mentionne les faits que nous venons de rapporter, les prétentions des Espagnols et l'enquête ordonnée. Puis il défend aux tiers de troubler les aprisionnaires dans leurs biens, les fait bénéficier de la protection royale et leur accorde une possession et une tenure héréditaire, comme celle que les Empereurs précédents ont accordée aux descendants des aprisionnaires: « *Sicut a progenitoribus magnisque imperatoribus parentibus eorum constat esse concessum...* »

Pour expliquer cet acte, nous nous servons du même genre d'arguments par lequel nous avons expliqué celui de 847. Les réfugiés profitent des embarras de Charles le Chauve, ils essayent de se faire accorder un droit de propriété qu'ils n'ont

pas, et l'Empereur le souligne dès le début: ils habitent, non dans leurs terres, mais dans celles du fisc.

De plus, il ordonne une enquête à laquelle les postulants ne s'attendaient pas, et il ajoute malicieusement qu'elle n'a rien d'extraordinaire, que c'est la coutume royale. L'enquête a tourné contre eux: ils occupent bien des aprisions, mais les aprisions ne sont pas des propriétés; leurs pères ont eu un usufruit héréditaire, qu'ils possèdent comme leurs pères « *sicut parentibus* ». Dans le cas où ces derniers auraient reçu une donation en toute propriété, leurs droits sont ainsi réservés. Si une nouvelle information vient à le démontrer par des titres authentiques ou par un jugement selon la loi, le diplôme ne compromet personne, et ils posséderont comme leurs pères à titre de propriétaires. Ce n'est pas impossible, car la monarchie franque continue à faire des libéralités de ce genre. Jusqu'à ce jour la preuve de ce droit n'a pas été faite et on n'a prouvé qu'une simple possession. Le diplôme ne va pas plus loin, il n'engage pas l'avenir.

L'édit se termine par deux clauses nouvelles à cette époque: ces Espagnols pourront transmettre leur succession à leurs proches; tandis que jusque là leurs fils seuls leur succédaient; ils auront aussi le droit d'aliéner pourvu que soit entre eux, c'est-à-dire entre personnes qui ont des aprisions.

Si on avait voulu leur donner un droit de propriété, c'était dans la deuxième partie de l'acte, après l'enquête, qu'on en aurait trouvé la consécra-

tion formelle; or, il n'y est question que d'une tenure, d'un droit de jouissance.

Dans ces temps difficiles du règne de Charles le Chauve, ce groupe d'Espagnols, cette association peut-être, représente une force, car ce sont des hommes libres et par conséquent des soldats. Ils ont une influence politique, militaire et même morale, car il y a des prêtres. Ils réclament dolosivement un droit de propriété. L'Empereur n'ose pas les mécontenter et refuser nettement, mais par un détour de langage, par une réticence dans la partie essentielle de l'acte le notaire du Palais leur dérobe le droit de propriété pleine et entière qu'ils tentaient de se faire attribuer.

On va même se jouer d'eux jusqu'au bout: on prépare dans les bureaux un diplôme qui paraîtra trois semaines après, le 11 juin, qui étendra les droits des apriionnaires et leur donnera à tous la faculté d'aliéner entre eux et de laisser leur succession à leurs proches. On devance pour eux cette faveur et dans la dernière phrase de l'acte on leur ajoute ces deux clauses. Ils croient que c'est là une compensation et se réjouissent de ne pas être allés en vain auprès de l'Empereur; mais en réalité, ils n'ont pas obtenu le droit de propriété.

En somme, l'aprision n'est pas un droit de propriété.

Cependant nous ne pensons pas qu'on puisse l'assimiler au bénéfice. Nous avons vu que l'apriionnaire avait pour obligation essentielle de défricher; le bénéficiar n'est pas nécessairement tenu de cultiver et de rendre la vie aux terres désertes.

Il y a d'autres différences entre ces deux institutions. A l'origine, le bénéfice n'est qu'un usufruit temporaire, révocable à volonté ; il devint bientôt viager et c'est sous ce caractère qu'il est le plus connu. Il prend fin par la mort du concédant et par celle du concessionnaire. Généralement l'acte est renouvelé, mais il faut toujours en droit, une confirmation solennelle. Ce n'est que très longtemps après vers la fin du ix^e siècle, lorsque cette institution était décadente et déjà méconnaissable que le bénéfice est devenu en fait héréditaire.

Or, si nous analysons les caractères de l'aprision, dès le début, dès le premier monument qui nous la rapporte, nous constatons qu'elle est héréditaire de père en fils. Observons que nous sommes à la fin du viii^e siècle à une époque où les bénéfices sont viagers, où la monarchie franque est en pleine vigueur. Au début du ix^e siècle, lorsque sont faits les règlements généraux sur les réfugiés espagnols, l'Empire nouvellement fondé est à l'apogée de sa puissance et ne laisse pas encore les particuliers et les fonctionnaires empiéter sur ses droits. Les comtes et les grands sont loin de réclamer l'hérédité des bénéfices ; pendant ce temps, sans intervention impériale, les fils des aprisionnaires, même les plus humbles, succèdent à leur père de plein droit. Le bénéfice est viager, l'aprision dès son origine est héréditaire, voilà une deuxième différence essentielle.

Ajoutons à cela que l'aprisionnaire est toujours exempté d'impôt, de redevance et de cens. Le béné-

ficier peut l'être, mais ce n'est pas nécessaire, il paie généralement l'impôt, des redevances et le cens.

Les aprisionnaires forment une société à part; ils jugent les petits procès entre eux; on leur garantit l'usage de leurs lois et de leurs coutumes, et même la lettre d'Eginhard aux habitants de Mérida leur offre de choisir la loi qu'ils voudront (1). Les bénéficiers n'ont jamais eu ce privilège; ils jugent bien les hommes établis sur leurs terres, c'est là un effet ordinaire de la justice domaniale qu'exercent aussi les aprisionnaires pour les *causæ minores*; mais ils n'ont jamais eu en droit, un tribunal spécial, une sorte de juridiction corporative, pour juger entre eux leurs procès.

En résumé, l'aprision entraîne l'obligation de défricher; elle est héréditaire, exempte de redevances, elle donne le droit aux aprisionnaires de se juger entre eux. Le bénéfice n'oblige pas toujours à défricher, il est viager, il peut être chargé de redevances, il soumet le bénéficié aux tribunaux ordinaires. Telles sont les différences essentielles qui interdisent d'assimiler les deux institutions.

M. Brunner avait déjà dit que : « *le jus aprisionis* occupe une place intermédiaire entre l'ancienne donation de terres et le bénéfice royal ».

D'ailleurs, nous ne voyons jamais le bénéficié concéder ses terres en aprision, car il ne peut don-

(1) V. ch. I, p. 16.

ner sur un objet plus de droits que ceux qu'il a, cependant l'opération inverse n'est pas rare. Les préceptes de 815 et de 844, § 4, font allusion au cas où un aprisionnaire accorde un bénéfice sur ses terres. Le fait s'est produit: nous citerons par exemple le diplôme de 854 (1). Le droit d'aprision n'est donc pas un droit de propriété, mais il est bien plus étendu que le droit que confère un simple bénéfice.

Il est donc inutile de prouver que l'aprision n'est pas seulement un usufruit; en effet, en plus du droit de jouissance l'aprisionnaire a un droit héréditaire et une immunité judiciaire.

Nous sommes donc obligé de conclure que l'aprision est une institution originale créée par les Carolingiens pour gratifier les Espagnols en échange des services qu'ils rendaient à la monarchie en défendant ses frontières.

Avant de proposer une définition de cette institution, nous réfuterons l'opinion qui s'est accréditée sous l'influence de M. Cauvet et des auteurs germaniques, opinion qui fait du droit d'aprision un droit d'occupation.

M. Brissaud définit l'occupation: « l'appréhension *animo domini* d'une *res nullius* » il ajoute qu'elle tient peu de place dans notre ancien droit.

(1) H. L., II, pr. 144, col. 294: « *concedimus ad proprium... simul etiam cum eisdem rebus, quas ipsis aprisionibus avus eorum et genitor Sunvildus et Hadebonsus quibusdam hominibus beneficiario jure habere permisisse sciuntur* ».

« On ne la rencontre qu'à l'époque barbare sous la forme de l'aprisio ou *Neùbrùch*. Du consentement exprès ou tacite de la communauté à laquelle il appartient, un simple particulier met en culture une portion du territoire sur lequel elle s'est établie. Il la défriche et se l'approprie; nul ne s'y oppose parce qu'il ne nuit à personne et que d'une façon ou d'une autre, on le sent, cette conquête d'un seul tournera au profit de tous. Là où il n'y a pas de communauté ou même, avec le temps, sur le territoire des communautés, on voit le roi autoriser l'aprision » (1).

Chez les Espagnols, il n'y a pas de communauté bien qu'ils forment une classe à part dans la société, au point de vue judiciaire. Les concessions qu'on leur fait sont toujours individuelles. Pour prouver que le droit d'aprision est un droit d'occupation, il faudrait prouver que les biens ainsi acquis sont des biens sans maître. Or, tous les actes prouvent le contraire, ils nous apprennent que ce sont des biens du fisc, et qu'ils conservent cette qualité même après que le roi a permis le défrichement.

Il faudrait prouver encore que l'aprisionnaire s'approprie la terre qu'il défriche et la preuve est ici encore plus difficile; nous avons démontré que le droit d'aprision n'est pas un droit de propriété, mais seulement un droit de jouissance.

(1) J. Brissaud. Cours d'histoire générale du droit français public et privé, Paris, 1904, t. II, p. 1260.

Il ne faut donc pas confondre cette institution telle qu'elle a été appliquée aux Pyrénées avec celle qui porte le même nom et qui a fonctionné en Germanie; l'idée commune aux deux, le défrichement, a provoqué leur assimilation et leur homonymie. Or, il y a des différences essentielles entre elles qui ne permettent pas la confusion. Défrichement, *Aprisio*, *Captura*, *exartum*, *bifang*, *Rodung*, *Neubruch* et tous les termes synonymes peuvent désigner ce mode de mise en culture, mais l'exploitation des hermes se fait selon des modes juridiques différents en Germanie et dans les Pyrénées méditerranéennes. Dans le premier pays, on prend en toute propriété la terre vacante, dans le deuxième on demande une concession en usufruit perpétuel d'une terre appartenant toujours au domaine royal (1).

L'aprision n'est donc pas un droit d'occupation. C'est, avons-nous dit, une institution spéciale; on peut la définir ainsi :

Dans les Pyrénées méditerranéennes, le droit d'aprision est le droit de prendre possession, en usufruit héréditaire, d'une terre déserte appartenant au fisc, sous condition de la défricher, droit accordé à un homme qui est libre ou qui le devient et

(1) M. Thévenin. *Les Communia*, dans *Mélanges Renier*, 1887, p. 121. « Textes relatifs aux institutions privées et publiques aux époques mérovingiennes et carolingiennes, Paris, 1887 ».

qui jouit de privilèges spéciaux, notamment au point de vue judiciaire.

Cette institution a été créée par les Carolingiens pour récompenser les Espagnols. Ils auraient pu le faire par d'autres moyens. Ils auraient pu leur faire une donation intégrale de tous leurs droits sur une portion des biens du fisc, de tous leurs droits privés bien entendu ou bien ne céder que le moins possible et faire une concession en précaire, à vie aux Espagnols, soit gratuitement, soit moyennant un cens. Ils pouvaient leur concéder un bénéfice, comme on le faisait depuis longtemps. Il leur était aussi loisible de leur consentir une sorte de bail emphytéotique ou une censive, ce qu'on pratiquait déjà au ix^e siècle. Enfin, à cette époque, le contrat de complant était déjà connu (1) et se prêtait bien à ce genre d'exploitation : une terre inculte était donnée à un homme qui se chargeait de la mettre en valeur. Au bout d'un certain temps, ordinairement cinq ans, la plantation était divisée en deux parts, l'une allait intégralement au propriétaire, l'autre restait en possession du cultivateur. Ce contrat aurait parfaitement convenu à ce pays, car il était surtout pratiqué pour les plantations de vignes et elles étaient déjà nombreuses autour du golfe du Lion.

L'institution de l'hostise si répandue au moyen âge pour faire de la culture extensive, existait déjà sous les Carolingiens et peut-être même du temps

(1) Henri Sée, *op. cit.*

de Charlemagne. Les terres nouvelles, prises sur les forêts, sur la mer, sur les garrigues et les étendues désertes, étaient livrées à des étrangers, des hôtes (1) qui les mettaient en valeur. C'était un bon moyen pour défricher la terre du fisc. L'entreprise était donnée à titre viager ou à titre perpétuel, moyennant un cens annuel. Le concessionnaire subdivisait le domaine en lots d'une étendue déterminée sur lesquels il casait des hôtes. Il faisait construire des maisons, souvent même de nouveaux villages (1). Le paysan recevait une tenure, une hostise. Il lui était donné ordinairement la liberté, s'il ne l'avait déjà. Par l'hostise ont été créées de grandes colonies agricoles de défricheurs au moyen âge.

Pour quelles raisons, Charlemagne n'a-t-il pas fait appel aux modes d'exploitation en usage et a-t-il créé une institution nouvelle? Nous pensons qu'il faut chercher l'explication dans la situation politique de l'époque. Charlemagne avait besoin de soldats, il fallait traiter avec les chrétiens espagnols, passer un contrat et même un contrat onéreux. Les Espagnols devaient demander des terres en toute propriété. C'était lier à jamais les mains du fisc qui aurait dépensé en un jour tout son crédit: la terre prise, les émigrés auraient été de mauvais serviteurs, comblés de richesses, ils auraient mal

(1) Remarquons que les textes donnent souvent aux Espagnols le nom d'hostolenses.

(1) Guérard. « Cartulaire de N.-D. de Paris », préface, p. 204 sq. et H. Sée, *op. cit.*, livre II, ch. IV.

obéi. Il fallait les tenir en haleine, leur donner peut-être beaucoup de terre, mais le moins possible de droits, afin de faire retomber sur leur tête petit à petit les avantages, pour récompenser les meilleurs et encourager les autres à servir fidèlement.

On doit leur avoir promis un précaire qu'ils ont sans doute refusé dédaigneusement, puis un usufruit, puis un bénéfice. La transaction doit avoir été laborieuse et longue. Les missi du roi devaient être sur le point de céder sur la question de propriété. On doit avoir réglé les détails du contrat. La terre est à défricher, mais les colons exigent pour entreprendre ce long travail que leurs fils héritent de ces terres; sans cela, ils ne consentent pas à briser les rocs des garrigues, à assécher les marais, à arracher les buissons pour mettre en culture le bien du fisc. Voilà le point où les Espagnols ont été irréductibles: le sentiment de la famille. Il a fallu céder devant leur volonté. Mais on s'est aperçu que ce n'était pas là un bénéfice. Qu'importe, on a cédé quand même. Cependant dans les actes, il a fallu donner un nom à un contrat inconnu, à ce nouveau mode de tenure inconnu jusque là, à cette combinaison bâtarde tenant du bénéfice et de la propriété. On l'a appelé sans aucune prétention une prise de terre, une entreprise, une *aprisio* du nom qu'on employait déjà en Germanie pour traduire *bifang* et pour désigner le droit d'occupation des terres incultes.

L'hérédité de la tenure, ce vice congénital que portait à sa naissance cette institution, l'a suivie

durant toute son existence avec une fatalité inéluctable, jusqu'au moment où elle a entraîné sa disparition. La royauté se leurrait peut-être de l'espoir de revenir sur ces concessions, lorsque l'instant propice serait venue. Si elle ne pensait peut-être pas à confisquer la terre, peut-être espérait-elle un jour se faire payer un prix de location sous forme de redevance ou d'impôt, car du moment où elle n'aurait plus de terres à distribuer pour payer les services, elle périrait faute de serviteurs. Un gouvernement fort aurait sans doute pu imposer plus tard des redevances aux tenanciers, leur imposer une contribution aux charges publiques.

Mais la possession héréditaire accordée à de nouveaux sujets, bien mieux à des soldats, voilà un ver rongeur de plus introduit dans l'édifice vermoulu construit par les rois francs sur les ruines de l'Empire romain. Des hommes qui ont souvent sauvé l'Empire de Charlemagne des invasions, qui ont tiré du désert la terre qu'on leur a concédée, qui ont obtenu de la transmettre à leur fils se considéreront comme propriétaires : nous l'avons vu dans deux ou trois actes. Le droit de propriété de l'Etat ne se manifeste jamais d'une façon extérieure et matérielle ; il ne perçoit pas de redevance annuelle, il n'y a aucun agent chargé de rappeler périodiquement à l'aprisionnaire qu'il n'est pas chez lui. Ce tenancier va l'oublier. Dans les premiers temps, il s'inquiétait de son sort, il sollicitait des confirmations scellées de la main impériale, nous en avons la preuve dans l'histoire de Fontjoncouse. Peu à

peu, cette crainte s'évanouit, il se sent le maître, bien hardi qui viendrait l'expulser de sa terre. En droit il n'a qu'une possession, en fait, elle équivaut à la propriété.

Entre temps, la royauté se déchire elle-même : les fils des Empereurs se disputent la couronne ; ils ne songent pas à ranimer le principe d'autorité, au contraire, ils flattent les sujets pour avoir des partisans, des fidèles. Ils vont consolider cette situation de fait, ils vont élargir les droits des apriionnaires et donner à certains la propriété entière, à d'autres même des chartes d'immunité. Dès ce jour, l'œuvre est terminée, le tenancier est devenu le maître, le seigneur de sa terre et le seigneur de ses hommes. L'hérédité de la possession a entraîné en moins d'un siècle la perte de l'apriion.

CHAPITRE VI

LES EFFETS POLITIQUES DES ETABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS

§ 1. — *La recommandation*

Le § 6 du précepte de 815 invite les Espagnols à se recommander aux comtes. A la période franque, la recommandation était devenue un système de gouvernement. Dans l'idée romaine, les sujets étaient attachés à la fonction impériale, plutôt qu'à la personne de l'Empereur : ils prêtaient serment à l'Etat plutôt qu'à celui qui se trouvait investi des fonctions suprêmes. Dans la monarchie franque au contraire, le serment avait un caractère personnel : c'était un symbole de dévouement à la personne de l'homme que ses pairs avaient consenti à prendre comme chef. Les Carolingiens n'eurent pas l'idée, ou peut-être la force de changer ce principe de gouvernement. Ils mirent au contraire leur espoir dans un raffermissement de la confiance qui devait unir le souverain à son peuple. Au lieu d'avoir des sujets qui respectent en lui la puissance publique, ils préférèrent n'avoir que des clients librement unis

à eux par les liens du patronage, car les comtes eurent leurs vassaux, de même que les centeniers, les vicaires et les vicomtes; de même les personnages influents, mais sans caractère officiel se constituèrent une troupe de gens dévoués à eux.

Au milieu de cette liberté exagérée dans le choix des protecteurs, la royauté menaçait d'être oubliée et délaissée. L'affection ne se portait pas vers elle spontanément. Il fallait qu'elle attire l'attention des fidèles ou tout au moins des plus influents par des largesses fréquentes. Les biens du fisc servirent à récompenser l'obéissance des sujets qui, dans l'Empire romain obéissaient gratuitement et par contrainte. Il était donc naturel qu'à chacun de ses bienfaits, le roi réclame en retour une marque de confiance et d'amitié de la part du bénéficiaire. Lorsque Charlemagne concédait des apensions aux Espagnols réfugiés, il les invitait à se recommander à ses comtes qui eux-mêmes étaient engagés à lui par la foi du serment (1).

De même que la concession de terres appelait une manifestation de fidélité, de même la recommandation entraînait souvent en sens inverse une concession de terres. Il était probable qu'en retour de cette recommandation, le comte céderait quelque bien en bénéfice à son nouveau vassal. Ainsi s'explique la dernière phrase: « Si l'Espagnol a reçu un bénéfice de celui auquel il s'est recommandé qu'il sache qu'il devra désormais à son senior les

(1) H. L., II, pr. 33, col. 97.

services et l'obsequium fixés par la coutume ». Nous savons d'ailleurs que le fait s'est produit puisque le précepte de 816 parle des réfugiés qui se sont recommandés au comte, aux vassaux du roi ou aux vassaux du comte, et qui ont reçu des terres à cultiver. Il est même question de réfugiés qui se sont recommandés à leurs pairs.

La cérémonie de la recommandation était symbolique : le vassal se présentait à son senior avec ses armes, et comme l'indique l'étymologie du mot, il lui mettait les mains dans les mains « *se commendabat* ». Il jurait alors fidélité. C'est ce que fit Jean en 793 et en 815. Ce serment est une innovation de la société franque et n'existait pas dans la *commendatio* ou le *patronicum* romain. Il n'a pas un caractère religieux, il n'a pas lieu dans une église ou sur les reliques d'un saint. La conscience et l'honneur seuls y sont engagés. Tout le moyen âge conserve ce serment du vassal au suzerain.

La recommandation est un acte volontaire, personnel, le vassal n'a pas été appelé, il est venu spontanément, il y a là une idée d'association, d'union, d'engagement mutuel, c'est un contrat, un contrat de foi, le « *fœdus fidei* » qui attache fortement l'inférieur au supérieur et qui en fait son homme. En retour le senior s'engage à le protéger de tout son crédit. « Il est juste que ceux qui nous promettent une foi inviolable soient soutenus de notre protection » (1).

(1) Fustel de Coulanges. « Histoire des institutions politiques de l'ancienne France », t. V ; « Les origines du sys-

En 815, les Espagnols ne peuvent se recommander qu'aux comtes, mais le précepte de 844 § 9 leur permet de se recommander même aux autres hommes libres. Dès l'an 815 eux-mêmes peuvent avoir des vassaux. En effet les § 3 et 4 du précepte de 815 prévoient le cas où ils auront appelés d'Espagne d'autres hommes pour les établir dans leurs terres, il leur permet de réclamer sans condition leur service « *utatur illorum servitio* ».

Le mot *vassus* n'est pas employé, mais on voit clairement qu'il s'agit d'hommes qui tombent dans le service d'autrui. D'ailleurs, le § 4 du précepte de 844 revient sur cette question et prévoit le cas où ce subordonné choisira le séniorat d'un autre personnage, qu'il prendra par exemple pour senior le comte ou le vicomte ou le vicaire ou tout autre personne; il lui donne la faculté de suivre son nouveau patron à condition de ne rien emporter de ce que le premier lui avait confié.

Ceci est exorbitant du droit commun, en effet un capitulaire de 813 (1) prescrit que le vassal ne peut quitter son maître que si celui-ci a voulu le tuer, le frapper du bâton, déshonorer sa femme ou sa fille, essayé de lui ravir ses biens paternels. Mais, dans tous les cas et ici le diplôme de 815 est conforme à la loi des Goths, lorsque le vassal quitte le senior,

tème féodal. Le bénéfice et le patronat pendant l'époque mérovingienne », ch. 14.

(1) Pertz. Legum, t. 1, p. 187, § 16.

il doit restituer ce qu'il a reçu de lui (*Lex Wisigothorum*, V, III, c. 1).

C'est exactement la même situation prévue par le deuxième précepte, vingt-neuf ans après, mais ici le langage devient plus clair et le mot *senioratum* est exprimé. Nous ne sommes pas loin du capitulaire de Mersen de 847 qui dit que « tout homme libre a la faculté de choisir dans le royaume le senior qu'il voudra suivre, soit le roi lui-même, soit le premier venu des fidèles du roi ».

Les seniores furent déclarés responsables des actes de leurs recommandés.

La hiérarchie se rétablit ainsi dans la société, mais le roi, peut-être sans s'en rendre compte, éloigne de plus en plus de lui ses sujets inférieurs. Il interpose entre lui et eux un grand nombre de personnes qui rendront l'administration plus compliquée et plus lente; il croira trouver le remède à cet état de choses, en supprimant les intermédiaires, en rattachant directement à lui les grands propriétaires fonciers, en les détachant de l'action des comtes, en créant des immunités. C'est ce qui se produit peu à peu pour les réfugiés espagnols. Les privilèges qu'on leur avait accordés au point de vue des exemptions d'impôt et surtout les privilèges de juridiction, les avaient soustraits en grande partie à l'autorité des comtes, qui cependant avaient exercé sur eux des exactions.

§ 2. — La justice domaniale

Le l. 3 du précepte de 815 (1) permet aux Epa-rachs de rassembler dans leurs domaines des hommes de toutes conditions et de tous pays; il leur permet d'avoir des serfs. Il leur donne le droit de justice sur tous leurs hommes, en restreignant cependant leur compétence aux *causæ maiores* (2). C'est grâce à ce diplôme (1. 3) qu'on a pu préciser quels étaient à l'époque franque les crimes et délits qualifiés *causæ maiores*. Ce sont l'homicide, le rapt, l'incendie, le pillage, la lésion d'un membre, le vol, les larcins et les attentats contre les biens d'autrui. Les cas sont réservés à la juridiction du comte. En 844, ils sont réduits aux trois premiers. A ces *causæ maiores*, il faut ajouter encore, semble-t-il, les questions d'état, en particulier les procès relatifs

(1) H. L. II, pt. 32, col. 97; c. III. *Et si quisquam eorum in portem quam ibi ad habitandum ibi occupaverat, alios homines undecunque venientes adtraxerit, et secum in portione sua quam aprisionem vocant, habitare fecerit, utatur illorum servitio absque alicujus contradictione vel impedimento, et liceat illi eos distringere ad justicias faciendas quas ibi inter se debere possunt. Cetera vero iudicia, ad est, criminales actiones, ad examen comitis reserventur ».*

(2) Les diplômes individuels relatifs à cette juridiction, par exemple celui de Louis le Pieux en faveur de Jean en 815 interdit aux Comtes de contraindre et de juger les hommes qui habitent sur ses terres. Ce pouvoir passe aux mains de Jean.

à la liberté dans lesquels la qualité d'homme libre est contestée par un habitant de l'immunité, soit par l'aprisionnaire lui-même, soit par un autre habitant du domaine; ajoutons à celà les actes de juridiction gracieuse, les autorisations aux femmes mariées, les autorisations d'épouser les veuves, etc. *Ratione personæ*, l'aprisionnaire ne peut juger que les habitants de son domaine; dès qu'un tiers est mis en cause, c'est le tribunal du comte qui est compétent.

Cette disposition du diplôme de 815, érigeant l'aprisionnaire en juge de ses hommes, est conforme à la coutume de l'époque, c'est une application de la justice domaniale. Cette justice d'apparence patriarcale comporte cependant une discipline stricte. Elle diffère de la justice ordinaire par le droit de correction: la peine de 60 coups de bâton est souvent appliquée. Si le délit est commis hors du domaine, le maître est responsable de son esclave et de son serf; celui-ci n'a pas de personnalité et ne peut jamais être défendeur.

L'aprisionnaire peut confier le soin de rendre cette justice à l'intendant de son domaine dont les fonctions judiciaires deviennent si importantes qu'on l'appelle *judex*. A l'intérieur de l'aprision, le *judex* rend la justice, à l'extérieur, il représente le serf chaque fois que celui-ci est appelé devant la justice royale.

Cette justice domaniale est bien différente de la justice féodale qui apparaîtra plus tard, elle a

d'autres origines (1). Elle semble dériver du droit de correction que le maître a sur l'esclave, du droit de propriété qu'il avait à l'origine sur lui, et aussi du droit de possession qu'il exerce sur sa terre. En effet, sa compétence est limitée au domaine et ce sont les agents du possesseur qui en ont la charge. D'ailleurs peu à peu, cette juridiction constitue pour le détenteur du sol une source de profits, de revenus que l'on peut compter au nombre des redevances, elle n'est pas un service public, elle devient une forme de l'exploitation des paysans par les maîtres des fonds ruraux, aussi plus tard les seigneurs se disputeront âprement les droits de justice.

Il ne faut pas cependant y voir une appropriation des droits publics, cette justice intérieure du domaine dès le début de son existence qui remonte à l'Empire romain, a été indépendante de la justice publique. Les constitutions impériales défendent aux grands propriétaires de *latifundia* de juger les personnes habitant sur leurs terres. C'est une preuve que cette justice existait en fait. Elle était nécessaire au milieu de l'anarchie grandissante dans le bas Empire, et de la disparition de l'autorité publique. Les faibles cherchaient un patron et un juge auprès des personnes qui en fait exerçaient l'autorité locale. A ces origines romaines, il faut ajouter une tradition germanique : le maître de la maison est responsable de ce qui se passe chez lui : de cette responsabilité est né pour lui le droit

(1) Henri Sée, *op. cit.*

de juger ses hommes et de les représenter en justice.

De cette juridiction de l'aprisionnaire ou du judex, il ne nous reste aucun jugement écrit. Les jugements se rendaient oralement, de même que ceux qui émanaient d'un tribunal public. Charlemagne n'a pas réussi à obtenir des comtes eux-mêmes qu'ils portent leurs jugements par écrit: ils ont continué à rendre des sentences orales, des jugements à recorder. L'usage de ces jugements à rappeler par les témoins, ou records, s'est prolongé jusqu'à saint Louis.

§ 3. — *La justice entre aprisionnaires*

Dans les appels aux chrétiens espagnols l'Empereur leur promettait le respect de leurs lois, de leurs usages et de leurs coutumes. Un effet de cette promesse est réalisé par une sorte d'immunité judiciaire: la dernière phrase du § 2 du diplôme de 815 leur permet de juger entre eux leurs différends (1) comme ils le font depuis qu'ils sont établis c'est-à-dire depuis l'an 778 environ. M. Kroell fait remarquer que c'est un des rares textes remontant à l'époque des premiers Carolingiens qui nous parlent d'une manière positive de l'existence d'une juridiction d'immunité (2).

(1) H. L., II, pr. 33, col. 97: « *Cæteras vero minores causas more suo sicut hactenus fecisse noscuntur inter se mutuo non prohibeantur* ».

(2) Kroell. « L'immunité franque », p. 206.

La compétence *ratione materiæ* de cette juridiction ne comprend que les *causæ minores*. Toutes les *causæ majores* doivent être portées devant le tribunal du comte, quelle que soit la personne qui a commis ces crimes ou délits et en quelque lieu que ce soit.

Cette compétence, quoique restreinte, comprend encore beaucoup de cas, par exemple, tous les procès relatifs à la tenure, les procès qui ont pour objet les relations nées de la vie rurale, le bornage, le ban des vendanges, les rixes sans gravité, les contraventions ordinaires, etc. En 844, Charles le Chauve élargit la compétence de ce tribunal en réduisant à trois les *causæ majores*: l'homicide, le rapt et l'incendie; de ce fait, les cinq autres délits, lésion de membre, brigandage, vol, pillage, usurpation de choses d'autrui lui sont attribuées.

Ratione personæ, ce tribunal des apriisionnaires ne connaît que des différends qui surgissent entre eux. Donc, si le procès a lieu entre un apriisionnaire et un étranger, le tribunal compétent est celui du comte. Si ce tiers consent à comparaître devant le tribunal des apriisionnaires, ce n'est qu'une tentative de conciliation extrajudiciaire à laquelle on ne peut le contraindre et qui ne lui enlève pas son droit de recours au tribunal public.

Cette solution est conforme à l'ancien droit des immunistes; mais à l'époque carolingienne la législation avait évolué, et les tiers devaient actionner les habitants de l'immunité devant le tribunal de l'immuniste. La juridiction de l'apriision nous appa-

raît donc comme conforme aux anciennes coutumes et comme formant une exception avec le droit commun de son temps.

La composition du tribunal des aprisionnaires est un fait sur lequel plane la plus grande obscurité. Rien ne vient nous révéler son fonctionnement, ni formules, ni actes de procédure, ni jugements.

Nous ne pensons pas qu'il soit question d'un arbitre choisi d'une façon permanente, ce serait contraire aux coutumes de la période franque. Il semble probable que son organisation est semblable à celle du tribunal du comte. C'est la règle qui paraît être suivie à cette époque pour ces sortes de juridictions exceptionnelles : tel le tribunal de l'église d'Angers dès le ^{vi}^e siècle. Mais la juridiction qui nous concerne a un ressort plus étendu qu'une simple aprision, il étend sa compétence sur un groupe d'aprisions, sans doute sur toutes celles d'un comté, car il n'est pas possible de concevoir que de Barcelone à Béziers, un seul tribunal soit en fonction. Nous pouvons admettre qu'il y a eu sept tribunaux et plus tard neuf fonctionnant en dehors du tribunal public, à raison d'un par comté.

Ce tribunal ne doit être composé que d'Espagnols réfugiés qui ont reçu des terres incultes. Qui préside ?

Nous ne voyons nulle part qu'il y ait une hiérarchie dans l'état des aprisionnaires, chacun à reçu une portion individuelle. Nous ne voyons rien ici qui ressemble à une co-propriété ni à un groupement analogue à celui de la Mark germanique, ni

aux colonies de vétérans romains établis aux bords du Rhin, aucune personnalité ne paraît être à la tête de ces agglomérations. Aussi croyons-nous qu'il n'est pas question ici d'un tribunal militaire comme celui qui jugeait les vétérans des *agri limitanei*.

Serait-ce une assemblée générale un mall des aprisionnaires, ceux-ci choisissant les *boni homines* qui siègent sous la présidence de l'un d'entre eux élu par cooptation? Il ne faut pas oublier que les Carolingiens ont peu à peu substitué aux magistrats populaires les agents du pouvoir royal. Le *thonginus* a cédé la place au comte qui se transporte de centaine en centaine pour rendre la justice au nom du roi. Le centenier, plus souple, n'a pas disparu mais est devenu le représentant du comte et a perdu son caractère populaire. Rappelons encore que les hommes libres éprouvaient une grande répugnance à se rendre aux plaids et que leur absence entraînait pour eux des amendes, que Charlemagne dût réduire les plaids à trois par an, enfin qu'il dût créer un corps de juges de métier, les *scabini*, pour remplacer les hommes libres pour lesquels la fonction de juger était devenue une charge trop lourde.

Ainsi, dans les provinces les plus anciennes, les juges tendent à devenir fonctionnaires. Il est probable que les pays reconquis subirent cette évolution et que dans les aprisions certaines personnes furent désignées spécialement pour juger. Lorsque les *missi* passaient pour choisir les *scabini* du tri-

bunal du comte, ils devaient probablement aussi choisir ceux du tribunal des aprisionnaires. Celui-ci doit être composé d'un minimum de sept *boni homines* ou *scabini* et d'un président, les premiers disent le droit selon la loi et la coutume, le président prononce la sentence.

Ce tribunal est indépendant de ceux des immunistes, de ceux des cités qui avaient conservé leur curie à laquelle était attribuée la juridiction municipale. Mais il était soumis au contrôle des *missi*. Ceux-ci étaient chargés de faire exécuter les lois, de surveiller l'administration de la justice des comtes, des vassaux, des églises, des grands propriétaires, et ils présidaient dans le *missiaticum* les assises des comtés pour statuer sur l'appel des jugements rendus en premier ressort. Un capitulaire de 779 s'exprime ainsi : « Si un comte ne fait pas justice à ses administrés, que nos envoyés s'établissent dans sa maison avec leur suite jusqu'à ce que justice soit rendue. Et si notre vassal n'a pas rendu justice, alors que le comte et l'envoyé s'arrêtent dans sa maison et vivent à ses dépens jusqu'à ce que justice soit faite » (1). Il pouvait donc y avoir appel au *missi* contre les jugements rendus par le tribunal des aprisionnaires.

Enfin la juridiction suprême du roi s'élevait au-dessus des autres. Le roi avait le droit d'évoquer à lui tous les procès portés devant un tribunal quelconque du royaume. Pour cela, il envoyait au comte

(1) Pertz. « Monumenta Germaniæ » legum, I, 38.

ou au tribunal des aprisionnaires un bref ou *indictulus commonitorius*, contenant l'ordre de se désaisir de l'affaire. Le droit d'appel au roi était limité, ce n'était pas un appel réformatoire, c'est-à-dire pouvant redresser une erreur involontaire de droit. « Que nos *missi* fassent savoir aux comtes et aux peuples que nous consacrerons toutes les semaines un jour aux jugements et aux plaintes en déni de justice », dit le capitulaire de 829 (1). Le plus souvent la preuve se faisait par une *ordalie*, par l'épreuve de la croix : les deux adversaires mettaient les bras en croix pendant la messe et celui qui le premier les laissait retomber avait perdu son procès.

On pouvait encore en appeler au roi pour fausement de jugement, c'est-à-dire attaquer la personne même des juges, ce qui correspond aujourd'hui à la prise à partie. Le juge était accusé d'avoir sciemment rendu un faux jugement ; mais s'il commettait une erreur de droit, on ne pouvait pas le traduire devant le roi. Les appelants devaient toujours comparaître en personne et non par avoué, d'après le capitulaire de 802.

La procédure employée au tribunal des aprisionnaires était probablement la même que celle qui était en usage dans les juridictions de droit commun. En pratique, la partie lésée poursuivait elle-même, elle citait son adversaire qui devait comparaître sous peine d'amende de 15 sous d'or. Les par-

(1) Pertz. « Monumenta Germaniæ », Legum, I, 352.

ties convoquaient les témoins, ceux qui ne se présentaient pas étaient frappés d'amende. On jugeait probablement d'après des dépositions orales. Lorsque la vérité ne se manifestait pas d'une façon évidente, on avait recours au jugement de Dieu, soit par l'épreuve de l'eau bouillante ou du fer rouge, soit par celle de la croix. Le juge pouvait encore déférer le serment qui était toujours accompagné de celui de cojureurs.

Au point de vue de la législation en usage dans ces tribunaux, c'est toujours la loi des Goths qui est appliquée, ce qui est d'ailleurs conforme au système de la personnalité des lois. En effet, il n'y a que des Goths qui sont appelés à y être jugés, et nous savons que Charlemagne leur a promis de respecter leur loi.

§ 4. — *L'immunité*

Nous avons vu au § 2 que les aprisionnaires jugent leurs hommes, de même que tous les possesseurs de grands domaines. Mais leur juridiction ne s'étend pas plus loin, et dès qu'un tiers est mis en cause, c'est le tribunal du comte qui est compétent.

Mais certains aprisionnaires ont de bonne heure obtenu des privilèges spéciaux. Ainsi en 793 Jean reçoit, dans le domaine de Fontjoncouse, des droits plus étendus, droits qui sont héréditaires. Charlemagne interdit aux comtes, aux vicaires, à tous les détenteurs de la puissance publique ou à leurs su-

bordonnés, de juger ou de contraindre cet apripsonnaire, ses hommes où les membres de sa famille.

Les juges publics n'ont plus le droit de juger les habitants de cette apripson, même si un voisin intervient dans le procès, réserve faite bien entendu des *causæ majores*. Le tiers qui veut se plaindre d'un habitant de Fontjoncouse et obtenir justice, doit d'abord s'adresser à Jean ou à son représentant qui fera ensuite juger l'affaire devant le tribunal de l'apripson (1).

Si le tiers est mécontent de la solution, ou si cette solution lui est refusée, ou encore si le procès traîne en longueur, il peut s'adresser au tribunal public, mais dans ces cas seulement (2). Dans cette hypothèse, ce n'est pas l'habitant de Fontjoncouse qu'il a, comme dans le droit commun, en face de lui. Cet habitant n'est pas traduit devant le tribunal public, c'est l'apripsonnaire immuniste qui aura à répondre d'un déni de justice ou d'une sentence injuste rendue dans l'affaire (3).

Quoique le mot n'ait pas été exprimé, c'était une véritable concession d'immunité. Le diplôme en contient les dispositions essentielles : l'entrée de Fontjoncouse est interdite aux fonctionnaires publics pour y exercer la *districtio*.

(1) V. Kroell, *op. cit.*, p. 222.

(2) V. Kroell, *op. cit.*, p. 223.

(3) C'est bien ce qui est établi par le diplôme de 815 en faveur de Jean : « *Quidquid per legem judicaverint stabiles permaneat, et si extra legem fecerint, per legem emendent* ».

Par le précepte de 815, *pro Hispanis*, Louis le Pieux prend les terres des apriionnaires sous sa protection spéciale « *sub protectione et defensione nostra* » termes exprimant la protection réelle (1). Comme beaucoup s'étaient recommandés, ils jouissaient du maximum de protection, de la protection réelle dérivant de la *defensio* et de la protection personnelle dérivant de la *commendatio*.

L'immunité est enfin accordée à tous les Espagnols par Charles le Chauve en 844: « *Sub immunitatis tuitione defensionisque munime benigne suscipere ac retinere* ».

C'est là une faveur exceptionnelle, car ces Espagnols ont été les seuls laïcs à qui les Carolingiens ont accordé le diplôme d'immunité (2).

En règle générale, ce privilège devait être humblement sollicité: Jean est allé personnellement au Palais en 793 et en 815. En principe, c'est une faveur individuelle accordée non à une terre, mais à une personne nommée expressément dans le diplôme: celui de 844 est un acte exceptionnel, puisqu'il porte sur toute une classe de la société. L'immunité est accordée à ces personnes pour tous leurs biens, même si ce ne sont pas des apriions, elle

(1) Kroell, *op. cit.*, p. 42, 84, 230, 235.

(2) M. Kroell, *op. cit.*, p. 159. « Le pouvoir royal ne fit d'exception (pour la concession du diplôme d'immunité) qu'en faveur de certains réfugiés étrangers qui lui parurent, à cause de leur situation particulièrement digne d'intérêt devoir être protégés comme les Eglises et les couvents, contre la tyrannie des *judices publici* ».

s'étend même à leurs biens futurs, mais si une de leurs terres sort de leurs mains, elle ne jouit plus du privilège.

Le diplôme est adressé, non aux apriionnaires, mais comme c'est le droit commun, aux agents du pouvoir royal; il leur est interdit l'accès des biens des Espagnols, ce qui ne veut pas dire que le roi abdique son droit d'entrer personnellement et d'exercer son pouvoir. Il n'y a d'interdiction faite qu'à ses agents.

D'une façon générale, tous les actes administratifs sont interdits aux judices, c'est-à-dire aux agents de la puissance publique. Ils ne peuvent pénétrer dans l'apriion ni pour y rendre la justice, y tenir des plaids, y juger, ils ne peuvent y exercer aucun acte de contrainte, d'autorité, de réquisition; il leur est interdit d'y opérer la *districtio* c'est-à-dire l'exécution des décisions judiciaires, soit par la contrainte par corps soit par la saisie des biens ou par la perception des amendes. On leur défend de saisir des répondants, c'est-à-dire contraindre des personnes solvables à faire comparaître des accusés devant un tribunal et à répondre sur leurs biens du paiement des amendes et des compositions. On ne permet pas aux fonctionnaires de lever des taxes, des redevances, des impôts qu'ils soient en argent ou en nature.

Cependant il y a une exception en faveur des fonctionnaires investis d'une mission en Espagne. Les diplômes de 815 et de 844 leur réservent le droit de réclamer le gîte, les vivres et les moyens de

transport. Tous les *missi* porteurs d'une *tractoría* ont d'ailleurs les mêmes droits dans toutes les immunités, c'est ici une application du droit commun.

Les avantages de l'immunité s'étendent aux habitants du domaine, aux esclaves, aux colons, aux affranchis, aux hommes libres ou demi-libres établis à titre d'hôtes et à tous ceux qui sont venus se placer sous la dépendance de l'aprisionnaire. Le comte ne pourra plus les atteindre sans passer par l'intermédiaire de l'immuniste.

Au point de vue militaire, le comte n'a plus le droit de contraindre les hommes libres qui résident sur ces domaines à accomplir le service militaire, mais ceux-ci n'en sont pas dispensés. L'immuniste doit leur transmettre l'ordre de mobilisation et les forcer à y obéir. Il percevra l'amende, l'hériban qui frappe les réfractaires, et il en transmettra le produit au roi, à moins qu'on ne lui ait concédé le droit de le garder. Il commande les hommes en campagne. On voit combien le lien qui l'attache au pouvoir central est lâche et comment un coup de force lui serait facile.

Au point de vue des impôts et des prestations, l'immuniste est toujours tenu de fournir les corvées pour les travaux publics d'intérêt général, construction de routes, de ponts, comme c'était déjà la tradition romaine. S'il ne le fait pas, le comte a le droit de l'y contraindre. Les habitants de l'immunité sont toujours tenus de fournir les corvées, les impôts, les charges et prestations, mais ils ne les fournissent plus au comte, ils les fournissent à leur maître. A l'origine celui-ci devait faire parvenir au

roi le montant des impôts et des profits de justice, mais dans la suite une clause spéciale l'en dispense. Il était d'ailleurs logique qu'on lui attribue au moins une partie des impôts pour subvenir aux dépenses de l'administration dont l'Etat l'avait chargé.

Il convient cependant de remarquer que l'immuniste doit toujours au roi des dons annuels, tradition que les Francs avaient apportée de Germanie et que Charlemagne rendit obligatoire, tant pour les grands du royaume que pour les Eglises.

Au point de vue judiciaire, nous avons vu que les aprisionnaires avaient le droit de justice sur leurs hommes et qu'ils avaient aussi le droit de se juger entre eux ; mais la concession d'immunité apportait des modifications à cet état de choses.

Les *causæ majores* et quelques autres actions étaient, comme nous l'avons vu, toujours réservées au tribunal du comte, mais celui-ci ne pouvait exercer la *districtio*. A sa place c'était l'immuniste qui, sous sa responsabilité, était chargé des citations, des mesures de contrainte ; il devait livrer le coupable au juge public. S'il refusait, à la première sommation du comte, il était frappé de quinze sous d'amende, à la deuxième, l'amende était doublée ; à la troisième le comte avait le droit d'entrer dans le domaine pour arrêter le criminel quel qu'il soit et les dommages causés par ce dernier étaient réparés par l'immuniste (1).

(1) Cap. de 803.

Kroell, *op. cit.*, p. 215 et 252.

Les agents du roi pouvaient entrer si l'immuniste refusait d'exécuter les prestations, ou pour réprimer ses abus de pouvoir, ses déni de justice ou les lenteurs systématiques qu'il apportait à l'exécution de ses obligations. Les *missi* s'installaient chez lui et y vivaient à ses frais jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

En dehors des cas de ce genre où un texte formel leur permettait d'entrer les fonctionnaires devaient s'abstenir. La sanction prévue contre ceux qui enfreindraient cette défense était énorme : c'était l'amende de 600 sous d'or, dont un tiers était dû au fisc et les deux tiers à l'immuniste. En 803 et en 816 cette peine fut étendue à toute personne qui porterait atteinte aux biens compris dans l'immunité. Cette protection efficace se révèle par des formules spéciales dans les diplômes, c'est la combinaison de la *defensio* et de la *tuitio* que nous trouvons au diplôme de 844 « *sub immunitatis tuitione defensionisque* ». La *defensio* introduit dans la protection un élément réel, c'est une protection territoriale. Elle protège non la personne mais les biens.

L'amende qui sanctionnait la violation de l'immunité était souvent inappliquée en raison de sa gravité, car peu de personnes pouvaient la payer. Nous avons un exemple d'*immunitas fracta* en 933 concernant l'abbaye de Montolieu (1).

Les capitulaires font un devoir aux *missi* de rappeler au peuple qu'il ne faut pas enfreindre l'immu-

(1) M. Thévenin. Textes, p. 188, n° 128.

nité, et que les peines les plus sévères frappent les coupables. Malgré toutes ces précautions et les menaces, les violations étaient fréquentes, à tel point que l'Eglise perdit confiance dans la vigueur de la répression temporelle et qu'en 847 le concile de Mayence décida d'excommunier les coupables.

En résumé, l'aprision, terre privilégiée tend à devenir une terre autonome. Les apripsonnaires, en se recommandant, en rendant la justice dans leurs domaines, en se jugeant entre eux, enfin en obtenant le diplôme d'immunité, ont acquis le maximum d'indépendance, ont éliminé l'action des comtes chez eux et ont relevé directement du roi. L'évolution vers le régime féodal s'est manifestée dans cette classe de personnes avec une rapidité plus grande que dans les autres : leur indépendance est presque réalisée dès 844. C'est dans les pays occupés par eux qu'apparaît pour la première fois le mot fief, en 954 (1).

Il faut remarquer que lorsque le roi transforme le droit d'aprision en droit de propriété, l'immunité ne disparaît pas, puisque c'est un privilège accordé aux Espagnols pour tous leurs biens. Le droit de justice sur leurs hommes et le droit de se juger entre eux leur est maintenu. Ainsi cette concession du droit de propriété, loin de diminuer leur pouvoir, augmente au contraire leur indépendance.

(1) Dans la donation de Saint-Martin, faite par le comte de Cerdagne, Raimond. V. Lavissee et Rambaud, « Histoire générale », t. II, 49.

Les grands aprisionnaires sont presque devenus des seigneurs. Mais une autre puissance foncière s'est développée à côté d'eux et a enrayé le développement de certains d'entre eux ; l'Eglise a peu à peu absorbé leurs biens, par achat, par donation, par legs, les évêques et les abbés ont acquis le droit des Espagnols sur leurs terres. Au lieu de devenir des seigneurs, quelques-uns ont sacrifié leurs biens à l'Eglise.

CHAPITRE VII

LES DIFFICULTES D'APPLICATION DU SYSTEME DE L'APRISION

Avant l'année 812 aucun monument ne peut nous donner une idée du succès de cette institution. C'est à peine si le diplôme de 793 délivré à Jean nous montre que les grands chefs sollicitaient humblement les terres et qu'ils étaient favorisés; Jean en effet devait commander une troupe assez considérable puisqu'il vainquit les Maures à ad Pontes, lors de la grande offensive de 793.

En 812 nous avons un document d'une importance considérable. Le précepte du mois d'avril est adressé aux huit comtes pour les rappeler à leur devoir envers les réfugiés espagnols. Les comtes et leurs subordonnés les opprimaient, faisaient percevoir de force sur eux par leurs sajons des droits que le texte appelle *Beboraniæ*, terme que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Dans certains cas même ils allaient plus loin et les chassaient des terres qu'ils avaient tirées de la désolation du désert. Les habitants du pagus imitaient l'exemple des

agents de la force publique. Ils revendiquaient les terres concédées par le roi et déclaraient en être propriétaires. Ils citaient les Espagnols devant le tribunal du comte et, se prêtant mutuellement témoignage, ils établissaient par témoins que ces biens leur appartenaient en toute propriété.

Dans les deux cas, les promesses faites par Charlemagne aux chrétiens d'Espagne restaient lettre morte. Non seulement ils perdaient les terres dont on leur avait garanti la possession paisible, mais encore ils perdaient le fruit d'un travail de trente ans. Lorsque la vie était revenue dans ces contrées, et qu'ils espéraient vivre en paix dans leurs domaines, les champs, les prairies et les jardins, les routes, les canaux, les carrières, les plantations et les édifices qu'ils avaient faits, toute leur exploitation leur était enlevée par la violence de ceux qui auraient dû les protéger et qui avaient attendu jusque là pour profiter, sans compensation de la fertilité rendue à la terre déserte. Sur leur plainte, Charlemagne ordonna à Jean, l'archevêque d'Aix, son missus, de se rendre auprès de son fils Louis, roi d'Aquitaine, et de lui exposer leur situation. Les huit comtes devaient se rendre aussi avec l'archevêque à la cour du roi Louis qui devait, en leur présence, promulguer un règlement fixant le statut des réfugiés espagnols. Nous ne savons pas si ce règlement a été fait (1).

(1) Cauvet, *op cit.*, p. 100. « Comme il en existe un de l'époque de Charlemagne qui est perdu, c'est probablement celui qu'avait préparé l'archevêque d'Aix ».

Malgré l'autorité de Charlemagne, la situation ne paraît pas s'être améliorée et quatre ans plus tard son fils Louis le Pieux est saisi d'une double plainte de la part des petits aprisionnaires, de ceux qui étaient arrivés pauvres, ou qui avaient reçu des terres de moindre valeur. Ils rapportent que les plus puissants d'entre eux, *maiores et potentiores*, sont allés au Palais et ont obtenu des diplômes royaux. Ils ont essayé d'exploiter ces titres écrits et d'expulser de leurs terres les plus faibles, *minores et infirmiores*, qui cependant les avaient mises en culture. Lorsque ceux-ci étaient devenus sans biens et sans moyens d'existence, ils profitaient de leur dénuement pour leur offrir une place de rang inférieur dans leurs domaines. Après les avoir réduits à la mendicité, ils les réduisaient en servitude. Les grandes aprisions s'élargissaient ainsi en absorbant les petites. Les petits aprisionnaires, au point de vue du statut personnel, ne changeaient pas d'état, mais leur situation de fait était modifiée. Ils étaient toujours des hommes libres, mais pour vivre, ils étaient obligés d'entrer dans le service d'autrui (*ad servitium subdicere*).

La deuxième plainte vise les seniores qui s'emparent des terres de leurs vassaux. Comme les diplômes les y invitaient, les Espagnols se sont re-commandés aux comtes ou aux vassaux du roi, ou bien encore aux vassaux des comtes qui sont devenus leurs seniores. Mais ceux-ci les ont expulsés de leurs terres lorsqu'elles ont été défrichées et en plein rapport. Ils ont saisi tous les prétextes pour

les en chasser, pour s'en emparer ensuite ou pour les donner en récompense à d'autres personnes.

Louis le Pieux remet de l'ordre dans ces affaires troublées : il garantit la possession paisible aux aprisionnaires et fait respecter les contrats passés entre concédants et concessionnaires.

Tels sont les faits qui prouvent que le système de l'aprision a subi une crise vers les années 812 et 816, lorsqu'il fonctionnait depuis plus de trente ans. Quel est l'état social qui a provoqué cette agitation ?

La situation du grand aprisionnaire était brillante. Il était tranquille et jouissait d'une grande influence ; non seulement, personne ne l'inquiétait, mais même il était en mesure d'intimider le voisin et de le forcer à entrer dans sa clientèle. Il avait amené d'Espagne avec lui une nombreuse suite de clients et de protégés, dévoués à sa personne, venant pour travailler dans les terres qu'on lui donnerait, et pour être ses hommes en toute circonstance. Le diplôme de 793 nous montre que Jean n'est pas venu seul et que ses gens lui ont fourni une équipe de travailleurs et une garde du corps. Ces travailleurs espagnols n'ont pas reçu de terres personnellement, ils cultivent la terre donnée à leur patron, ils perdent de leur indépendance, mais ils gagnent en sécurité et en bien-être. En droit, ils ne possèdent rien, ils sont casés dans une portion du domaine, mais en fait la puissance de leur patron, qu'ils contribuent à augmenter par leur nombre et leur travail, leur assure la paix et le pain quotidien. Ils forment, avec le maître, une sorte d'asso-

ciation de défrichement dans laquelle, l'un assume la responsabilité et la charge de la direction, les autres fournissent la main-d'œuvre.

Ils ont préféré cette situation demi-libre à la liberté complète. Ils auraient pu se présenter au comte et on leur aurait donné une petite portion, ils ont préféré faire augmenter la part du maître qui les conduit et qui a obtenu d'autant plus de terres qu'il a d'hommes à nourrir. Les réfugiés les plus clairvoyants ont compris l'instabilité de la situation qui leur serait faite s'ils restaient isolés; ils se sont, dès le début, groupés dans les grandes exploitations à titre de serviteurs, ils se sont mis de suite dans le camp des usurpateurs contre les usurpés, parmi les vainqueurs contre les vaincus.

Quant aux *minores*, pauvres et sans influence, qui ont cru que la parole d'un roi, fut-il Charlemagne, la bonne volonté et le travail acharné, suffisaient à garantir leurs droits les plus formels, à assurer leur vie matérielle et leur indépendance, ils sont passés par les plus dures épreuves, ils ont dû lutter contre l'influence politique des grands, la puissance des comtes et les forces économiques qui tendaient à annihiler leurs efforts, à anéantir leur œuvre. Certes ils avaient sur leurs champs un droit reconnu des pouvoirs publics, un droit sacré que la conscience seule aurait dû suffire à faire respecter, un droit fondé sur le travail, le droit de l'ouvrier sur son œuvre, le droit du cultivateur sur la terre qu'il a arrachée à la désolation des déserts. Ils ont voulu s'entêter et éprouver la valeur de ce droit. Au lieu

de céder aux prétentions des grands et d'entrer dans leur vasselage, ils ont protesté. Les guerres de Charlemagne ne leur laissaient pas le temps de s'occuper de procès et, de plus, il leur a fallu trente ans pour rendre leurs cultures assez fertiles pour tenter l'envie des voisins, mais après la prise de Barcelone et de Tortose, et avec l'accalmie qui suivit, ils se concertèrent pour agir.

Conscients de leur faiblesse tant qu'ils engageaient des actions individuelles, ils s'unirent pour porter plainte contre les exactions et contre les expulsions dont ils étaient l'objet. En 812, ils sont 43, de toutes conditions, prêtres, soldats, hommes libres, vieux chrétiens ou néophytes qui n'hésitent pas à voyager longuement pour aller sur les bords du Rhin exposer à l'Empereur la condition misérable à laquelle ils sont réduits, malgré ses promesses, malgré l'investiture qu'il leur a donnée. L'Empereur les écoute et s'engage à leur faire rendre justice.

Vains efforts ! Leur oppression continue toujours d'une façon plus grave et plus inquiétante. C'est maintenant à l'aide des diplômes royaux qu'on prétend les faire déguerpir. Les grands ont peut-être semé la corruption jusque dans les bureaux (816) de l'Empereur. De nouveau, ils essayent d'enrayer leur spoliation. Mais nous sentons par des signes non équivoques que leur défense faiblit et montre quelque découragement. On ne nous dit plus qu'ils soient allés en présence de Louis le Pieux ; ce ne sont plus quarante-trois personnages respectés

qu'on cite nominativement, ce ne sont que « quelques-uns de ces Espagnols » comme le dit le diplôme de 816.

De nouveau, ils obtiennent satisfaction sur le parchemin car la justice de leur cause est évidente; mais nous n'avons aucune preuve qu'en fait, les abus aient cessé. Il se peut que ces pauvres gens se soient lassés de porter des plaintes inutiles et qu'ils aient cédé à la violence. Du fait qu'on n'entend plus leurs protestations, nous ne pouvons pas conclure qu'ils n'ont plus souffert.

Quoi qu'il en soit, ils ne se plaignent plus et la période qui suit paraît assez calme. Se sont-ils résignés à subir l'influence des grands et le vasselage des comtes que leur recommande le précepte de 815, précepte que Louis le Pieux a cru nécessaire de rédiger pour mettre fin aux protestations en définissant nettement les droits et les obligations de chacun? Le § 5 de ce précepte paraît montrer que, dès cette époque, le conflit a perdu de son acuité et qu'on est en période d'apaisement. Les comtes ont été moins rigoureux, ils ont essayé de maintenir par la persuasion et la douceur de leur administration, les prestations qu'ils imposaient auparavant par la violence. Certains petits prisonniers ont été séduits par cette nouvelle politique et ont pris le parti de se soumettre à payer des redevances illégales, ils ont accordé au comte des droits de gîte, des chevaux pour lui et sa suite, des provisions, alors que ces droits n'appartenaient qu'aux envoyés du roi en mission temporaire. Louis le Pieux rappelle que

ces prestations ne doivent être que des présents gracieux et ne doivent jamais dégénérer en coutume. C'est tout ce qu'il trouve à dire pour enrayer l'oppression des faibles. C'en est assez pour que nous sachions que ces personnes ont été exploitées, tantôt par la violence, tantôt par des manœuvres dolosives.

D'autres, comme nous l'avons vu ont refusé de céder, même à la nouvelle politique de concorde, ils n'ont voulu donner que ce qui était de droit strict. Nous avons déjà remarqué qu'ils étaient moins nombreux et que leur protestation avait moins de portée.

Peu à peu, sous l'influence de l'Eglise incorporée à l'Etat, sous l'influence de rois que leur caractère appelait à la vocation monastique, le régime de la concorde s'étend dans l'Empire franc tout entier. Le pouvoir central qui règne de plus en plus par persuasion et par confiance, prêche partout la paix sociale; aux grands il donne des conseils de modération et de charité, aux faibles il recommande la résignation. Le langage des textes de la fin de cette période est parsemé de termes vagues et équivoques qui reviennent souvent et montrent le relâchement des liens qui unissent les différentes cellules sociales : *honor, cultus, securitas, fidelitas, pax, caritas, indulgentia, benignitas, conjunctio, unanimitas* (1). L'unanimité doit surtout se faire dans l'unité de la

(1) V. Em. Bourgeois, « Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise », 1885.

foi chrétienne; la concorde doit régner partout, dans le sein de l'Eglise et dans les relations des rois et des fidèles.

On sent déjà cette politique s'infiltrer dans le régime des apriisions et lorsque les textes nous montrent des relations juridiques nettement établies entre les comtes et les apriisionnaires, entre les grands propriétaires fonciers et les petits, il ne faut pas se faire d'illusion, le droit manque de force pour s'imposer et souvent la gravité de la sanction fait qu'elle n'est pas appliquée. Nous en avons vu un exemple dans l'amende de 600 sous d'or qui frappe les infracteurs d'immunité.

Ceux qui ont cru encore à la vertu de leur droit se sont trompés, ils ont dû céder devant des personnages plus puissants. Ils ont même été obligés d'implorer leur protection. C'est une époque où le brigandage prend des proportions incroyables. Les capitulaires reviennent à chaque instant sur cette question, prennent des mesures contre les voleurs et les bandits, ils prouvent que le mal est grand et tend à augmenter. Les faibles appellent à l'aide et se groupent autour du voisin le plus fort pour ne pas être dépouillés par des étrangers vagabonds. Ils oublient leur haine et accordent les compensations qu'on leur demande. De toutes façons, le même résultat est atteint, la grande propriété absorbe la petite.

Jusqu'en 827, on n'entend plus parler des apriisionnaires. Mais, à cette date, ils ont joué un rôle considérable dans la révolte d'Aizon. Un Goth,

nommé Aizon, originaire des Pyrénées méditerranéennes, avait conspiré avec les Maures pour leur faciliter l'entrée dans le pays. Il avait gagné à sa cause les mécontents, s'était rendu maître de la ville d'Ausonne, avait enlevé de vive force et démantelé la ville de Roda. Il avait fortifié ses conquêtes en attendant une armée arabe. L'Empereur envoya en vain des *missi* pour ramener à lui les factieux ; on confisqua les biens des plus exaltés, mais la sédition prenait plus d'extension. La Cerdagne et le Vallès furent ravagés par les courses des partisans d'Aizon. Les comtes du pays avaient essayé de résister, ils avaient rassemblé les troupes encore fidèles, mais sans réussir à enrayer le mouvement. L'arrivée des *missi*, l'abbé Hélisachar et les comtes Hildebrand et Donat imprima à la défense une vigueur nouvelle. « Ceux-ci, rapporte l'historien connu sous le nom de l'Astronome, prirent avec eux des troupes de Goths et d'Espagnols, et s'opposèrent avec opiniâtreté aux attaques audacieuses d'Aizon » (1). Bernard, comte de Barcelone put contenir les attaques en attendant l'arrivée de l'armée de Pépin, roi d'Aquitaine, qui mit fin à la révolte.

Eginhard (2) dans ses annales à l'année 827, nous montre l'état d'esprit de ces Goths et de ces Espagnols établis dans les Pyrénées, dans lesquels on

(1) Astr. dans Pertz. « Monumenta Germaniæ », scriptorum II, 630.

(2) Eginhard dans Pertz. « Monumenta Germaniæ », scriptorum I, 216.

reconnaît sans peine les aprisionnaires. L'abbé Héli-sachar est obligé de calmer et d'apaiser leur res-sentiment. L'œuvre est difficile, il tranche certaines questions par lui-même, mais il en est de plus déli-cates pour lesquelles il a recours au conseil des au-tres *missi*. Il agit avec beaucoup de prudence et réussit à ramener à la cause franque les aprision-naires hésitants.

Nous sommes étonnés de voir que ces réfugiés es-pagnols n'aient pas obéi à la première heure à l'ap-pel des comtes qui avaient promulgué le ban de mo-bilisation; ils étaient hommes libres et tenus de faire le service militaire, le § 1 du précepte de 815 le leur avait rappelé, ils n'avaient pas répondu à l'hériban, ils étaient en état d'insoumission et pas-sibles de l'amende de 60 sous d'or. Au lieu de les poursuivre, et d'exercer contre eux la *districtio*, chose difficile en pleine rébellion, les *missi* parle-mentent avec eux, essayent de les convaincre et de les ramener à leur poste de combat.

Il n'est pas difficile de deviner quelle amertume était dans le cœur des aprisionnaires. Ils avaient suivi longtemps les armées victorieuses de Charle-magne en Espagne, en Italie, en Germanie, en Ba-vière et en Hongrie, ils avaient fait la gloire du nom des Francs. On leur avait donné des terres, mais ils étaient opprimés. Ils avaient protesté, mais les exactions continuaient; ils avaient fini par compren-dre que tout recours était illusoire et qu'il fallait supporter patiemment leur triste sort. Depuis 816, ils avaient souffert onze ans cette situation sans

proférer une nouvelle plainte. Ils offraient des présents aux comtes pour calmer leur arrogance, ils les logeaient, ils les nourrissaient; mais en leur conscience, ils savaient que c'étaient des prestations indues et qu'on leur faisait violence. Une paix relative était revenue sur les champs de bataille, mais la haine était à l'intérieur du pays.

Les Arabes, dont l'esprit s'est révélé fin et subtil, ont compris que le moment était venu d'exploiter ce mécontentement, ils ont suscité la révolte d'Aïzon. Devant l'insurrection, les réfugiés ont hésité, ils ont refusé de marcher à l'ennemi, mais ils n'ont pas pris les armes contre les comtes. C'est ce répit que les commissaires impériaux ont mis à profit pour les ramener à l'armée.

Que s'est-il passé dans ces tractations qui paraissent avoir été laborieuses? Que demandaient les apriionnaires? Que refusaient les comtes? Il est facile de le comprendre. En effet, dix-sept ans plus tard un précepte élargit considérablement les droits des Espagnols. L'origine de leurs nouveaux droits ne doit-elle pas remonter à leur insoumission de 827? N'ont-ils pas exigé alors qu'on les rende maîtres chez eux, qu'on leur accorde l'immunité, une juridiction plus étendue, qu'on leur permette de léguer leurs biens à leurs proches et d'aliéner leurs apriions entre eux? Ils ont peut-être demandé qu'on leur concède le droit de propriété absolue. Ainsi s'explique la gravité des questions posées et les conseils tenus par les trois *missi*. Il est des demandes qu'ils n'ont peut-être pas pu satisfaire et

qu'ils ont rejetées, d'autres qu'ils ont admises. Malheureusement nous n'avons aucun écrit de ce temps qui nous renseigne sur les conditions de cette réconciliation.

Ces conditions ont-elles été tenues ? Il est permis d'en douter. Aucun diplôme n'est sorti à ce moment de la chancellerie impériale. Les promesses faites dans le désarroi de la guerre civile paraissent être restées vaines. Mais une chose était acquise cependant : c'était l'effet produit par la manifestation des Espagnols. On avait vu en eux une force considérable. Leur union s'était révélée comme une puissance avec laquelle il fallait compter. Gardiens de la frontière, sentinelles aux Pyrénées, portiers de deux mondes, ils pouvaient livrer passage à des invasions terribles de peuples fanatiques.

On avait un tel besoin de leurs services que la propagande faite auprès des chrétiens d'Espagne pour les attirer sur le sol de l'Empire franc, continuait toujours aussi intense. L'année suivante, en 828, Louis le Pieux fait rédiger par Eginhard un appel à la vaillante population de Mérida qui s'était insurgée contre les Maures. En 844, on promet toujours des terres et des privilèges à ceux qui secoueront le joug odieux des Sarrasins et viendront chercher un asile dans les Pyrénées. La force sociale et politique de ceux qui étaient déjà casés s'en trouve augmentée. Comment pourrait-on trouver de nouvelles recrues, si ceux qui se sont déjà engagés sont molestés et réduits à une condition inférieure ? Si l'effet de l'insoumission de 827 ne s'est pas ré-

vélé directement par un précepte nouveau, il faut croire que la situation de fait des colons s'est améliorée et que les comtes qui portaient la responsabilité de cette révolte ont fait preuve de plus de modération et de bienveillance. Ce qui s'était produit pouvait se reproduire et ils auraient pu se trouver en face d'incidents d'une portée considérable.

D'ailleurs, en attendant le diplôme, la lettre d'Eginhard aux habitants de Mérida, rédigée au nom de l'Empereur, apparaît comme la confirmation des privilèges des Espagnols (1).

L'avènement d'un nouvel empereur, Charles le Chauve, en 840, n'avait pas apporté le règlement espéré. Il y avait de nouveau une certaine agitation en Septimanie. En 838, il avait fallu envoyer le comte Donat, un des pacificateurs de 827 pour calmer les populations qui se plaignaient de vexations.

La grande crise politique qui devait entraîner les conséquences juridiques capitales se produisit en 844. A la mort de Louis le Pieux, ses trois fils se disputèrent l'Empire. Chacun avait intérêt à entraîner dans ses armées le plus grand nombre de fidèles possible. En 843, au traité de Verdun, dans la part de Charles le Chauve se trouvaient deux provinces presque autonomes, de langue et de mœurs différentes : la Bretagne et l'Aquitaine. En Bretagne avait surgi un chef local Noménoë qui avait soulevé le pays et qui en 844 ravageait les provinces voisines jusqu'au Mans. Plus tard il se faisait nommer roi et pillait jusqu'à la Beauce.

(1) V. ch. I, p. 16.

En Aquitaine s'agitaient les partisans du roi Pépin II. Charles le Chauve se décide à occuper ces contrées qui, d'après les traités lui appartenaient. En 844, il marche en personne sur Toulouse pour reprendre le siège qu'il avait dû abandonner l'année précédente. Ses pertes sont considérables. Il appelle une armée de renfort commandée par Hugue, abbé de Saint-Quentin et de Saint-Bertin, fils naturel de Charlemagne. Mais cette armée est complètement détruite le 7 juin, dans le comté d'Angoulême et son chef tué; les principaux combattants Ebroïn, évêque de Poitiers; Renier, évêque d'Auxerre; Loup, abbé de Ferrières, sont faits prisonniers.

A ce désastre s'ajoute la défaite d'un corps de troupes envoyé dans l'Albigeois. Charles doit capituler devant Pépin. Il lui laisse la domination de l'Aquitaine moyennant promesse de fidélité.

On comprend quel parti les fidèles de Charles le Chauve tirent de cette situation. Durant son séjour, de mai à juillet devant Toulouse, on lui fait signer de nombreux actes en faveur d'abbayes ou de particuliers. Les Espagnols en profitent pour rappeler leurs services et demander l'exécution des promesses. On ne nous dit pas s'ils usent de menaces, mais les faits parlent avec une extrême éloquence: la défaite de l'armée de secours est du 7 juin et dès le 11 juin, les Espagnols reçoivent leur constitution!

La royauté battue en Bretagne, écrasée en Aquitaine, est aux abois, elle rallie ses derniers fidèles et leur fait les dernières concessions. Charles le Chauve abandonne sa qualité de roi pour mieux con-

server une partie de son autorité de senior. Il emploie ses ressources à gratifier les vassaux qui lui restent. Cette extension des privilèges et des garanties matérielles que les aprisionnaires n'avaient pu se faire donner, malgré les séditions et les sourdes révoltes, ils l'obtiennent sans effort et sans bruit en 844. L'immunité qui interdit l'entrée de l'aprision au comte spoliateur, s'ajoute à ces avantages comme le moyen le plus efficace de faire respecter les règlements.

A partir de ce moment, l'aprision a terminé pour ainsi dire la période héroïque de son histoire. Nous ne retrouvons plus de préceptes *pro Hispanis*, plus de plaintes collectives. Il n'y a que des actes individuels, des concessions en propriété de terres tenues autrefois en aprision.

Si nous suivons ces aprisions dans les quelques chartes que l'histoire nous a transmises, nous remarquons un fait assez fréquent, c'est que peu à peu, elles tombent dans le domaine des établissements ecclésiastiques : Fontjoncouse par exemple est donné en 963 à l'archevêque de Narbonne, Aymeric, par le dernier descendant de Jean qui y résidait avec son épouse Odette (1). Nous avons vu aussi avec quel empressement l'évêque d'Elne Audesinde élargissait le patrimoine de son Eglise en achetant les jardins créés par les réfugiés espagnols (2).

(1) Cauvet, *op. cit.*, p. 182; H. L., V. pr. 113, c. 251.

(2) V. p. 84.

Cependant qu'à l'intérieur de l'Empire cette institution se déforme, à l'extérieur le recrutement devient difficile; les agents de propagande en Espagne se heurtent au service de contre-espionnage maure. Les Arabes sont inquiets des prétentions des Empereurs francs au protectorat des chrétiens du monde entier. Cette activité au-delà des frontières les gêne car les évêques à qui ils permettent l'exercice du culte, servent d'agents de liaison internationaux pour la propagation de la foi et pour la provocation à l'émigration. Tant que les Empereurs ont une puissance effective, la propagande continue, ainsi que les hostilités. Mais dans la deuxième moitié du ix^e siècle, la lassitude générale est un terrain favorable à l'éclosion de la paix. Le traité de 864 entre Charles le Chauve et Mohamet I^{er}, roi de Cordoue, stipule comme principale condition que Charles ne donnera aucun secours aux chrétiens d'Espagne, moyennant quoi Mohamet renonce aux villes de Barcelone, Gérone et Urgel. C'est de cette époque qu'on peut dater la fin de l'action officielle des Francs pour attirer des Espagnols dans les Pyrénées et c'est vers cette date que dû s'arrêter le courant officiel d'émigration. Entre les premiers établissements d'Espagnols et la renonciation à leur concours, entre 778 et 864, s'est écoulé presque un siècle, pendant lequel un sang nouveau, sinon une race nouvelle est venu se mêler aux anciennes populations qui habitaient entre Barcelone et Béziers.

CHAPITRE VIII

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION ESPAGNOLE

Nous avons dit au chapitre premier que le Midi de la Gaule avait souffert du passage des armées arabes et des armées franques, mais que cette contrée tout entière n'avait pas été réduite complètement à l'état de solitude. A l'arrivée des Arabes, comme dans les Castilles, les populations ont fui vers les montagnes. Les batailles se sont livrées dans les plaines : la Berre, Narbonne, Villedaigne et c'est là que les dévastations ont été les plus graves : Béziers, Agde, Maguelonne, Nîmes. Or, après la reconquête, c'est dans les plaines qu'on trouve le plus grand nombre d'agglomérations d'hommes. Il faut donc conclure que la vie n'a pas complètement disparu de cette région comme on l'a supposé sur la foi de certains textes (1).

(1) M. Sorre qui résume les opinions des autres auteurs, s'exprime ainsi : « Lorsqu'on lit les cartulaires de cette époque, on ne voit point revenir la mention de terres enle-

Quelle part faut-il attribuer aux Espagnols réfugiés dans la reconstitution du pays ? C'est une question très délicate à traiter. A part quelques défrichements connus et dont on peut déterminer l'emplacement géographique, il nous reste peu d'actes de ce temps là, cependant dans ce nombre, l'importance attribuée aux *Hispani* est considérable. Pendant un siècle, il y a un nombre relativement grand de diplômes faits pour eux, et au x^e siècle on les retrouve assez souvent. Il est à supposer que leur arrivée a eu de grandes conséquences économiques, mais l'appréciation exacte de ces conséquences échappe au contrôle immédiat ; il serait téméraire de vouloir mesurer l'étendue de terre qu'ils ont défrichée. Pourtant certains auteurs ont pensé que la quantité de terres cultivées en Roussillon était plus grande au Moyen Age qu'aujourd'hui (1).

On ne peut nier que la renaissance des Pyrénées méditerranéennes est due pour une bonne part à l'arrivée des Espagnols. Ceux-ci venaient d'un pays où l'agriculture était en honneur. Ils ont apporté des méthodes nouvelles, une technique plus perfectionnée, ils ont rénové l'art agricole. Ils venaient en effet de toutes les parties de la péninsule ibérique ; nous avons vu qu'on sollicitait le concours de ceux

vées au désert sans songer à l'immense désolation qui dut être alors celle de ces régions », Les Pyrénées méditerranéennes, p. 216.

(1) Brutails. Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen Age, Paris, 1891, p. 36.

de l'Estramadoure, aux confins de l'Andalousie, tout près de ces villes dont le seul nom évoque une des plus brillantes et des plus fastueuses civilisations : Cordoue, Séville, Murcie, héritières de Damas et de Bagdad.

Les Arabes étaient là en repos, loin des Pyrénées où se déroulaient les luttes. On sait quelle fut la splendeur de l'Espagne sous la domination musulmane : les sciences et les arts de la paix s'épanouissaient, l'agriculture surtout y prenait un essor merveilleux. Importée de Mésopotamie et d'Égypte, elle était chez eux une véritable science, enseignée par les personnages les plus importants qui ne dédaignaient pas de mettre la main au travail de la terre, méprisé ailleurs comme une besogne servile. Sous leur direction, les vallées andalouses se transformèrent en jardins enchanteurs aux parfums suaves et aux couleurs éclatantes que, par dessus tout, recherchaient les Arabes. Des richesses immenses furent consacrées à l'embellissement des provinces et des banlieues des villes ; à grands frais, on acclimata en Europe des fleurs nouvelles : le jasmin, les camélias rouge et blanc, les roses bleue et jaune, des plantes utiles, le riz venu de l'Inde par l'Égypte et la Sicile, la canne à sucre par l'Asie Mineure, le mûrier naturalisé en Espagne et en Sicile, le safran, le chanvre, l'oranger, le citronnier, l'abricotier, le cédratier, le palmier, l'asperge, l'artichaut, le haricot. On voit de quelle profusion d'espèces nouvelles s'enrichit la péninsule ibérique. Peu à peu les graines s'infiltrèrent vers le Nord et franchirent les

Pyrénées portées par les émigrants qui fuyaient le joug des Sarrasins, mais qui admiraient leur génie agricole.

Cependant la tâche des Maures fut rude en Espagne. Dans les plaines brûlantes, la question de l'utilisation des eaux était capitale. Egyptiens et Perses avaient déjà résolu le problème dans leur pays. Les Arabes reprirent ces traditions et les procédés ingénieux dont la valeur avait été éprouvée. Les califes creusèrent des puits à leurs frais, construisirent des aqueducs, offrirent des primes aux inventeurs de sources. On fit des norias, on éleva des barrages pour faire des réservoirs, on creusa des canaux d'irrigation. La huerta de Valence fut un modèle du genre, digues, lacs artificiels, canaux, aqueducs, rigoles en syphon pour franchir les accidents de terrain, tout fut utilisé pour amener l'eau à pied-d'œuvre. Sa répartition était rigoureusement réglementée, heure par heure, jardin par jardin. Certes, le fameux canal d'Ecija, en Andalousie, ne fut construit qu'en 949, mais depuis bien des générations la huerta se développait et florissait.

L'influence des Arabes ne resta pas confinée à l'Espagne. Les émigrants furent leurs disciples et les colonies qu'ils fondèrent en Roussillon, les jardins qu'ils y créèrent, les canaux qu'ils creusèrent furent imités de ceux de leurs anciens maîtres. Un fait a beaucoup étonné les historiens, c'est qu'au ^{xiii}^e siècle, il y avait dans ce pays presque autant de terres arrosées qu'au ^{xix}^e. Or, c'est un pays qui souffre particulièrement de la sécheresse, comme

tous les pays méditerranéens. Il a donc fallu un système d'irrigation perfectionné pour atteindre ce résultat. On s'est demandé si cet art ne lui venait pas de l'Empire romain, ce qui est improbable, car les Romains ont surtout utilisé les canaux et les aqueducs pour la propriété des villes et l'installation de bains. Il ne vient pas du séjour des Arabes dans le pays, car ils n'y sont restés qu'une quarantaine d'années, de 719 à 759, et leur domination a été troublée par la lutte à soutenir contre les Francs; ils n'ont donc laissé dans ces régions aucune civilisation. Mais après les invasions, leur influence s'est faite sentir indirectement par le courant d'émigration qui portait les Espagnols vers les Pyrénées méditerranéennes.

Sans doute, on n'a aucune preuve directe que dès leur premier établissement, ils ont introduit un système d'irrigation comparable à celui de Valence. Ces travaux de longue haleine ne portent leurs fruits qu'au bout de quelques générations. En agriculture, le temps est un grand facteur. Les Arabes eux-mêmes ont mis plus de deux cents ans pour obtenir leurs prodigieux résultats. Pourrions-nous espérer que leurs disciples feraient mieux en pays étranger? Aussi n'est-ce pas au VIII^e siècle qu'il faut rechercher quelles ont été les conséquences économiques des établissements des Espagnols, mais dans les siècles postérieurs.

Dans la langue catalane elle-même un terme caractéristique venu de la langue arabe, prouve la parenté étroite qui existe entre les jardins d'Andalou-

sie et de ceux du Roussillon : le mot *séquia* désigne dans les deux pays le canal d'arrosage, l'artère vivifiante indispensable aux jardiniers. Dès le milieu du ix^e siècle, nous sentons que l'eau commence à couler dans les terres concédées aux émigrés. Le précepte de 844 donne le droit aux Espagnols de se servir de conduites d'eau pour leurs nécessités agricoles selon leur antique coutume : « *Secundum antiquam consuetudinem... aquarum ductus pro suis necessitatibus* » (1). Le précepte de 815 qui a servi de modèle, n'en parlait pas : les réfugiés tenus souvent éloignés de leurs terres par les guerres, n'avaient eu que le temps de les défricher, ce n'est que par la suite, vers le milieu du ix^e siècle qu'ils ont pu faire de la culture intensive, utiliser les eaux, faire des jardins.

Gazaniola cite des exemples de terres arrosées dès les années 1180, 1151, 1033, 1021 et 973 (2). Il faut remonter plus haut : en effet, en l'an 1030, l'usage des eaux pour l'arrosage était courant puisqu'on distinguait les terres en *regatius* et *aspres*, c'est-à-dire terres pouvant être arrosées et terres ne pouvant pas l'être. Il y a déjà des jardins en Roussillon en 861 : l'évêque d'Elne, Audesinde, en achète quelques-uns que des Espagnols ont créés par apriasion (3). Ces jardins en confrontent d'autres appartenant à des bénéficiers. Il y en a aussi,

(1) H. L., II, pr. 119, c. 243.

(2) Gazaniola, Histoire du Roussillon.

(3) H. L., II, pr. 156, c. 319.

avec des vignes, en 869, à Sorède, en Roussillon (1), en 829 à Plaissan (Plaxanum) dans le pagus de Béziers. On les retrouve encore dans ce pays en 831 (2). Il faut signaler en passant l'utilisation de la source du Boulou en 869 (3). Un acte de 898 mentionne le ruisseau de Corneilla-Baho; il en est de nouveau question en 988 (4). Dès le ix^e siècle des actes mentionnent des canaux à Céret et au Vernet (5). Mais il faut arriver au xii^e siècle pour trouver un système d'irrigation assez avancé. En 1123, le chapitre d'Elne reçoit une concession d'arrosage pour le territoire de Mailloles. En 1162, il est question de concessions d'un certain nombre de meules d'eau pour l'arrosage des terres, à prendre sur le ruisseau de Vernet; l'année suivante, les habitants de Millas ont le droit de dériver un canal de la Têt pour arroser leurs terres et pour l'usage de leurs moulins.

L'œuvre la plus remarquable est le canal de Thuir, la « Sequia de Tohyr » qui date probablement du début du xii^e siècle. Le testament du der-

(1) H. L., II, pr. 171, c. 350.

(2) H. L., II, pr. 79, c. 176.

(3) H. L., II, pr. 170, c. 348.

(4) Les tenanciers de ce ruisseau ont le droit de prendre de l'eau de la Têt depuis le Soler jusqu'à Millas. V. Alart, Cartulaire roussillonnais, p. 9: « *Cum deductu aquæ quod accipiat a Solario oris (eius usque) ad locum qui vocatur Pennis de Milars, ubicumque (vel) ubique de flumen Thetis trahere vel apprehendere possit tam per cultum quam per heremum sine contradictione ullius hominis* ».

(5) Sorre, *op. cit.*, p. 252.

nier comte de Roussillon prouve qu'il existait en 1172; peut-être même était-il question de lui en 1020 lorsque les moines de Saint-Michel-de-Cuxa acquirent l'usage des eaux de Corbère. Ce canal se divisait en trois parties: les ruisseaux de Corbère, de Thuir, de Perpignan. Il s'amorçait à la Têt, à Vinça et débouchait dans l'étang de Saint-Nazaire par la rigole de Cabestany, c'est-à-dire qu'il traversait de part en part, toute la plaine du Roussillon. En ligne droite, de Vinça à la mer, il y a une quarantaine de kilomètres. On voit quelle longueur il faut donner à cette voie d'eau pour atteindre son but par les contours inévitables aux vallées et aux agglomérations. On peut estimer que cette œuvre est plus ancienne qu'elle ne paraît puisque elle est faite par tronçons portant un nom différent, construits à des dates différentes, et que celui qui est le plus près de la source est le premier mentionné par les actes.

Lorsqu'une œuvre de cette importance est menée à bien, il est permis de croire que son utilité a été démontrée et lorsqu'on l'a entreprise, le pays devait être déjà depuis longtemps sillonné de ruisseaux. Des prises d'eau devaient exister sur la Têt et les autres rivières; mais comme leur lit sablonneux boit la plus grande partie des eaux, on doit avoir conçu le projet d'aller au pied de la montagne chercher le courant vif qui se perdait, pour l'amener par une artère plus étroite, plus profonde et plus ombragée, d'où il était plus facile de le répartir. On n'aurait pas entrepris cette œuvre colossale pour le Moyen Age, si tout le monde n'avait été

d'accord sur sa nécessité; en effet, il fallait traverser les territoires de beaucoup de seigneurs quasi indépendants qui n'y auraient pas consenti s'ils n'avaient su par une longue expérience que c'était une entreprise d'utilité commune. Si nous reportons avant 1020 la construction du canal de Corbère, on voit que nous ne sommes pas très loin du ix^e siècle où doivent avoir été faites les premières irrigations.

En résumé, nous savons par le diplôme de 844 que la coutume des Espagnols, comme celle des Arabes était d'utiliser les eaux pour la culture ; quelques générations après leur établissement, on trouve en Roussillon des jardins, des canaux et un système d'irrigation très perfectionné, rappelant celui de l'Andalousie. Nous pouvons affirmer que ce sont les Espagnols attirés par Charlemagne et ses successeurs qui ont eu la plus large part dans le développement du magnifique réseau de canaux qui a fait plus tard la richesse du Roussillon.

Mais ces nouveaux colons ont fait surtout sentir leur influence au point de vue économique par le défrichement des terres incultes. Ils ont été appelés pour être soldats, cependant après la deuxième moitié du ix^e siècle, après la fin des guerres nationales, les cantonnements des réfugiés ont perdu leur caractère militaire et ils sont devenus un facteur de prospérité économique de premier ordre. Dès le début, cette population émigrante avait une puissance de production très élevée: elle était composée en majorité d'hommes dans la force de l'âge, de peu d'enfants et de vieillards. Cette main d'œuvre était

très recherchée; on l'utilisa d'abord pour la guerre, puis pour le travail agricole. Son arrivée coïncida avec un grand développement des établissements monastiques, auquel, sans doute, ils contribuèrent

Alors furent fondés les monastères d'Aniane, Lagrasse, Montolieu, Caunes, Saint-Polycarpe, Saint-Thibéry, Saint-Hilaire, Psalmodi, Arles-sur-Tech, Exalada, Cuxa. Celui de Saint-Polycarpe, en Rasèz, près de Limoux, fut fondé par des réfugiés espagnols, si l'on en croit un diplôme de 787 dont l'authenticité est douteuse (1). Tous ces monastères furent construits sur des terres désertes ou abandonnées, que les religieux acquirent le plus souvent par apriasion. La royauté multiplia les bienfaits en leur faveur, et dans les nouvelles concessions furent fondées des *cellæ* et des *cellulæ*. « La colonie mère, dit M. Imbart de la Tour (2) essaimait et donnait naissance à de petites congrégations qui gravitaient autour d'elles ».

Le monastère de Lagrasse envoyait des moines sur les bords de la mer à Lapalme, en Roussillon à Saint-Pierre de Prades, à Saint-Martin de Mont Forcat, à Nidolères, à Val Vidrera, et même au-delà des Pyrénées dans les comtés de Gérone et de Vich. En sens inverse, les monastères de Ripoll s'établissaient à Fuilla et à Sahorre, dans le Conflent. Le monastère de Rodès, diocèse de Gérone fondait des celles à Pollestres, Torreilles, Vilarmilla, près de

(1) Cauvet, *op. cit.*, p. 102.

(2) Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 150.

Thuir, Rinnoguès en Vallespir, Pézilla en Fenouillet, Osséja en Cerdagne. Le monastère de Montoliou avait attiré dans ses terres des Espagnols (1).

C'était dans le Roussillon que les fondations monastiques étaient les plus denses (2). Le monastère d'Arles fondé en 778 avait des cellules à Saint-Pierre de Riuferrer, à Saint-Jean de Réart, à Saint-Julien de Buciac, à Saint-Martin de Fenouillard, à Sainte-Cécile du Cos, à Saint-Quentin des Bains (Amélie) et à Saint-Cyprien, près de Thuir. Le monastère de Saint-André d'Exalada, envoyait des colonies à Saint-Vincent de Camplong près de Vernet, à Saint-Thomas de Balaguer dans le haut Conflent, à Saint-Génis des Fontaines, à Saint-Laurent de Rocavella dans les Albères, à Saint-Jean la Celle, à Saint-Martin de Casefabre et à Saint-André de Monistrol dans la vallée du Boulès (3).

Nous dirons pour conclure que le premier résultat immédiat et tangible de l'établissement des Espagnols a été le défrichement qui s'étendit largement vers les montagnes réduisant peu à peu, par un travail ingrat l'étendue des garrigues et des hermes. La culture intensive est venue ensuite avec une lente évolution par l'extension des irrigations et la création de canaux; l'industrie est née longtemps après sur les bords des cours d'eau, par la création de moulins; l'agriculture a fourni les pro-

(1) V. Plaid de 918, II. L., V, pr. 43, c. 137.

(2) Cauvet, *op. cit.*, p. 109.

(3) Cauvet, *op. cit.*, p. 110 et 111.

duits que l'ouvrier a transformés. Ainsi est née la fabrication des draps qui a plus tard enrichi le Midi. Mais l'histoire n'enregistre ces résultats que lorsqu'ils ont pris une grande importance; le laborieux travail de gestation s'est poursuivi parfois pendant des siècles, s'est perdu dans l'oubli et l'obscurité enveloppe ses premières étapes. Le x^e et le xi^e siècles ne nous apportent aucun renseignement. Venus au viii^e siècle, les Espagnols forment au ix^e une classe à part dans la société, au x^e, on les aperçoit encore quelques fois, chargés de certains services; puis l'assimilation avec la population indigène se fait, car on perd leur trace et lorsque renaît la vie nationale, on ne voit plus apparaître ni Goths, ni Francs, ni Espagnols, mais une race catalane faite d'éléments qui se sont confondus dans ce pays, comme dans un creuset se combinent des corps différents pour former un corps nouveau. Etabli au nord et au sud des Pyrénées, avec la même langue et les mêmes mœurs, ce peuple a conservé jusqu'à nos jours sinon son unité politique, du moins son unité morale et linguistique et à ce phénomène de survivance de la race ont contribué les Espagnols réfugiés appelés par les Carolingiens.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

- ALART. — Cartulaire roussillonnais. Perpignan, 1880.
- Privilèges et titres relatifs aux franchises, institutions privées et propriétés communales de Roussillon et de Cerdagne, Perpignan, 1878.
- BORETIUS (Alfred). — *Capitularia regum francorum* dans *Monumenta germaniæ legum, sectio II*, in-4°, Hanovre, 1883-1897.
- BOUQUET (Dom). — Recueil des historiens des Gaules et de la France, Paris, 1737-1876, 23 vol. f°.
- CASSAN (L'abbé) et MEYNIAL (E.). — Cartulaires des abbayes d'Aniane et de Gellone. Montpellier, 1900, 2 vol. in-4°.
- DEVIC (Dom Cl.) et VAISSÈTE (Dom). — Histoire générale du Languedoc avec notes et pièces justificatives (pr.). Ed. Privat, Toulouse, 1872-1889, 14 vol. 4° (H. L.).
- Gallia christiana in provincias ecclesiasticas distributa*, 2° éd., Paris 1715-1865, 16 vol. f°.
- MARCA (Pierre de). — *Marca hispanica*, Paris, 1688, f°.

MUHLBACHER (Von Engelbert). — *Die Urkunden Pippins, Karlmanns und Karls des Grossen*, dans *Monumenta Germaniæ*, Hanovre, 1906.

PERTZ. — *Monumenta Germaniæ legum*, 5 vol. f°.

THÉVENIN (Marcel). — Textes relatifs aux institutions privées et publiques aux époques mérovingienne et carolingienne, Paris, 1887, in-8°.

WALTER (E.). — *Corpus Juris Germanici antiqui*. Berlin, 1824, 3 vol. in-8°.

ZEUMER (Karolus). — *Formulæ Merovingici et Karolini ævi*, dans *Monumenta Germaniæ legum*, sectio V, Hanovre, 1886.

— *Leges nationum Germanicarum* dans *Monumenta Germaniæ legum*, sectio I, Hanovre, 1902.

Travaux

ALART (M.-B.). — Géographie historique des Pyrénées-Orientales, 1859.

— Les stils de Villefranche-de-Conflent, 1862.

BARTHÉLEMY (Ed. de). — Etude sur les établissements monastiques du Roussillon, Paris, 1857, 8°. Extrait du *Bulletin Monumental* publié à Caen par M. de Caumont.

BAYET, KIENCLAUSZ et PFISTER. — Mérovingiens et Carolingiens. dans Lavis, *Histoire de France*, 2^e, Paris, 1904, 8°.

- BESELER. — *Der Neulich nach den Altdeusch R.*, 1868, dans les *Symbolæ Bethm.-Hollweg*, obl.
- BOURGEOIS (E.). — L'assemblée de Mersen, 847, d. les *Mélanges*, Paul Fabre, Paris, 1902.
- Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (877), Paris, 1885.
- BOUTARIC. — Institutions militaires de la France avant les armées permanentes. Paris, 1863.
- BRISSAUD (J.). — Cours d'histoire générale du droit français public et privé, Paris, 1904, 2-8.
- BRUNNER (H.). — *Deutsche Rechtsgeschichte*. Leipzig, 2^e éd., 1906.
- BRUTAILS (J.-A.). — Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen-Age, Paris, 1891.
- Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, paraît depuis 1833.
- CAUVET (E.). — Etude historique sur l'établissement des Espagnols dans la Septimanie aux VIII^e et IX^e siècles et sur la fondation de Fontjoncouse par l'Espagnol Jean au VIII^e siècle. Montpellier, 1898.
- DONIOL (H.). — Histoire des classes rurales en France et de leurs progrès dans l'égalité civile et la propriété. Paris, 1857, 8°.
- DUCANGE. — *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, éd. Henschel, 7 vol. 4°.
- ESMEIN. — Histoire du droit français, Paris, 1912.

- FAUGERON (H.-P.). — Les bénéfices et la vassalité au ix^e siècle. Rennes, 1868.
- FAURIEL. — Histoire de la Gaule méridionale sous la domination des conquérants germains. Paris, 1836, 4 vol. 8°.
- FLACH (J.). — Les origines de l'ancienne France. Paris, 1886-1919, 4 vol. in-8°.
- FUSTEL DE COULANGES. — Institutions politiques de l'ancienne France. Paris, 6 vol.
- GARSONNET (E.). — Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée. Paris, 1879, 8°.
- GAZANIOLA (J. de). — Histoire du Roussillon. Perpignan, 1857.
- GINOUILHAC (C.). — Cours d'histoire du droit français, 1854-1855, Toulouse, 8°.
- GLASSON (E.). — Histoire du droit et des institutions de la France. Paris, 1887-1903, 8 vol. 8°.
- GUÉRARD (B.-E.-C.). — Polyptyque de l'abbé Irminon. Paris, 1836-1844, 2 t. en 3-4.
- HENRY (D.-M.-J.). — Histoire du Roussillon. Paris, 1835, 2 vol. 8°.
- IMBART DE LA TOUR. — Les colonies agricoles et l'occupation des terres désertes à l'époque carolingienne, dans les *Mélanges*, Paul Fabre, Paris, 1902.
- KLEINCLAUSZ. — L'Empire carolingien, ses origines et ses transformations. Paris, 1902, 8°.
- KROELL (M.). — L'immunité franque. Paris, 1910.
- LABOULAYE (E.). — Histoire du droit de la propriété foncière en Occident. Paris, 1839.

- LAMPRECHT (Ch.). — Etude sur l'état économique de la France pendant la première partie du Moyen Age. Trad. A. Marignan, Paris, 1889, 8°.
- LAVISSE et RAMBAUD. — Histoire générale du iv^e siècle à nos jours, t. I et II, Paris, 1893.
- LEFORT (J.). — Etudes sur l'histoire de la propriété Histoire des contrats de location perpétuelle ou à longue durée. Paris, 1875, 8°.
- LAVELAYE (E. de). — De la propriété et de ses formes primitives. Paris, 1874, 8°.
- LEHUÉROU (J.-M.). — Histoire des institutions mérovingiennes et du gouvernement des Mérovingiens jusqu'à l'édit de 615, 1842, 8°.
- Histoire des institutions carolingiennes et du gouvernement des Carolingiens, 1843, 8°.
- MICHEL (Fr.). — Histoire des races maudites de la France et de l'Espagne. Paris, 1847, 2 vol. in-8°.
- PERRÉCIOT (C.-J.). — De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans les Gaules dès les temps celtiques jusqu'à la rédaction des coutumes, 2^e éd., Paris, 1851, 3-8.
- QUICHERAT. — Histoire du costume en France, Paris, 1875.
- SÉE (H.). — Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age, Paris, 1901, in-8°.
- SEEN (F.). — L'institution des avoueries ecclésiastiques en France. Paris, 1903, 8°.

SORRE (M.). — Les Pyrénées méditerranéennes, Paris, 1913.

MARLÈS (Lacroix). — Histoire de la domination des Arabes et des Maures en Espagne, Paris, 1825.

THÉVENIN (M.). — Les Communia dans les *Mélanges Renier*, Paris, 1887.

— *Lex et Capitula* dans les *Mélanges de l'Ecole des hautes études*, Paris, 1878.

VIDAL (Pierre). — Guide historique et pittoresque dans le département des Pyrénées-Orientales, 2^e éd., Perpignan, 1899.

VIOLLET (P.). — Histoire des institutions politiques et administratives de la France, Paris, 1890-1903, 3 vol. 8°.

Pour faciliter les recherches, nous donnons ci-dessous la liste des documents relatifs aux Pyrénées méditerranéennes dans lesquels il est question d'aprisions. Nous avons souligné ceux dans lesquels on trouve le mot aprisio ou un synonyme de même racine.

APPENDICE

Sources

- Anno * 793 H. L., II, pr. 12, col. 59.
799, H. L., II, pr. 13, col. 61.
800, H. L., II, pr. 14, col. 62.
* 812, H. L., II, pr. 20, col. 73.
* 815, 1^{er} janvier, H. L., II, pr. 33, col. 97.
* 815, 1^{er} janvier, H. L., II, pr. 34, col. 100.
815, 22 février, H. L., II, pr. 35, col. 101.
* 816, H. L., II, pr. 40, col. 109.
* 819, Marca, col. 761, I.
820, H. L., II, pr. 55, col. 132.
828, H. L., II, pr. 74, col. 165.
* 832, H. L., II, pr. 80, col. 177.
833, H. L., II, pr. 84, col. 183.
* 834, 11 septembre, H. L., II, pr. 85, col. 185.
834, 18 décembre, H. L., II, pr. 86, col. 188.
836, 5 mars, H. L., II, pr. 89, col. 193.
836, 17 décembre, H. L., II, pr. 90, col. 194.
837, 21 octobre, H. L., II, pr. 93, col. 201.
* 837, 3 septembre, H. L., II, pr. 95, col. 206.
840, H. L., II, pr. 99, col. 213.
* 844, 19 mai, H. L., II, pr. 110, col. 228.

- Anno * 844, 20 mai, H. L., II, pr. 111, col. 229.
* 844, 5 juin, H. L., II, pr. 112, col. 232.
844, 5 juin, H. L., II, pr. 113, col. 233 (1).
* 844, 11 juin, H. L., II, pr. 119, col. 243.
844, juin-juillet, H. L., II, pr. 123, col. 253.
Vers 844, H. L., II, pr. 124, col. 255.
Anno * 847, H. L., II, pr. 132, col. 276.
* 849, H. L., II, pr. 135, col. 280.
* 850, Marca, col. 784, XXII.
Vers 850, dans H. L., II, pr. 137, col. 282.
Anno * 852, H. L., II, pr. 139, col. 287.
* 854, 7 juillet, H. L., II, pr. 144, col. 294.
854, 30 juillet, H. L., II, pr. 146, col. 298.
* 858, H. L., II, pr. 150, col. 306.
860, H. L., II, pr. 154, col. 314.
* 861, H. L., II, pr. 156, col. 319.
866, H. L., II, pr. 166, col. 342.
* 869, 23 février, H. L., II, pr. 170, col. 348.
* 869, 23 février, H. L., II, pr. 171, col. 350.
* 869, 6 décembre, H. L., II, pr. 172, col. 352.
872, Marca, col. 795, XXXII.
* 875, 30 janvier, H. L., II, pr. 817, col. 378.
* 875, 17 décembre, H. L., II, pr. 189, col. 382.
* 876, Marca, col. 798, XXXV.
* 878, Marca, col. 799, XXXVI.
880, Marca, col. 811, XLII.
* 881, Alart « Cartulaire Rousillonnais »,
(1880), p. 7.

(1) Cet acte est signalé comme faux par M. l'abbé Sabarthez.

Anno 881, 4 juin, H. L., V, pr. 3, col. 70.

* 883, H. L., V, pr. 5, col. 72.

* 889, H. L., V, pr. 10, col. 81.

890, H. L., V, pr. 13, col. 85.

* 896, H. L., V, pr. 15, col. 88.

898, H. L., V, pr. 20, col. 95.

899, Marca, col. 831, LVII.

* 899, 29 mai (1), H. L., V, pr. 22, col. 99.

899, 6 juin, H. L., V, pr. 24, col. 103.

* 908 (1), H. L., V, pr. 34, col. 121.

* 918, H. L., V, pr. 43, col. 137.

922, H. L., V, pr. 46, col. 143.

* 922, Marca, col. 843, LXIX.

963, H. L., V, pr. 113, col. 251.

* 973, Marca, col. 902, CXV.

* 1104, Alart, Cartulaire roussillonn., pr. 32.

* 1147, Marca, 1295, CCCCIV.

D'après M. Capdevielle, professeur au Lycée de Montpellier, qui s'est spécialisé dans les questions de chronologie, il faut faire les rectifications suivantes :

H. L., II, pr. 85, col. 185, date rectifiée, 11 sept. 833.

H. L., II, pr. 86, col. 188, date rectifiée, 18 déc. 832.

H. L., II, pr. 95, col. 206, date douteuse.

H. L., II, pr. 99, col. 213, date douteuse.

(1) « Apprehendit ante Folconem ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — Historique. — L'invasion arabe. — L'appel aux Espagnols. — Leur utilisation militaire	7
CHAPITRE II. — Le service militaire est la principale obligation des Espagnols qui sont des hommes libres.	26
CHAPITRE III. — L'Agrison. — Le rôle du comte dans la répartition des lots de terre aux Espagnols. — Les personnes gratifiées et les terres concédées.	45
CHAPITRE IV. — Les relations juridiques entre le fisc et les agrisonnaires.	74
§ 1 ^{er} . Les obligations du fisc	74
§ 2. Droits de l'agrisonnaire	80
§ 3. Obligations de l'agrisonnaire	88
CHAPITRE V. — Extinction et nature du droit d'agrison	98
§ 1 ^{er} . Extinction du droit d'agrison	98
§ 2. Nature du droit d'agrison	103

	Pages
CHAPITRE VI. — Les effets politiques des établis- sements des Espagnols.....	122
§ 1 ^{er} . La recommandation	122
§ 2. La justice domaniale.....	127
§ 3. La justice entre aprisionnaires.	130
§ 4. L'immunité.....	136
CHAPITRE VII. — Les difficultés d'application du système de l'aprision.....	145
CHAPITRE VIII. — Les conséquences économiques de l'immigration espagnole.....	162
BIBLIOGRAPHIE.....	174

Vu et approuvé
Montpellier, le 16 octobre 1919.
Vu : le Doyen,
BREMONT.

Vu : Le Président de la Thèse
Montpellier, le 14 octobre 1919.
BRIDREY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 15 octobre 1919.
le Recteur,
BENOIST

